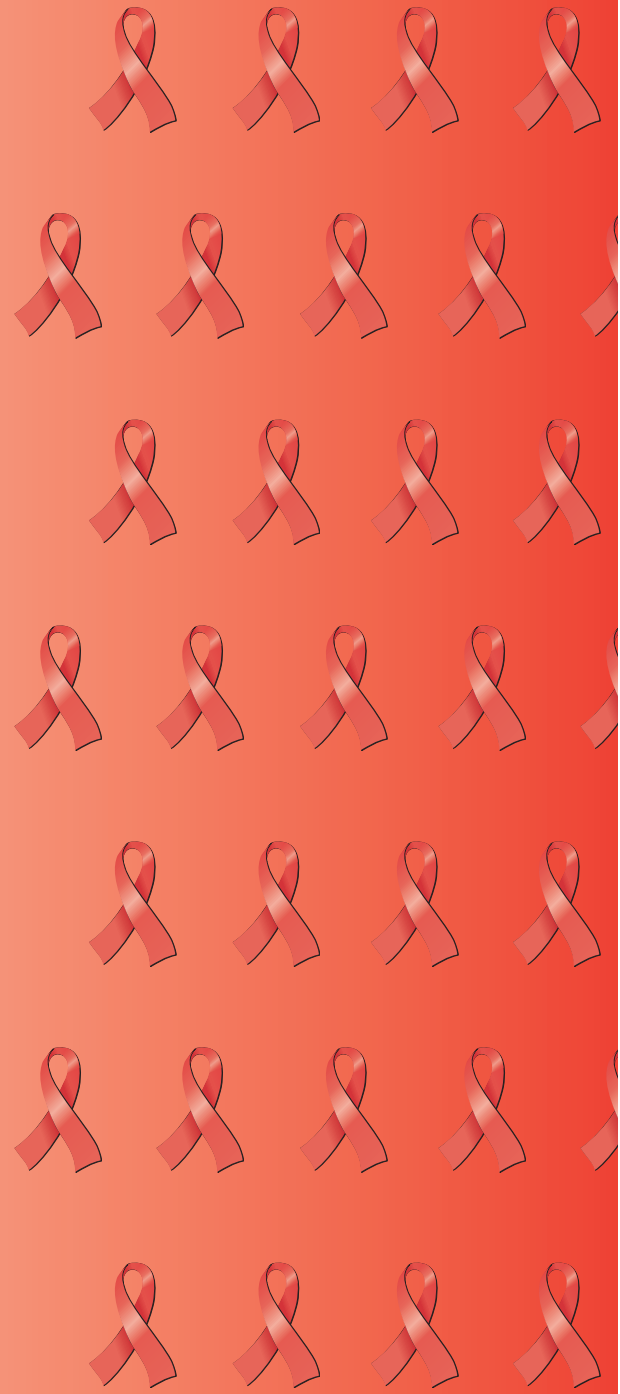


# Outil d'harmonisation et d'alignement national (CHAT)

Un instrument destiné à relever les défis de l'harmonisation et de l'alignement grâce à l'évaluation des forces et de l'efficacité des partenariats dans la riposte nationale au sida



ONUSIDA/07.17F / JC1321F (version française, septembre 2007)

Version originale anglaise, UNAIDS/07.17E / JC1132E, juin 2007 :

*Country Harmonization and Alignment Tool (CHAT): A tool to help address harmonization and alignment challenges by assessing strengths and effectiveness of partnerships.*

Traduction – ONUSIDA

© Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) 2007. Tous droits de reproduction réservés.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'ONUSIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

L'ONUSIDA ne garantit pas que l'information contenue dans la présente publication est complète et correcte et ne pourra être tenu pour responsable des dommages éventuels résultant de son utilisation.

---

Catalogage à la source : Bibliothèque de l'OMS

Outil d'harmonisation et d'alignement national (CHAT) : Un instrument destiné à relever les défis de l'harmonisation et de l'alignement grâce à l'évaluation des forces et de l'efficacité des partenariats dans la riposte nationale au sida.

« L'Outil d'harmonisation et d'alignement national (CHAT) a été élaboré par l'ONUSIDA et la Banque mondiale ... » — Remerciements.  
« ONUSIDA/07.17F / JC1321F ».

1.Infection à VIH – prévention et contrôle. 2.Sida – prévention et contrôle. 3.Programme national santé. 4.Evaluation programme.  
5.Coopération internationale. I.ONUSIDA. II.Banque Mondiale.

ISBN 978 92 9173 581 5

(Classification NLM : WC 503.6)

---

## **Outil d'harmonisation et d'alignement national (CHAT)**

Un instrument destiné à relever les défis de l'harmonisation et de l'alignement grâce à l'évaluation des forces et de l'efficacité des partenariats dans la riposte nationale au sida

Septembre 2007  
Genève, Suisse

## Remerciements

L'Outil d'harmonisation et d'alignement national (CHAT) a été élaboré par l'ONUSIDA et la Banque mondiale en réponse à la recommandation 4.1 de la *Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au sida* afin « d'aider les autorités nationales de coordination sida (en collaboration avec les organismes internationaux partenaires) à évaluer :

- 1) la participation et le degré d'engagement des partenaires dans le pays à la riposte nationale et
- 2) le degré d'harmonisation et d'alignement des partenaires internationaux. »

Le CHAT a été harmonisé avec le cadre de suivi de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) de Paris et utilise l'expérience née d'un travail similaire au Mozambique et en Zambie. Des rapports d'activité ont été soumis au Conseil de Coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA lors des réunions de juin et décembre 2006. La deuxième réunion a approuvé le processus et « reconnu l'importance de l'Outil d'harmonisation et d'alignement national pour accroître la responsabilisation au niveau des pays, comme outil permettant de repérer les occasions d'une meilleure harmonisation et d'un plus grand alignement dans le cadre des examens portant sur le sida » (décision du CCP 4.5).

Les essais du CHAT sur le terrain ont été réalisés dans sept pays (Botswana, Brésil, Indonésie, Nigéria, République démocratique du Congo, Somalie, Zambie) en assurant une implication majeure de la société civile, en plus d'un engagement total et d'une rétro-information de la part des partenaires nationaux et internationaux des pays pilotes.

La majeure partie de l'élaboration et de la rédaction a été réalisée sous contrat avec l'ONUSIDA par Anne Gillies tandis que Sarah Pouezevara a apporté son soutien à l'organisation et à la présentation du document final. Nous remercions pour leur précieuse contribution de nombreuses sources, notamment les représentants des autorités nationales de coordination sida des pays concernés, de la société civile ainsi que les consultants nationaux impliqués dans les processus pilotes.

## A propos de ce guide

Ce guide d'utilisation de l'Outil d'harmonisation et d'alignement national (CHAT) a été écrit à l'intention des autorités nationales de coordination sida et des autres partenaires nationaux impliqués dans la planification et le suivi de la riposte nationale au sida. Il comprend trois sections :

### **Section 1 : Introduction au CHAT**

Cette partie comprend des informations générales et présente les principaux éléments, principes et processus du CHAT. Il intéressera les gestionnaires, les cadres des autorités nationales de coordination sida et des organisations nationales et internationales impliqués dans la planification, dont le degré d'harmonisation et d'alignement fait l'objet de cette enquête. Certaines parties de cette première section, notamment le Chapitre 3 (Comment utiliser le CHAT) sont reprises plus en détail dans les sections suivantes, mais après la lecture de la Section 1, le processus et les résultats attendus du CHAT devraient être clairs.

### **Section 2 : Guide de mise en œuvre**

Cette partie contient des informations détaillées sur l'exécution des trois éléments du CHAT. Elle sera particulièrement utile aux responsables de programme et aux administrateurs chargés de la planification de la recherche, du recrutement et de la formation des chercheurs de terrain et du suivi de la mise en œuvre ainsi qu'aux consultants recrutés pour des recherches utilisant le CHAT. Le premier chapitre décrit le processus de cartographie des partenaires de la riposte, qui constituera un élément de référence majeur tout au long du processus.

### **Section 3 : Enquêtes CHAT**

Cette partie contient les instruments destinés à recueillir les informations relatives au degré d'harmonisation et d'alignement des différents partenaires présents. Les enquêtes sont basées sur des domaines d'évaluation avec des questions de base et des questions facultatives destinées à des groupes spécifiques. Chaque domaine d'évaluation fait l'objet d'une description qui aidera les chercheurs sur le terrain à replacer les questions dans leur contexte. On y trouve également un exemplaire de formulaire de recueil de données vierge qui peut être utilisé lors des entretiens pour noter les réponses à chaque question de base ainsi que le score d'ensemble.

L'ensemble du guide est conçu comme un manuel de référence convivial et facile d'emploi et non comme un livre à lire d'un bout à l'autre. Il existe également un CD-ROM contenant à la fois ce manuel et quelques instruments pratiques qui peuvent être adaptés au contexte local, notamment :

- tous les formulaires vierges destinés à l'enquête (voir l'Annexe 1) et
- un tableur facile d'emploi pour l'analyse des résultats.

Ce CD-ROM facilitera également l'adaptation et la reproduction du CHAT dans les différents pays. Ces mêmes documents sont disponibles sur le site web [www.unaids.org](http://www.unaids.org) ou par courriel adressé à l'ONUSIDA : [CHAT@unaids.org](mailto:CHAT@unaids.org).

# Table des matières

---

Tableau 1 : Vue d'ensemble des différents domaines d'évaluation	7
<b>SECTION I : INTRODUCTION AU CHAT</b>	
Chapitre 1 : Qu'est-ce que le CHAT et pourquoi les pays devraient-ils s'en servir ?	9
Tableau 2 : Vue d'ensemble des différents composants du CHAT	12
Chapitre 2 : Principes du CHAT	15
2.1 Le CHAT et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE/CAD	15
2.2 Le CHAT et les « Trois Principes »	16
2.3 Le CHAT et l'examen conjoint des programmes nationaux sida	17
2.4 Le CHAT et le rôle essentiel de la société civile	19
Chapitre 3 : Comment utiliser le CHAT	21
3.1 Préparation	21
3.2 Mise en œuvre	23
Tableau 3 : Individus et groupes impliqués dans le processus du CHAT	25
3.3 Analyse	25
3.4 Rapport et suivi	26
<b>SECTION II : GUIDE DE MISE EN ŒUVRE</b>	
Chapitre 4 : Cartographie de la riposte nationale	27
4.1 Qu'est-ce que la cartographie ?	27
4.2 Pourquoi la cartographie ?	28
4.3 Qui est impliqué ?	28
4.4 Etapes du processus	29
Chapitre 5 : Sélection des répondants	34
5.1 Approche d'ensemble de la sélection	34
5.2 Sélection des partenaires nationaux	34
5.3 Sélection des partenaires internationaux	36

---

Chapitre 6 : Recueil de données	37
6.1 Recrutement et formation de l'équipe de recueil de données	37
6.2 Adapter le recueil de données au contexte	37
6.3 Réalisation de l'enquête	39
Chapitre 7 : Analyse	40
7.1 Etape 1 : Analyse rapide des données individuelles émanant des enquêtes	40
7.2 Etape 2 : Consolidation des résultats à l'intérieur des groupes et catégories et entre eux	40
7.3 Etape 3 : Analyse des résultats du CHAT dans le contexte national	43
<b>SECTION III : ENQUÊTES CHAT</b>	
Chapitre 8 : Introduction aux enquêtes	45
Tableau 4 : Domaines d'évaluation et questions de base aux partenaires nationaux	46
Tableau 5 : Domaines d'évaluation et questions de base aux partenaires internationaux	48
Chapitre 9 : Description des domaines d'évaluation et questions de base	50
9.1 Questions aux partenaires nationaux	50
9.2 Questions aux partenaires internationaux	64
Annexe 1 : Quelques pages du questionnaire vierge	81

Tableau 1 : Vue d'ensemble des différents domaines d'évaluation

Catégories	Domaines des partenaires nationaux	Domaines des partenaires internationaux
<b>Autorité nationale de coordination sida et cadre stratégique national</b>	1. Degré de participation et d'alignement des partenaires nationaux sur le cadre stratégique national	1. Degré d'alignement entre les partenaires internationaux et les cadres stratégiques nationaux ou sous-nationaux
	2. Degré de représentation des partenaires nationaux dans l'autorité nationale de coordination sida ou un organe équivalent	2. Degré de soutien ou de coopération des partenaires internationaux avec l'autorité nationale de coordination sida
<b>Suivi et évaluation</b>	3. Degré d'utilisation du cadre (et/ou du système) national de suivi et d'évaluation par les partenaires nationaux	3. Degré d'alignement des partenaires internationaux sur le cadre (et/ou le système) national de suivi et d'évaluation
	4. Degré de participation des partenaires nationaux aux examens conjoints du programme national ou autres processus similaires	4. Degré de participation des partenaires internationaux aux examens conjoints du programme national ou autres processus similaires
<b>Finances</b>	5. Degré auquel les partenaires nationaux reçoivent une part équitable du budget sida	5. Degré auquel les partenaires internationaux ont des engagements indicatifs de plusieurs années (de plus de trois ans) en faveur de la riposte nationale
	6. Degré d'intégration des partenaires nationaux à la prise de décisions et aux rapports relatifs à l'attribution des ressources	6. Degré de soutien des partenaires internationaux aux arrangements de financement commun de la riposte nationale
<b>Administration, soutien, coordination et communication</b>	7. Degré de participation des partenaires nationaux à la conception et à l'évaluation des systèmes administratifs de la riposte au sida	7. Degré d'harmonisation des partenaires internationaux avec les mécanismes d'approvisionnement
	8. Degré d'ouverture et de transparence des partenaires nationaux entre eux et avec les autorités nationales de coordination sida	8. Degré de renforcement des capacités et d'harmonisation des stratégies d'assistance technique par les partenaires internationaux
		9. Degré d'harmonisation des rapports administratifs, techniques/financiers et de l'approche des ressources humaines par les partenaires internationaux entre eux et vis-à-vis de la riposte nationale
		10. Degré de communication transparente, ponctuelle et exacte entre les partenaires internationaux et avec l'autorité nationale de coordination sida



## SECTION I :

---

### Introduction au CHAT

*Cette partie comprend des informations générales et présente les principaux éléments, principes et processus du CHAT. Il intéressera les gestionnaires, les cadres des autorités nationales de coordination sida et des organisations nationales et internationales impliqués dans la planification, dont le degré d'harmonisation et d'alignement fait l'objet de cette enquête. Certaines parties de cette première section, notamment le Chapitre 3 (Comment utiliser le CHAT) sont reprises plus en détail dans les sections suivantes, mais après la lecture de la Section 1, le processus et les résultats attendus du CHAT devraient être clairs.*

## Chapitre 1 :

---

### Qu'est-ce que le CHAT et pourquoi les pays devraient-ils s'en servir ?

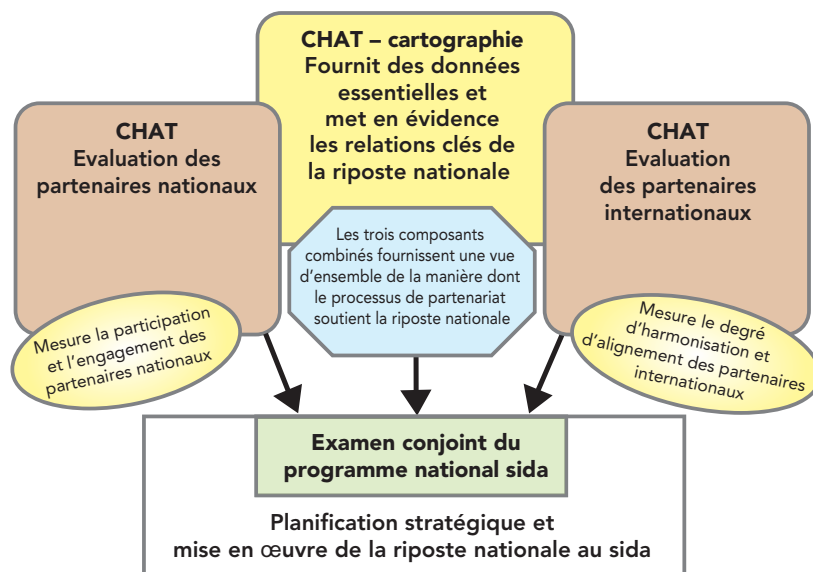
Le **CHAT (Outil d'harmonisation et d'alignement national)** a été conçu afin de répondre aux questions suivantes :

- Nos ripostes nationales au sida sont-elles **inclusives et participatives** ?
- Disposons-nous de **véritables partenariats de coordination et de financement** pour la riposte nationale au sida ?
- Comment pouvons-nous **améliorer ces partenariats** afin de renforcer la riposte au sida ?

Le but principal du CHAT est d'inviter à un dialogue relatif aux forces et aux faiblesses de la riposte nationale afin d'engager des efforts pour l'améliorer.

Le CHAT consiste en un système de cartographie en trois parties des partenaires de la riposte nationale afin d'obtenir un survol de la situation visuel et parlant, puis en entretiens structurés avec les partenaires nationaux et internationaux. Les résultats permettront d'évaluer l'implication des partenaires nationaux et des partenaires internationaux dans la riposte au sida, leur adhésion aux bonnes pratiques reconnues en matière d'harmonisation et d'alignement, d'améliorer la transparence et l'obligation de rendre des comptes et de servir de catalyseur à un dialogue national visant à améliorer la riposte. Le CHAT fournit des informations contextuelles importantes en matière de planification stratégique et devrait idéalement être réalisé dans le cadre des examens nationaux conjoints des programmes sida. Le diagramme ci-dessous offre une vue d'ensemble de la manière dont les trois composants sont reliés à l'examen conjoint. Le CHAT permet d'évaluer aussi bien les points forts de ces relations que les améliorations à leur apporter. Le CHAT est également conçu pour mettre en lumière et renforcer le rôle clé de la société civile dans la riposte.

Figure 1



Il est important de souligner que le CHAT n'est pas un outil d'enquête standard. C'est plutôt un processus multi-facettes basé sur les principes et techniques de la recherche-action<sup>1</sup>. C'est pourquoi le CHAT est :

- **Adaptable** : on peut l'utiliser de nombreuses manières selon le contexte, les circonstances et les ressources.
- **Rapide** : le CHAT se focalise sur le recueil d'informations qualitatives riches grâce à des techniques d'enquête rapide non directive, une analyse par technique de détection rapide et une application immédiate des résultats pour favoriser le changement.
- **Basé sur l'apprentissage** : le CHAT soutient une réflexion constructive dans chaque pays sur la manière de renforcer la participation, les partenariats, l'harmonisation et l'alignement ; cette réflexion est une base de dialogue et d'amélioration continue.
- **Qualitatif** : les riches descriptions obtenues grâce à l'enquête sont aussi importantes que le score attribué à chaque domaine d'évaluation dans le but de poursuivre le dialogue et les changements positifs.
- **Participatif** : pour être efficace, le CHAT requiert la participation de toute une variété de parties prenantes, notamment des groupes de la société civile. Il peut donc contribuer à accroître la participation et l'appropriation conjointe de la riposte nationale.
- **Orienté vers le changement** : le CHAT identifie les aspects positifs des relations, des rôles, de la coordination et des mécanismes de financement de la riposte ainsi que les domaines justifiant davantage d'attention.

L'information apportée par le CHAT peut être utilisée de plusieurs manières :

- Les informations recueillies sont à utiliser en premier lieu par les autorités nationales de coordination sida et les partenaires nationaux et internationaux au niveau des pays afin de susciter des changements concrets en termes de qualité, d'étendue et d'efficacité des partenariats.
- Le deuxième utilisateur est l'ONUSIDA qui détermine à partir des rapports nationaux de l'analyse (ou des examens conjoints de programmes sida) les tendances mondiales et les lacunes relatives au soutien des partenaires à la riposte internationale.

<sup>1</sup> Pour en savoir davantage sur la recherche-action, voir : Dick B. A beginner's guide to action research [en ligne, 2000] disponible sur : <http://www.scu.edu.au/school/gcm/ar/arpguide.html>

## Les origines du CHAT

**La Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au sida** a demandé la réalisation des tâches suivantes (Rec. 4.1) :

- Aider les autorités nationales de coordination sida à évaluer :
  1. La participation et le degré d'engagement des partenaires nationaux (en collaboration avec les organismes internationaux partenaires) à la riposte et
  2. Le degré d'harmonisation et d'alignement des partenaires internationaux.
- Elaborer un outil qui puisse être utilisé par l'autorité nationale de coordination sida (en coopération avec l'ONUSIDA et d'autres organismes) dans l'évaluation ci-dessus et démarrer les tests pilotes et l'utilisation dans plusieurs pays sélectionnés.

En décembre 2006, les membres du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA ont « reconnu l'importance de l'Outil d'harmonisation et d'alignement national pour accroître la responsabilisation au niveau des pays, comme outil permettant de repérer les occasions d'une meilleure harmonisation et d'un plus grand alignement dans le cadre des examens portant sur le sida » (décision 4.5, décembre 2006).

Le Tableau 2 montre une comparaison des trois composants et de la manière dont ils peuvent être appliqués dans les pays :

- Cartographie
- Evaluation des partenaires nationaux et
- Evaluation des partenaires internationaux.

Tableau 2 : Vue d'ensemble des différents composants du CHAT

	Cartographie	Evaluation des partenaires nationaux	Evaluation des partenaires internationaux
<p><b>Utilisateurs potentiels</b></p>	<p>Autorité nationale de coordination sida, partenaires nationaux (dont la société civile) et partenaires internationaux.</p>		
<p><b>Contenu</b></p>	<p>La cartographie consiste à présenter visuellement, grâce à un diagramme à niveaux multiples, les <b>principaux systèmes, liens, flux de communication/d'informations et de financement ainsi que les mécanismes de responsabilisation et de coordination</b> qui forment le réseau complexe des relations organisationnelles et institutionnelles de la riposte au sida.</p> <p>La cartographie comprend également un <b>examen rapide de documents</b> destiné à recueillir des données statistiques de base et des informations sur le contexte de la riposte au sida qui peuvent être ajoutés à la carte ou l'accompagner sous forme résumée.</p>	<p><b>Huit domaines d'évaluation</b> pour aider les partenaires nationaux à estimer leur degré d'implication, d'alignement et d'harmonisation avec la riposte nationale et identifier les domaines susceptibles d'être modifiés et améliorés.</p> <p>Chaque domaine d'évaluation correspond à une ou plusieurs <b>questions de base</b> à poser à des partenaires nationaux choisis (dont la société civile). Des <b>questions supplémentaires</b> facultatives peuvent être posées pour recueillir des informations plus approfondies dans des groupes de répondants spécifiques.</p> <p>Toutes les questions de chaque domaine peuvent être adaptées en fonction de l'épidémie et de la structure de la riposte nationale ainsi que de l'état d'avancement de la mise en œuvre des « Trois Principes » au moment de l'enquête.</p>	<p><b>Dix domaines d'évaluation</b> pour aider les partenaires internationaux à estimer leur degré d'implication, d'alignement et d'harmonisation avec la riposte nationale et à identifier les domaines susceptibles d'être modifiés et améliorés.</p> <p>Chaque domaine d'évaluation correspond à une ou trois <b>questions de base</b> à poser aux partenaires internationaux. Des <b>questions supplémentaires</b> facultatives peuvent être posées pour recueillir des informations plus approfondies dans des groupes de répondants spécifiques.</p> <p>Toutes les questions de chaque domaine peuvent être adaptées en fonction de la situation de l'épidémie et de la structure de la riposte nationale ainsi que de l'état d'avancement de la mise en œuvre des « Trois Principes » au moment de l'enquête.</p>
<p><b>Répondants</b></p>	<p>Des représentants sélectionnés des principaux partenaires nationaux (organismes gouvernementaux/ministères, société civile, instituts de recherche/politiques, secteur privé) et internationaux (donateurs bilatéraux ou multilatéraux, grandes organisations non gouvernementales internationales ou partenaires de mise en œuvre).</p>	<p>Des représentants choisis des <b>principaux partenaires nationaux</b> dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>organismes gouvernementaux/ministères (niveaux national et sous-national),</li> <li>organisations de la société civile (organisations non gouvernementales, réseaux et groupes), organisations confessionnelles et syndicales, organisations représentant des groupes marginalisés – femmes, jeunes, personnes vivant avec le VIH, hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, consommateurs de drogues injectables et professionnel(le)s du sexe),</li> <li>institutions de recherche, de politique ou de réflexion et</li> <li>secteur privé.</li> </ul>	<p>Des représentants choisis des <b>principaux partenaires internationaux</b> dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>donateurs bilatéraux,</li> <li>agences de financement ou de coordination multilatérales (Nations Unies, Banque mondiale),</li> <li>fondations internationales et fonds spéciaux (Fonds mondial, Fondation Gates, Fondation Clinton, etc.), et</li> <li>grandes organisations non gouvernementales internationales qui servent d'agences de mise en œuvre pour les donateurs (CARE, OXFAM, World Vision, etc.).</li> </ul>

<p><b>Processus</b></p>	<p><b>Examen rapide de documents</b> destiné à recueillir des données statistiques de base et des informations sur le contexte de la riposte au sida (flux et montants du financement, mécanismes de coordination/communication, rapports et responsabilisation).</p> <p>Un <b>atelier participatif</b> avec des partenaires sélectionnés pour produire un diagramme à plusieurs niveaux mettant en évidence les principaux acteurs et les relations ainsi que les lacunes et les faiblesses qui doivent être prises en compte.</p>	<p><b>Une méthode de sélection systématique</b> pour choisir un échantillon représentatif des partenaires et parties prenantes du pays (notamment une forte représentation des groupes de la société civile actuellement « manquants » dans la riposte).</p> <p>Des techniques de recherche-action qualitative pour les <b>entretiens avec les répondants choisis</b>.</p> <p>Des techniques d'analyse qualitative rapide pour identifier les tendances et thèmes clés et attribuer un <b>score qualitatif</b> (très médiocre, médiocre, bon, très bon) à chacun des huit domaines d'évaluation après chaque entretien.</p> <p>Une analyse des perceptions d'ensemble grâce à un résumé des scores et des questions récurrentes dans les domaines d'évaluation et les groupes de répondants de façon à en tirer des enseignements et à identifier les domaines susceptibles d'être améliorés.</p>	<p><b>Une méthode de sélection systématique</b> pour choisir un échantillon représentatif des principaux partenaires internationaux.</p> <p>Des techniques de recherche-action/qualitative pour les <b>enquêtes individuelles</b> avec les répondants choisis.</p> <p>Des techniques d'analyse qualitative rapide pour identifier les tendances et thèmes clés et attribuer un <b>score qualitatif</b> à chacun des dix domaines d'évaluation après chaque entretien.</p> <p>Une analyse des perceptions d'ensemble grâce à un résumé des scores et des questions récurrentes dans les domaines d'évaluation et les groupes de répondants de façon à en tirer des enseignements et à identifier les domaines susceptibles d'être améliorés.</p>
<p><b>Résultats attendus</b></p>	<p>Utilisation de la cartographie comme un instrument de mobilisation participative et d'apprentissage au début du CHAT pour fournir une analyse d'ensemble de la riposte nationale au sida, contribuer à la sélection des meilleurs répondants nationaux et internationaux, fournir un cadre d'analyse et identifier les principaux problèmes méritant une investigation plus poussée. Une carte régulièrement mise à jour est un instrument puissant de coordination.</p>	<p>Utilisation de l'évaluation des partenaires nationaux pour un diagnostic qualitatif détaillé de leur degré d'engagement et de participation. Un processus de suivi élaborera des stratégies spécifiques de <b>plaidoyer, d'actions concrètes et de changement positif</b> dans le cadre de l'implication des partenaires nationaux dans la riposte nationale.</p>	<p>Utilisation de l'évaluation des partenaires internationaux pour un diagnostic qualitatif détaillé de leur degré de participation, d'alignement et d'harmonisation. Un processus de suivi élaborera des stratégies spécifiques de <b>plaidoyer, d'actions concrètes et de changement positif</b> dans le cadre de l'harmonisation et de l'alignement des partenaires internationaux dans la riposte nationale.</p>

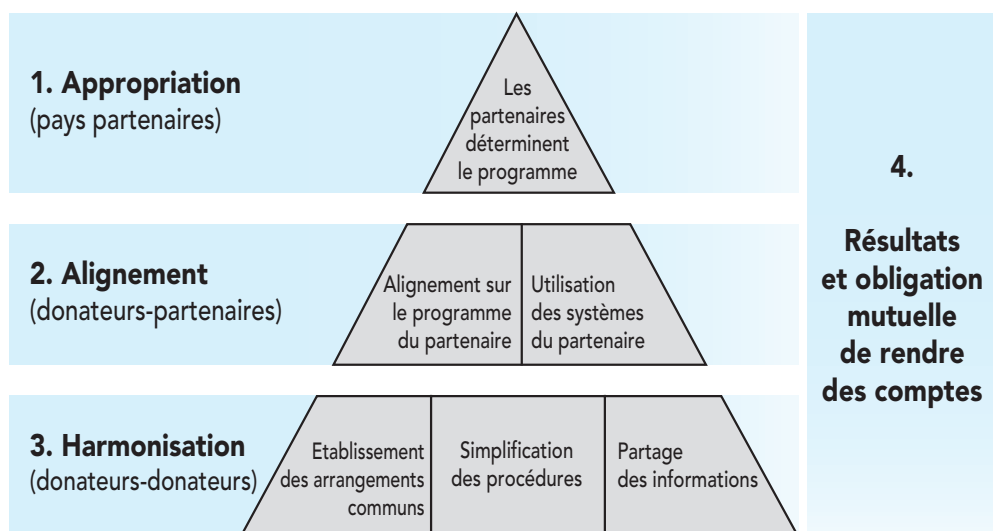
## Chapitre 2 :

### Principes du CHAT

#### 2.1 Le CHAT et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE/CAD

Le CHAT est fondé sur plusieurs principes clés liés à l'efficacité de l'aide de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques/Comité d'aide au développement. Le CHAT reflète la Déclaration de Paris de mars 2005 et traduit ces principes dans la riposte au sida, en renforçant le travail conjoint des partenaires nationaux et internationaux pour une riposte nationale au sida coordonnée et efficace.

Figure 2



Source : OCDE/CAD (2005).

Le processus du CHAT et les domaines d'évaluation figurant dans l'évaluation des partenaires nationaux et des partenaires internationaux sont conçus pour examiner les domaines clés de la pyramide d'efficacité de l'aide de l'OCDE/CAD (Figure 2).

- Le CHAT examine les processus **appartenant au pays et dirigés par le pays**, comme l'autorité nationale de coordination sida, responsable du programme (voir # 1, Figure 2).
- Le CHAT contribue à révéler le **degré d'alignement** des donateurs internationaux (ainsi que des partenaires nationaux) **sur la riposte nationale**, notamment l'utilisation du programme, du cadre/ des plans et des systèmes de gestion et d'administration nationaux (voir # 2, Figure 2).
- Le CHAT offre des informations utiles sur le **degré d'harmonisation des donateurs internationaux entre eux et avec les autorités nationales de coordination sida**, afin de mettre en place des arrangements communs en matière de financement et de comptabilité, de simplifier leurs procédures et de mettre en commun leurs approches en toute transparence (voir # 3, Figure 2). De plus, le CHAT montre si les partenaires nationaux principaux connaissent bien ces systèmes et y sont pleinement engagés.
- Enfin, le CHAT maintient l'attention des partenaires nationaux et internationaux sur **l'obtention de meilleurs résultats** et constitue la base des processus nationaux **d'obligation mutuelle de rendre des comptes en termes de performance** de la riposte nationale au sida (voir # 4, Figure 2).

## 2.2 Le CHAT et les « Trois Principes »

En 2004, un ensemble de principes directeurs pour la riposte nationale au sida, connu sous le nom des « Trois Principes », a été approuvé par les institutions et partenaires nationaux et internationaux. Depuis cette date, l'ONUSIDA a joué un rôle actif d'animateur et de médiateur auprès de tous les partenaires dans leurs efforts d'application de ces principes dirigés par les pays. Les « Trois Principes » sont largement reconnus comme la meilleure manière de s'assurer que dans chaque pays, les partenaires unissent leurs forces pour atteindre l'objectif de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien.

### **Les « Trois Principes » sont :**

*un cadre national commun de lutte contre le sida au sein duquel intégrer la coordination des activités de tous les partenaires*

*un organisme national de coordination de la riposte au sida à représentation large et multisectorielle*

*un système commun de suivi et d'évaluation à l'échelon national.*

Les « Trois Principes » se focalisent sur une plus grande appropriation par les pays ainsi que sur l'harmonisation et l'alignement. En 2005, les gouvernements, les donateurs bilatéraux, la société civile et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ont créé la Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au sida, afin de renforcer l'application des « Trois Principes ». Son but était d'élaborer un ensemble de recommandations visant à améliorer les éléments cruciaux de la riposte au sida, par exemple la qualité des cadres d'action sida ou des plans stratégiques. La Cellule mondiale de réflexion a également reconnu que des efforts plus intenses seraient nécessaires pour créer dans chaque pays des relations organisationnelles et des partenariats solides qui soutiennent une riposte améliorée. Le CHAT a été élaboré en réponse à l'une des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion (voir l'encadré « Origines du CHAT » dans le Chapitre 1).

Le CHAT est solidement enraciné dans les « Trois Principes » et fournit des informations et des analyses supplémentaires qui renforcent leur application dans les pays. Le CHAT est relié aux « Trois Principes » et les soutient de plusieurs manières :

- **La cartographie** clarifie les questions liées aux flux financiers, aux mécanismes de communication/coordination et de rapports/responsabilisation – domaines qui sont tous liés à une véritable mise en œuvre des « Trois Principes ». Elle fournit un diagnostic et une analyse constructifs de la manière d'améliorer les relations entre les parties prenantes de la riposte nationale au sida.
- **L'évaluation des partenaires nationaux** fournit des informations qualitatives qui contribuent à illustrer le niveau d'engagement des partenaires nationaux dans les « Trois Principes », notamment leur intégration au cadre national, à l'autorité nationale de coordination sida et au suivi et à l'évaluation. L'évaluation des partenaires nationaux accorde beaucoup d'importance au rôle et au degré de participation et d'implication de la société civile (notamment des groupes marginalisés comme les personnes vivant avec le VIH, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les consommateurs de drogues injectables, les professionnel(le)s du sexe, les femmes et les jeunes) dans la riposte nationale.
- **L'évaluation des partenaires internationaux** fournit des informations sur la façon dont les partenaires internationaux travaillent ensemble et avec les principales parties prenantes du pays, notamment en termes d'harmonisation et d'alignement sur le cadre stratégique national, l'autorité nationale de coordination sida et le système de suivi et d'évaluation géré par le pays.

D'une manière générale, le CHAT permet d'évaluer aussi bien les forces que les faiblesses des relations qui permettent aux « Trois Principes » de fonctionner. Pour être efficace, le CHAT doit être lié au processus continu d'évaluation des performances de la riposte nationale comme la planification stratégique et les examens nationaux conjoints des programmes VIH/sida.



## 2.3 Le CHAT et l'examen conjoint des programmes nationaux sida

Pour assurer une riposte efficace et pertinente au sida, chaque pays doit prévoir des examens conjoints réguliers des progrès accomplis vers les objectifs principaux ainsi que les processus et partenariats qui les ont favorisés. Cette approche de la planification et de l'examen basée sur les résultats et appropriée par le pays est en accord avec les principes de l'OCDE/CAD pour l'amélioration de l'efficacité de l'aide. De nombreux pays effectuent des examens conjoints de la riposte au sida même si leur étendue et leur qualité sont variables. Il est fondamental que ceux qui conduisent la riposte comprennent l'importance de ces examens réguliers c'est-à-dire impliquant une vaste gamme de donateurs, bénéficiaires, agences de mise en œuvre et autres parties prenantes, notamment la société civile, en tant que partenaires actifs du processus d'examen.

Il y a plusieurs justifications à ces examens conjoints, qu'ils soient annuels ou à intervalles plus longs:

- ils font du plan stratégique national un document « vivant » qui peut être utilisé pour guider la mise en œuvre continue et les ajustements de la riposte nationale au sida ;
- ils soutiennent le processus de prise de décisions basées sur des preuves quant à la meilleure manière de répondre aux principales lacunes ou faiblesses de la riposte ; et
- ils constituent les fondements d'un dialogue en termes de politiques et de programmation avec les acteurs et les partenaires clés.

Il n'existe pas actuellement de processus standardisé de réalisation de ces examens. Les pays élaborent des approches variant en fonction de leur contexte et de leurs besoins. On peut cependant identifier quelques étapes générales applicables dans tous les cas.



### **Examen annuel conjoint du programme national sida**

Un processus d'examen conjoint comprend généralement : (1) un groupe de surveillance comprenant des responsables de haut niveau des gouvernements (planification, finances, autres secteurs et secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida) et des partenaires (donateurs, réseaux de la société civile) et (2) un groupe technique chargé de l'assurance qualité des différents aspects de l'examen (rapports d'activité, études spéciales, consultants, analyse d'ensemble, présentation à une vaste réunion de partenaires et organisation de cette réunion, etc.).

Le mandat pour l'examen couvre généralement plusieurs grands domaines :

- progrès vers les objectifs et résultats principaux comme ceux de l'UNGASS et de l'accès universel ;
- résultats annuels en termes de prestation de services, thèmes du programme, institutions et coordination ; et
- identification de quelques priorités méritant une attention particulière : ciblage des professionnel(le)s du sexe, évaluation institutionnelle de l'unité de gestion des fonds communs, examen de l'harmonisation et de l'alignement des partenaires grâce au CHAT.

Quelques étapes sont applicables à tous les cas :

1. L'autorité nationale de coordination sida en consultation avec les partenaires principaux (à travers un forum de partenariat par exemple) convient de la date et des besoins de l'examen lié au cycle de programmation annuel ou pluriannuel. Il faut à ce stade décider si l'équipe d'examen ne comprendra que des partenaires du pays ou si des consultants individuels ou des groupes de consultants externes feront partie du processus afin d'inclure un point de vue critique extérieur.
2. Formation d'une équipe de travail représentant tous les groupes concernés et responsable de :
  - surveiller la planification et communiquer les dates et échéances clés à toutes les personnes concernées ;
  - s'accorder sur les principaux domaines à couvrir, notamment le CHAT ou d'autres domaines de recherche particuliers ;
  - rédiger le mandat de l'examen et d'éventuels éléments spécifiques ;
  - élaborer un budget et décider comment les dépenses seront réparties entre les partenaires ;
  - concevoir le cadre de recherche, organiser la rédaction du rapport et désigner un chef d'équipe ;
  - soutenir l'organisation logistique grâce au secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida ; et
  - diffuser à l'avance tous les documents de base aux participants.
3. Création d'une équipe multidisciplinaire, assistée par l'autorité nationale de coordination sida, pour procéder à un examen des documents et recueillir des données de terrain pendant deux à trois semaines, notamment des données relatives au contexte, aux processus et aux questions de base, comme les enquêtes du CHAT, en fonction des besoins.
4. L'équipe de travail va ensuite surveiller la compilation de toutes les données, l'analyse des données et la préparation du rapport en vue de la réunion d'examen. Le rapport comporte différents éléments : certains éléments factuels (activités, budget, finances, approvisionnement), d'autres analytiques (évaluation des tendances principales, progrès vers les objectifs, efficacité des mécanismes de coordination du programme) et enfin des recommandations hiérarchisées pour améliorer la riposte et atteindre les objectifs.
5. Présenter et passer en revue tous les rapports utiles lors d'une réunion participative des partenaires et des parties prenantes, notamment la société civile, afin de débattre des résultats et de s'accorder sur les actions à entreprendre et les ajustements à apporter.

Le CHAT est censé jouer un rôle crucial dans ce processus d'examen. Même si la chronologie, le processus et sa profondeur, et les étapes varient considérablement d'un pays à l'autre, le recueil de données du CHAT peut être intégré à l'examen. En l'absence d'examens réguliers le CHAT peut servir de catalyseur car il constitue une opportunité de faire un effort conjoint d'examen autour d'un aspect de la riposte nationale, le partenariat. Ceci pourrait permettre aux personnes concernées de comprendre l'intérêt d'examens conjoints réguliers de l'ensemble de la riposte au sida.

## 2.4 Le CHAT et le rôle essentiel de la société civile

Le CHAT est conçu pour mettre en lumière et renforcer le rôle crucial de la société civile dans la riposte. De récentes consultations de haut niveau des Nations Unies ainsi que plusieurs rapports ont souligné la nécessité de s'assurer que la mise en œuvre des « Trois Principes » incluait la participation pleine et entière de la société civile et pas seulement une participation symbolique.

Un élément clé à la base des « Trois Principes » est que la société civile est une partie prenante de l'autorité nationale de coordination sida. En général, les organisations de la société civile jouent un rôle stratégique important dans les domaines suivants :

- planification stratégique, opérationnelle et budgétaire ;
- conception et utilisation du système national de suivi et d'évaluation ;
- prise de décisions relatives à l'attribution des ressources financières ;
- analyse/examen permanent de l'efficacité de la riposte nationale avec une fonction de « chien de garde » ;
- examen des rapports de performance de la riposte nationale ;
- mécanismes de coordination technique et programmatique cruciaux pour tous les partenaires ;
- mise en œuvre des programmes essentiels liés à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien.

La diversité et la large gamme d'expertise stratégique et technique existant au sein des organisations de la société civile en font des partenaires cruciaux du processus d'examen conjoint. Plus spécifiquement, ces organisations sont dans une position favorable pour fournir des informations qualitatives et quantitatives complémentaires de celles recueillies par le gouvernement et des perspectives intéressantes sur certaines questions du CHAT.

Lors de la planification de l'utilisation du CHAT, l'autorité nationale de coordination sida doit pleinement impliquer les organisations de la société civile en tant que répondants et partenaires du processus de recueil, d'analyse et de rapport des données qualitatives d'un éventail de personnes aussi large que possible. Ces organisations de la société civile incluent notamment les réseaux de personnes vivant avec le VIH, les groupes marginalisés (comme les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les consommateurs de drogues injectables, les professionnel(le)s du sexe, les femmes et les jeunes), ainsi que les organisations communautaires de prestation de services, les organisations confessionnelles et les syndicats. De plus, la société civile doit avoir suffisamment d'opportunités de revoir le rapport du CHAT avant sa finalisation, et de faire des commentaires, idéalement dans le cadre d'un atelier ou d'un forum de la société civile. Enfin, les résultats et le rapport doivent être diffusés aux organisations de la société civile dans la langue nationale<sup>2</sup>.

### **Qu'est-ce que « l'analyse des manquants » ?**

« L'analyse des manquants » consiste à inclure les informations émanant de groupes ou d'organisations qui sont actuellement exclus de la riposte nationale. Ceci peut signifier qu'il faut aller délibérément chercher des organisations qui devraient être impliquées mais ne le sont pas encore pleinement. Leurs perspectives et leurs points de vue sur les mécanismes d'inclusion de différents groupes dans l'autorité nationale de coordination sida par exemple, contribueront utilement à déterminer les domaines susceptibles d'être améliorés.

<sup>2</sup> Une ressource majeure pour l'implication de la société civile est constituée par les directives des « Trois Principes », « Coordination avec les communautés. Directives sur l'implication du secteur communautaire dans la coordination de la riposte nationale au sida ». AfriCASO/ICASO/Alliance internationale contre le VIH/sida, 2007. Disponible sur [www.icaso.org](http://www.icaso.org).

La société civile peut être impliquée dans le CHAT de plusieurs manières spécifiques :

- **La cartographie** implique les représentants principaux de la société civile qui contribuent à identifier les partenaires manquants et à analyser les liens fonctionnels, les lignes de financement et de rapport ainsi que d'autres aspects que l'on a décidé d'inclure dans la vue d'ensemble des parties prenantes.
- **L'évaluation des partenaires nationaux** implique d'obtenir des organisations de la société civile (ainsi que d'autres partenaires clés) une contribution qualitative relative à leur degré d'appropriation et de participation à la riposte nationale, y compris des organisations qui sont actuellement « manquantes » ou marginalisées. De la même manière, les organisations de la société civile fournissent leur évaluation du degré d'harmonisation et d'alignement des partenaires internationaux et font des suggestions sur l'amélioration de l'autorité nationale de coordination sida et des approches des donateurs en fonction de leur perspective.
- **L'évaluation des partenaires internationaux** implique d'obtenir des organisations non gouvernementales internationales à forte présence locale des informations qualitatives sur leur rôle et leurs relations avec les partenaires internationaux et leurs homologues des organisations non gouvernementales locales. Les partenaires internationaux peuvent fournir des informations sur ce qu'ils font pour renforcer le rôle et les capacités de la société civile dans la riposte nationale.

## Chapitre 3 :

### Comment utiliser le CHAT

**NOTE :** Le chapitre ci-dessous présente les principaux aspects de l'utilisation du CHAT dans les pays. Il est important de réfléchir à l'ensemble du processus avant de commencer et de modifier les actions en fonction du contexte local. Vous trouverez des détails sur les différentes étapes de ce processus à la Section II, Chapitres 4 et 7 de ce guide.

Il peut être nécessaire d'adapter le CHAT aux différences existant entre les pays en termes de situation de l'épidémie, d'organisation de la riposte et de rôle des partenaires internationaux. Cet instrument ne doit pas obligatoirement être utilisé de la même manière dans tous les pays bien qu'il soit recommandé à chaque pays d'évaluer sa performance dans tous les domaines grâce aux questions de base : ceci permet une compilation et une analyse des données au niveau mondial. Les pays sont encouragés à adapter le CHAT à leur contexte en modifiant la terminologie institutionnelle et en ajoutant au besoin des questions supplémentaires. On peut obtenir des conseils techniques sur la manière de procéder auprès de l'ONUSIDA.

#### 3.1 Préparation

##### *Information aux partenaires*

Les informations relatives au CHAT doivent être disséminées le plus largement possible afin de renforcer l'intérêt vis-à-vis du CHAT et de contribuer à définir son mode d'utilisation. La diffusion de l'information devrait idéalement être dirigée par les partenaires nationaux, de préférence du personnel expérimenté de l'autorité nationale de coordination sida ou d'une organisation similaire. Les modalités de partage de l'information peuvent consister à :

- introduire lors de différentes réunions programmées, comme des réunions de l'autorité nationale de coordination sida, le forum des partenaires, l'équipe commune des Nations Unies sur le sida, les groupes de travail sur le suivi et l'évaluation, le comité d'orientation de l'examen conjoint de programme ou toute autre réunion pertinente ;
- entreprendre une action spécifique d'information des organisations de la société civile sur le CHAT et leur potentiel d'implication.

##### *Planification de la mise en œuvre du CHAT*

Il faut réfléchir aux questions suivantes avant la mise en œuvre du CHAT :

- **Qui devrait être en charge du processus ?** En principe, les personnes chargées des questions d'harmonisation au sein du gouvernement – c'est-à-dire le ministère de la planification ou de la liaison avec les donateurs – devraient créer des liens avec l'ensemble des actions

##### **Mobilisation et plaidoyer en faveur du CHAT en République démocratique du Congo**

Grâce à de nombreuses réunions, le CHAT a été introduit en République démocratique du Congo auprès de nombreux partenaires clés dont les chefs d'agence et le Ministère de la Coopération et de la Planification. Ceci a permis de mobiliser le monde politique de haut niveau en faveur de l'utilisation du CHAT et a également fait en sorte que ce processus soit clairement lié à des initiatives parallèles dans le pays, également en rapport avec la Déclaration de Paris. Des leaders gouvernementaux de haut niveau déjà impliqués dans l'harmonisation et l'alignement pour l'OCDE/CAD ont été chargés du processus CHAT ce qui a favorisé sa pleine appropriation par le pays. L'implication des principaux organismes comme la Banque mondiale a facilité la participation des partenaires internationaux tandis que les organisations faitières de la société civile ont été impliquées dans le plaidoyer en faveur du CHAT au sein de leurs groupes d'intérêt.

d'harmonisation et d'alignement relatifs à la Déclaration de Paris. Ce groupe pourrait comprendre des personnes de haut niveau de l'autorité nationale de coordination sida (secrétaire ou directeur exécutif), du ministère de la santé (le ministre), d'autres ministères, de donateurs et d'autres parties prenantes, notamment des membres de la société civile. Ce groupe sera appelé le « groupe de surveillance du CHAT ».

- **Qui devrait assurer l'orientation technique du CHAT ?** Le groupe en charge de l'examen peut détacher un groupe plus restreint qui sera responsable de la mise en œuvre ; c'est ce que l'on appellera le « groupe de travail du CHAT ».

Si l'on veut utiliser le CHAT en dehors du processus d'examen conjoint, il faut créer un groupe similaire, mandaté par l'autorité nationale de coordination sida et les responsables du processus d'harmonisation dans le pays. Ce groupe devrait idéalement représenter les différentes parties prenantes du domaine du sida et de l'harmonisation et comprendre des personnes ayant l'expérience de ce type de tâche orientée vers l'action.

- **Quel sera le processus de suivi ?** L'étape de planification nécessite également un consensus sur la conception du processus de suivi destiné à assurer un dialogue relatif aux résultats, à l'analyse et aux recommandations du CHAT. Les résultats du CHAT doivent en effet être discutés dans la transparence pour susciter un véritable changement des relations de partenariat. Le dialogue doit avoir lieu dans un environnement informel et rassurant qui permette aux différents points de vue de s'exprimer ouvertement. Il est quelquefois impossible d'atteindre un consensus et il faut toujours noter les dissensions et les consensus relatifs à chaque question.
- **Comment présenter les résultats du CHAT ?** Les résultats du CHAT auront d'autant plus d'impact qu'ils seront présentés lors d'un examen conjoint bien conduit de la riposte nationale au sida (voir « Examen annuel conjoint du programme national sida », encadré de la Section 2.3). Le processus d'examen doit être participatif et se focaliser sur l'amélioration des stratégies, des priorités et de la structure de la riposte. Les catégories du CHAT sont en cohérence avec ces discussions et peuvent susciter plusieurs recommandations pertinentes. Relier les résultats du CHAT aux autres processus, études ou initiatives en cours dans le pays renforcera le processus et ses résultats (voir ci-dessous).

### Processus simultanés pertinents vis-à-vis du CHAT

- **Examen conjoint de la riposte nationale**
- **Suivi OCDE/CAD de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide**  
Le suivi des 12 indicateurs d'appropriation, d'harmonisation et d'alignement a été réalisé dans 37 pays en 2006 afin de déterminer le degré d'application de la Déclaration au niveau national. Ces enquêtes seront répétées à intervalles réguliers.
- **Suivi des indicateurs clés de l'UNGASS**  
Le processus biennal de suivi de l'UNGASS comprend l'indice composite des politiques nationales. Cet index comporte plusieurs questions relatives à l'harmonisation – les objectifs du Millénaire pour le développement – qui peuvent être croisées avec les résultats du CHAT.
- **Etablissement et atteinte des objectifs en matière d'accès universel**  
Après la Déclaration politique sur le VIH/sida de 2006, tous les pays se sont engagés à établir des objectifs ambitieux en matière d'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien d'ici à 2010.
- **Coordination avec les communautés – directives pour l'implication du secteur communautaire dans la coordination de la riposte nationale au sida**  
Cet outil peut être utilisé par les gouvernements, les organisations internationales et la société civile pour renforcer l'implication de la société civile dans les pays. Ceci peut également mieux mettre en lumière les défis et les obstacles à cette implication de la société civile.

Les décisions importantes relatives au CHAT doivent être prises par le groupe de surveillance :

- utiliser le CHAT en entier ou en partie ;
- effectuer une enquête nationale ou sous-nationale ;
- déterminer le nombre de répondants ;
- estimer le budget de mise en œuvre du CHAT.

Les tâches du groupe de travail sont les suivantes :

- veiller à ce que tous les groupes concernés soient inclus dans le processus du CHAT et établir des liaisons avec eux pour s'assurer de leur participation ;
- se familiariser avec les directives du CHAT (Section I : Contexte et Section II : Guide de mise en œuvre) et préparer le suivi/dialogue spécifique du CHAT ;
- déterminer le plan de mise en œuvre et la constitution de l'équipe, notamment les chercheurs sur le terrain, et éventuellement recruter des consultants ;
- concevoir et approuver l'adaptation des indicateurs et des questions à la terminologie en vigueur dans le pays (nom de l'autorité nationale de coordination sida par exemple) et adapter les sous-questions aux besoins du pays ;
- approuver la stratégie de recueil de données (entretiens individuels, groupes focaux, questionnaires auto-administrés plus entretiens) et d'analyse ;
- déterminer les mesures qui permettront d'assurer une représentation transversale large des répondants, y compris une « analyse des manquants » ;
- examiner les résultats et renforcer l'analyse et les recommandations ;
- présenter les résultats à l'ensemble des partenaires lors des réunions d'examen conjoint ou d'autres réunions.

Le plan et le calendrier du CHAT devront être élaborés par le groupe de travail et inclure les éléments suivants :

- objectif
- étendue (nationale, sous-nationale, sélection de répondants)
- échéances
- stratégie
- responsabilités de l'équipe et des consultants recrutés, le cas échéant
- ressources techniques (ONUSIDA, instituts de recherche nationaux)
- budget.

## 3.2 Mise en œuvre

### *Cartographie de la riposte nationale au sida*

**NOTE : La cartographie n'est pas un processus isolé – on peut y revenir en permanence à travers la planification, la mise en œuvre, l'analyse et le suivi du CHAT. Il faut cependant garder la trace des cartes et diagrammes successifs et de leur évolution dans le temps.**

Une carte des parties prenantes de la riposte au sida est un élément crucial du CHAT. S'il n'en existe pas, son élaboration constitue la première étape de la mise en œuvre du CHAT. Vous trouverez au Chapitre 4 les informations détaillées nécessaires à cet exercice. Le but principal de la cartographie est d'identifier les liens et les flux d'informations et de ressources qui éclairent la riposte. Elle doit également contribuer à identifier

les répondants aux enquêtes du CHAT et elle est très utile dans la présentation des lignes de communication, des flux de ressources et des relations de pouvoir.

### ***Déterminer les répondants***

Le concept « d'échantillonnage » du CHAT, c'est-à-dire la sélection des répondants, doit être en accord avec son orientation vers l'action et avec le contexte du pays. Dans la majorité des cas, leur nombre peut être relativement faible dans la mesure où il assure la représentation des groupes concernés, soit 10 à 50 organisations pour les enquêtes sur les partenaires nationaux et internationaux. Dans certains cas, il peut être nécessaire ou souhaitable d'élargir la sélection, mais cette stratégie doit être soigneusement pesée à cause de l'augmentation de coût qu'elle implique.

Le CHAT met moins l'accent sur la possibilité d'extrapoler à partir d'une grande quantité de données que sur des informations qualitatives détaillées relatives à ce qui se passe parmi les répondants, notamment ceux qui sont actuellement marginalisés ou « manquants » dans la riposte. Il faut donc trouver la meilleure façon d'obtenir dans chaque pays un nombre raisonnable de répondants tout en limitant les coûts.

C'est pourquoi il est recommandé de les sélectionner en fonction des expériences qu'ils peuvent partager, en essayant de cibler à la fois les meilleurs cas et les pires cas, de manière à révéler et à rendre compte d'une large gamme de perspectives.

### ***Recueil de données à travers l'évaluation des partenaires nationaux et celle des partenaires internationaux***

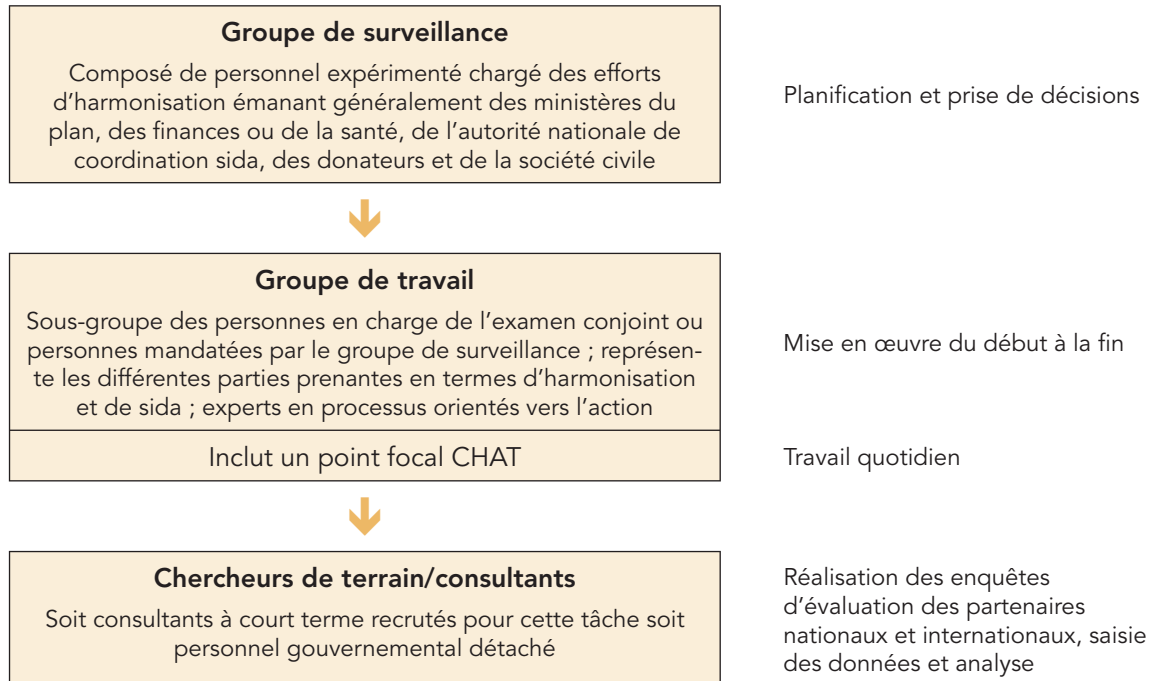
Il est recommandé de recruter un ou plusieurs consultants locaux à court terme pour effectuer les entretiens grâce aux formulaires d'enquête présentés dans la Section III de ce guide et analyser les données. On peut également demander à l'équipe chargée de l'examen conjoint du programme national sida d'intégrer le CHAT dans son plan de travail ou encore confier ces tâches à une équipe du personnel national ou à des chercheurs de terrain. Les consultants doivent être familiarisés avec la méthode CHAT, notamment les liens existant entre les différents domaines d'évaluation et les questions de base et la manière dont les informations obtenues seront analysées et utilisées. Si l'équipe est grande, il est souhaitable d'organiser un petit atelier préalable pour expliquer la méthode et les instruments et techniques à utiliser en fonction des choix du groupe de travail.

Les consultants doivent avoir une solide expérience en matière de recueil et d'analyse de données qualitatives et seront chargés des tâches suivantes :

- finaliser la sélection des répondants de l'enquête ;
- finaliser les modifications des outils d'enquête ;
- prévoir la logistique du recueil de données ;
- réaliser l'enquête ;
- analyser les résultats ; et
- préparer le rapport.

Tableau 3 :

## Individus et groupes impliqués dans le processus du CHAT



### 3.3 Analyse

#### *Analyse qualitative rapide*

Le CHAT a recours à une technique d'analyse qualitative rapide pour identifier les tendances, révéler les problèmes sous-jacents et attribuer un score de bon sens (très médiocre, médiocre, bon, très bon) à chacun des domaines d'évaluation en fonction des données qualitatives recueillies lors des entretiens. Après chaque entretien, chaque questionnaire est analysé et chaque domaine se voit attribuer un score. Ensuite, on consolide les données en récapitulant les scores par domaine et à travers les différents groupes de répondants. Cependant, comme le CHAT est un outil qualitatif orienté vers l'action, il est très important de conserver soigneusement toutes les informations descriptives obtenues. Le CD-ROM contient un tableur pour faciliter cette analyse.

#### *Analyse d'ensemble des données*

Une fois les données des enquêtes individuelles compilées en un résumé pour l'évaluation des partenaires nationaux et internationaux, une analyse plus élaborée peut être réalisée afin d'y ajouter de la signification et d'en extraire les recommandations générales et les actions à entreprendre. Si l'analyse préliminaire peut facilement être confiée aux consultants, l'analyse ultérieure devrait bénéficier d'une participation active du groupe de travail du CHAT et du personnel de secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida.

En résumé, les résultats à attendre de chacune des enquêtes seraient :

- analyse de chaque domaine d'évaluation à travers les différents groupes de répondants ;
- analyse de chaque domaine d'évaluation par chaque groupe de répondants ;
- analyse de chaque grande catégorie d'évaluation à travers les groupes de répondants ;
- analyse de chaque grande catégorie d'évaluation par les groupes de répondants.



## 3.4 Rapport et suivi

### *Préparation du rapport*

Le point focal du CHAT supervise l'élaboration du rapport par les consultants ou l'équipe. Un rapport narratif peut être rédigé comme un document autonome ou intégré au rapport de l'examen conjoint du programme sida. Les rapports narratifs du CHAT doivent être concis, conviviaux et mettre en lumière les lacunes à combler, les meilleures pratiques et les actions à entreprendre. La Section II propose un format type de rapport à rédiger dans le pays.

### *Présentation et diffusion des résultats du CHAT dans le pays*

Après la rédaction du rapport, la tâche la plus importante consiste à s'assurer que le processus de suivi agréé a démarré. Pour arriver à un dialogue ouvert et à la prise de décisions qui doit en découler, il faut diffuser le rapport aux principales personnes concernées, notamment tous les membres de l'autorité nationale de coordination sida et les répondants au CHAT et autres responsables clés. Les informations émanant du CHAT peuvent être intégrées à des discussions ou des ateliers multisectoriels liés à un examen conjoint du programme sida, là où il existe, ou diffusées dans le cadre d'un forum organisé dans ce but s'il n'y a pas encore d'examen.

En plus du processus de suivi prévu, l'autorité nationale de coordination sida ou ses partenaires doivent saisir toutes les occasions pour diffuser les informations et les résultats du CHAT lors de toutes les réunions liées à la planification, au suivi, à l'examen ou aux prises de décisions stratégiques relatives à la riposte au sida ou aux questions plus vastes de développement national.

## SECTION II :

---

### Guide de mise en œuvre

Cette partie contient des informations détaillées sur l'exécution des trois composants du CHAT. *Mais ce n'est pas une liste exhaustive des étapes du processus. Voir le Chapitre 3.* Il sera particulièrement utile aux responsables de programme et aux administrateurs chargés de la planification de la recherche, du recrutement et de la formation des chercheurs de terrain et du suivi de la mise en œuvre ainsi qu'aux consultants recrutés pour des recherches utilisant le CHAT. Le premier chapitre décrit le processus de cartographie des partenaires de la riposte qui sera un élément de référence majeur tout au long du processus.

## Chapitre 4 :

---

### Cartographie de la riposte nationale

#### 4.1 Qu'est-ce que la cartographie ?

La cartographie est une manière de présenter visuellement (grâce à un diagramme à plusieurs niveaux) les systèmes, les liens, la communication/l'information, les flux financiers, ainsi que les mécanismes d'obligation de rendre des comptes et de coordination qui forment le réseau complexe des relations organisationnelles et institutionnelles de la riposte au sida. Un code de couleur contribue à identifier les catégories et les relations principales. La cartographie exige également un examen rapide de documents qui permet de recueillir des informations de fond et des statistiques sur la riposte nationale ; ces informations peuvent être ajoutées aux cartes ou les accompagner sous forme résumée.

La cartographie est généralement réalisée grâce à un atelier ou une série d'ateliers multisectoriels participatifs de façon à élaborer la carte en commun. Une alternative consiste à faire élaborer la carte par une seule personne (le point focal du CHAT ou un consultant) puis la présenter à un groupe plus large ou à plusieurs groupes pour la corriger et la valider. Les diagrammes de cartographie peuvent être présentés grâce au logiciel PowerPoint ou sur des transparents ou des feuilles de papier grand format pour susciter des discussions et des modifications dans le cadre d'un exercice de groupe.

Il est recommandé de procéder à la cartographie d'abord au niveau national pour obtenir une vue d'ensemble de la riposte. Par la suite, si le temps et les ressources le permettent, on peut réaliser une cartographie plus détaillée au niveau sous-national.

La cartographie n'est **pas** seulement une nouvelle manière de créer un diagramme organisationnel élaboré montrant les lignes de responsabilité officielles de la riposte au sida. Elle peut au contraire mettre en évidence une bien plus large gamme de relations et de liens et contribuer au diagnostic des défis, des goulets d'étranglement et des problèmes.

**NOTE : Il n'existe pas de façon correcte d'établir une cartographie. C'est un processus permanent toujours susceptible d'être adapté et qui doit être utilisé d'une manière qui reflète la réalité de chaque pays.**

***Vue d'ensemble du processus de cartographie suggéré (voir les détails à la Section 4.4)***

Etape 1 : Examen rapide de documents

Etape 2 : Identification des organismes et groupes principaux

Etape 3 : Illustration des principaux liens et mécanismes

Etape 4 : Identification des domaines nécessitant une amélioration

## 4.2 Pourquoi la cartographie ?

La cartographie rend plus explicites les relations entre les partenaires nationaux et internationaux de la riposte au sida. Elle peut contribuer à clarifier les forces et les faiblesses des différents mécanismes de financement, de communication et de coordination. Elle peut également mettre en lumière la manière dont certains groupes comme ceux de la société civile peuvent être « manquants » dans la riposte nationale. C'est un outil d'apprentissage qui peut servir à créer un esprit d'équipe parmi les nombreuses parties prenantes en montrant qui sont les acteurs principaux et comment ils collaborent. Une carte montrant les nombreux flux, liens et mécanismes, autant ceux qui fonctionnent bien que ceux qui méritent d'être améliorés, est un instrument important du travail de coordination de l'autorité nationale de coordination sida. On peut s'y référer et la réviser régulièrement pour montrer l'évolution de la riposte.

La cartographie est recommandée à la première étape du CHAT parce qu'elle :

- accroît l'intérêt et l'adhésion vis-à-vis du CHAT chez de nombreux partenaires notamment ceux de la société civile ;
- prépare la mise en œuvre des enquêtes sur les partenaires nationaux et internationaux ;
- améliore la compréhension de la signification des données de l'enquête pour mieux identifier les actions à entreprendre et le suivi nécessaire.

## 4.3 Qui est impliqué ?

Le point focal en conjonction avec le groupe de travail du CHAT (au nom de l'autorité nationale de coordination sida) peut endosser la responsabilité du processus en décidant où et quand le réaliser. Si les ressources le permettent, un animateur expérimenté en ateliers participatifs, en création d'équipe et en dynamique organisationnelle peut diriger les séances de travail destinées à construire la carte. Une personne compétente en graphisme peut être recrutée pour traduire ces données en format électronique afin de faciliter leur diffusion.

Le groupe de travail multisectoriel du CHAT est responsable de la supervision du processus et de l'assistance technique au nom de l'autorité nationale de coordination sida. Il devra s'assurer que tout exercice de cartographie inclut des représentants de la société civile, du gouvernement, des institutions de recherche, du secteur privé et des organismes/partenaires internationaux. De même, la carte doit inclure tous les acteurs clés de la riposte quel que soit leur niveau d'implication lors de la cartographie.

## 4.4 Etapes du processus

### *Etape 1 : Examen rapide de documents*

Le point focal du CHAT ou un consultant externe peuvent mener un examen **rapide** de documents afin de rassembler quelques statistiques de base et quelques données de contexte. La liste qui suit peut être adaptée en fonction du contexte national et du temps/des ressources disponibles :

- 1) liste des acteurs connus de la riposte nationale au sida
- 2) données sur les membres de l'autorité nationale de coordination sida
- 3) données de financement
- 4) résultats de la riposte
- 5) données relatives à la communication et à la coordination
- 6) rapports et données relatives à la responsabilisation.

Voir l'encadré « Guide de recueil rapide de données par l'examen de documents » pour d'autres exemples.

**NOTE : L'examen de documents ne doit PAS être un processus de recherche exhaustive de longue haleine. La majorité des informations requises doit en principe être facilement disponible soit en ligne grâce au suivi permanent de l'autorité nationale de coordination sida ou en se référant à des documents déjà disponibles.**

*Il est recommandé de se concentrer tout d'abord sur le niveau national afin d'avoir une vue d'ensemble de la riposte. Des examens plus détaillés au niveau sous-national peuvent être réalisés ultérieurement si on le souhaite.*

### **Guide de recueil rapide de données par l'examen de documents**

#### **1. Liste des acteurs connus de la riposte au sida**

Secteur public

- i. Ministères et agences gouvernementales
- ii. Autorités sous-nationales

Secteur non gouvernemental (membres ainsi qu'organisations de prestation de services)

- i. Organisations et réseaux de personnes vivant avec le sida
- ii. Organisations non gouvernementales
- iii. Organisations basées sur des intérêts communs
- iv. Organisations confessionnelles
- v. Organisations humanitaires et agences de développement
- vi. Organisations d'adhérents
- vii. Organisations et réseaux de plaidoyer et d'activistes

Institutions de recherche

Secteur privé

Agences bilatérales

Agences multilatérales

Fondations internationales et fonds spéciaux

Grandes organisations non gouvernementales internationales

Autres



## **2. Données sur les membres de l'autorité nationale de coordination sida**

Vue d'ensemble de l'organisation/organigramme, conseil, secrétariat, groupes de travail, etc.

Nombre et type d'organisations nationales et internationales représentées à l'autorité nationale de coordination sida

## **3. Données de financement (on peut utiliser, si elle est disponible, l'évaluation nationale des dépenses liées au sida)**

Financement consacré à la riposte au sida, toutes sources confondues, nationales et internationales

Ventilation des principaux flux financiers au niveau national

- i. sources
- ii. bénéficiaires
- iii. montants
- iv. type de financement (soutien budgétaire, panier commun, assistance technique, autres)

## **4. Résultats de la riposte**

Informations émanant de l'ensemble des indicateurs nationaux pour suivre la riposte

Informations émanant des acteurs sur la prestation de services (secteur public et autres) sur les objectifs et résultats des différentes interventions

## **5. Données relatives à la communication et à la coordination**

Nombre et type de mécanismes de coordination et de communication interinstitutions au niveau national (groupes de travail, comités, etc.)

Contexte des principaux mécanismes de coordination sida ou des groupes de travail

- i. membres/participants
- ii. mandat
- iii. fréquence des réunions
- iv. résultats principaux (minutes, rapports, autres)

Contexte des principaux mécanismes ou processus de communication liés au sida

- i. type (électronique, papier)
- ii. fréquence
- iii. source(s)
- iv. destinataire(s)

## **6. Rapports et données relatives à la responsabilisation**

Nombre et type de rapports importants liés au sida (financiers et narratifs) établis

- i. par qui
- ii. pour qui
- iii. but/contenu
- iv. fréquence

### ***Etape 2 : Identifier les organismes et les groupes principaux***

La deuxième étape consiste à créer la carte ou le diagramme sur la riposte nationale afin de montrer quels sont les groupes/organisations impliqués et comment ils sont liés.

1. Pour commencer la carte, listez les principaux partenaires de la riposte dans le pays et utilisez une matrice **vierge** pour construire un diagramme détaillé, spécifique au pays.
2. Au besoin, modifiez le nombre d'éléments et la manière dont ils sont disposés pour mieux saisir la situation du pays.
3. Listez les noms des agences et des organisations dans les catégories proposées.

Il faut vous poser plusieurs questions pendant que vous construisez la carte :

- Quels sont les partenaires les plus impliqués c'est-à-dire les plus proches du centre de la carte ?
- Quels partenaires ne sont pas encore impliqués c'est-à-dire dans les marges de la carte ?  
Quels sont les principaux groupes marginalisés dans la société civile qui pourraient être ajoutés à la carte (hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, consommateurs de drogues injectables, professionnel(le)s du sexe, femmes et jeunes) et quelle est leur position actuelle ?

**NOTE : les différents éléments de la carte peuvent être organisés de manière à mettre en évidence leur degré d'influence ou de participation à la riposte. Par exemple :**

- les groupes qui ont le plus d'influence ou le plus d'implication peuvent être illustrés par des cercles plus grands et ces cercles peuvent être plus proches des cadres figurant les éléments principaux ; et inversement
- les groupes ayant le moins d'influence ou non encore impliqués auront des cercles plus éloignés.

### ***Etape 3 : Illustrer les liens et mécanismes principaux***

L'étape suivante consiste à figurer des lignes ou des liens sur la carte pour illustrer certains des domaines principaux :

- flux financiers,
- mécanismes de coordination et de communication, et
- mécanismes de rapport/responsabilisation.

La carte peut également mettre en évidence les différents rôles et fonctions des partenaires. Elle peut être aussi simple ou complexe que nécessaire pour illustrer la manière dont la riposte fonctionne. Chaque fois que vous identifiez un lien important, référez-vous à l'examen de documents ou fournissez des informations générales qui en émanent. Utilisez différentes couleurs et symboles pour mettre en évidence des types particuliers d'échange entre les partenaires. Il est possible d'ajouter des lignes figurant des liens supplémentaires entre partenaires. Des cartes séparées ou des sous-cartes peuvent montrer les mécanismes de financement, de coordination/communication et de rapport/responsabilisation, qui peuvent ensuite être combinés ou hiérarchisés pour fournir une vision exhaustive de la riposte nationale.

Les Figures 3a et 3b illustrent une des manières de procéder : elles montrent des flux génériques de coordination et d'informations/de ressources dans une riposte typique ainsi que des informations relatives aux mécanismes de coordination/communication (voir également l'exemple du Botswana à la Figure 4).

Figure 3a

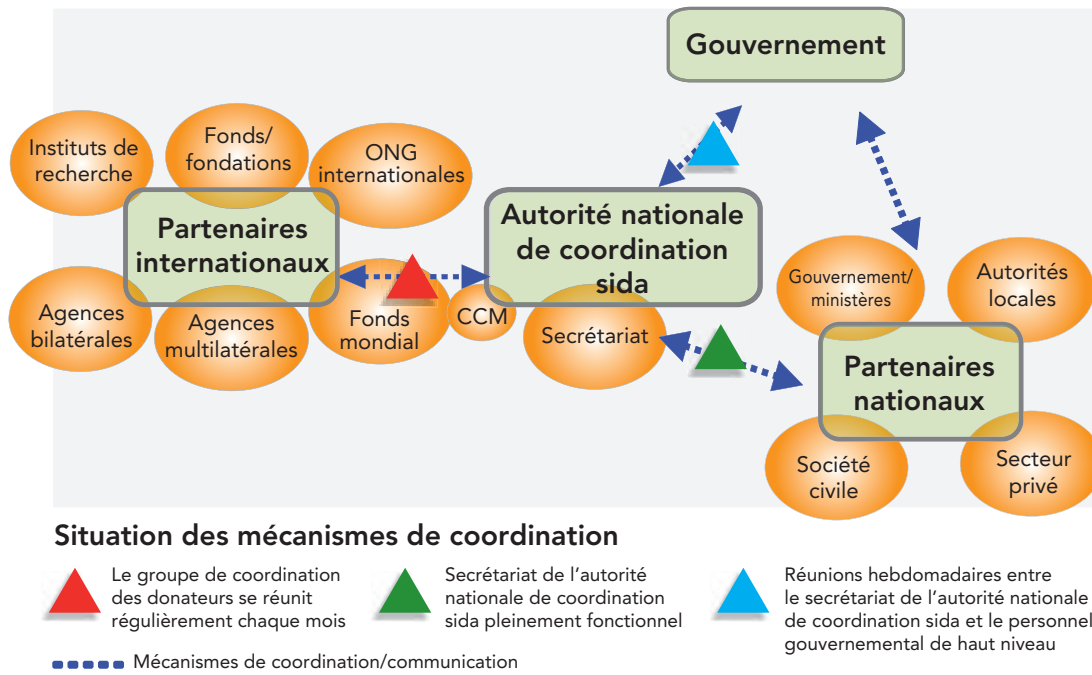
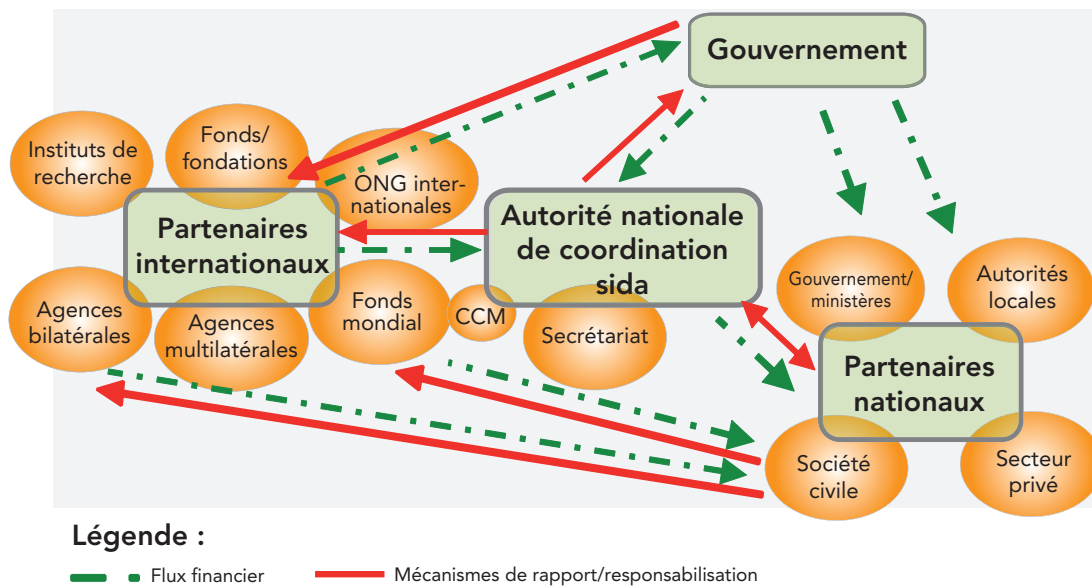


Figure 3b



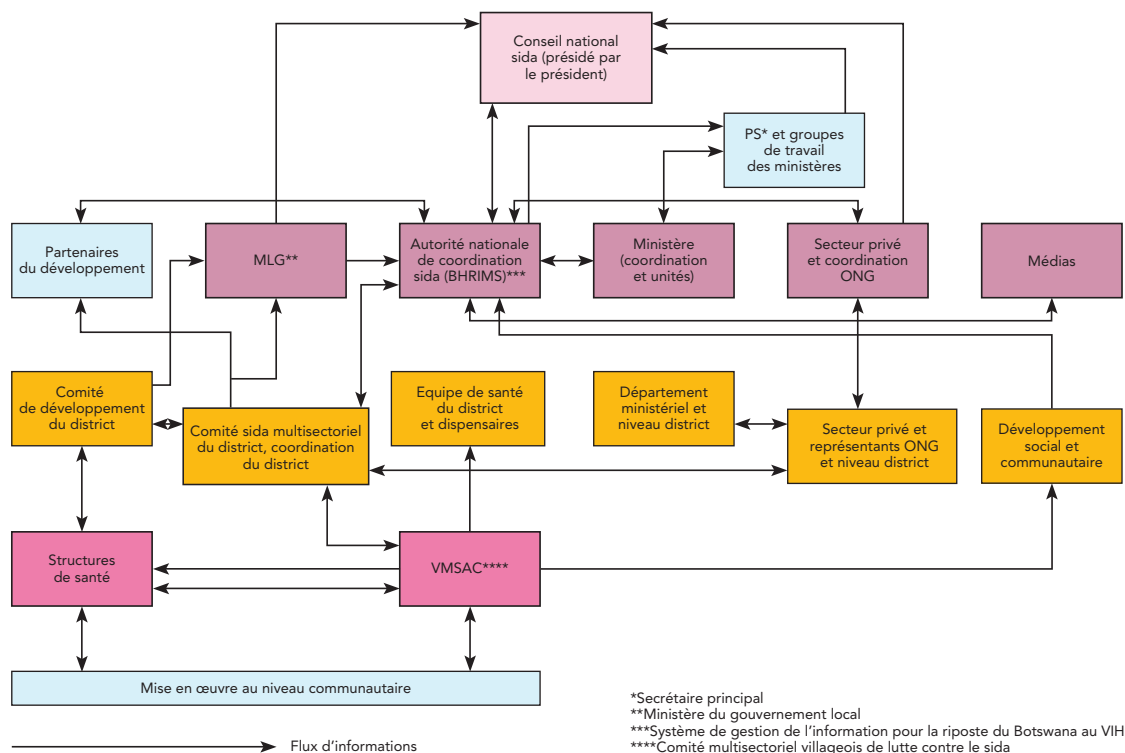
**Etape 4 : Identifier des domaines à améliorer**

- La cartographie permet d'identifier si des partenaires importants (y compris les organisations de la société civile) sont manquants et comment y remédier de manière concrète.
- La cartographie met en évidence les domaines clés où existent des forces et des faiblesses en répondant à ces questions :
  - Quelles sont les organisations/les agences les plus pleinement et fréquemment impliquées ? Lesquelles ont tendance à être exclues et pourquoi ?
  - Quelles sont les lacunes et les faiblesses en matière de financement, coordination/communication et rapport/responsabilisation aux différents niveaux ? Où y a-t-il des doubles emplois ou des chevauchements qu'il faut corriger ?
- La cartographie peut aboutir directement à des actions d'amélioration des relations et du flux d'informations ou de financement de la riposte nationale.

Comme l'exercice de cartographie initial du CHAT sera suivi d'évaluations des partenaires nationaux et internationaux recourant aux enquêtes de la Section III, chaque répondant peut être invité à revoir et à commenter la carte et à signaler d'éventuels données ou répondants manquants. La carte peut alors être révisée afin d'identifier des domaines spécifiques à modifier.

**Figure 4**

**Exemple de cartographie du flux d'informations au Botswana**





## Chapitre 5 :

### Sélection des répondants

#### 5.1 Approche d'ensemble de la sélection

Le CHAT n'est **pas** conçu pour être utilisé comme un processus standard d'enquête sociale. La sélection des répondants doit être en accord avec son orientation vers l'action ainsi qu'avec le contexte du pays. La sélection, tout comme l'ensemble du processus de recueil de données, doit tenir compte du besoin d'informations qualitatives détaillées sur ce qui se passe en réalité, sans oublier les points de vue de ceux qui peuvent être marginalisés ou « manquants » dans la riposte nationale.

L'approche recommandée consiste en une **sélection systématique**. Cette méthode est utilisée en recherche qualitative et s'accorde aux principes du CHAT où une description riche est aussi importante que des données numériques.

Une sélection systématique ne cherche pas à trouver la « moyenne » d'un sous-ensemble randomisé. C'est une approche pragmatique qui vise à révéler et enregistrer une large gamme de points de vue de répondants qui ont des origines et des perspectives différentes en essayant de trouver ceux qui ont des chances d'être les « meilleurs » et les « pires » exemples.

La sélection doit être liée à la cartographie des partenariats et des relations identifiés dans la riposte nationale (voir Chapitre 4), c'est-à-dire la première étape du processus. Le nombre total de répondants dépend de l'objectif ainsi que du temps et des ressources disponibles, mais si le nombre de répondants est raisonnablement limité, il permet une enquête plus approfondie et un dialogue plus constructif à propos des principaux problèmes. Cette approche est limitée dans le temps, sélective et pragmatique et peut être facilement adaptée à une utilisation nationale ou sous-nationale.

L'évaluation des partenaires nationaux et internationaux peut se focaliser sur le niveau national ou sous-national, les deux niveaux de recherche pouvant être conduits séparément. En général, l'approche recommandée consiste à procéder à un recueil de données et une analyse de la **riposte nationale au sida** en premier afin d'obtenir une vue d'ensemble de la situation. Plus tard, si le temps et les ressources le permettent, on peut conduire des enquêtes sous-nationales dans des provinces/des états et/ou des districts pour dévoiler des informations plus détaillées sur la participation, l'harmonisation et l'alignement à ces niveaux. Cela permet également de vérifier si les informations obtenues au niveau national sont exactes compte tenu de l'expérience locale.

**NOTE :** Le but principal du CHAT est d'inviter au dialogue à propos des forces et des faiblesses de la riposte nationale afin de prendre des mesures positives pour améliorer cette riposte. Le CHAT met moins l'accent sur la capacité à généraliser à partir de grandes quantités de données que sur la promotion de la mise en commun d'informations pour opérer un changement. C'est pourquoi on estime que dans la majorité des cas, le nombre total de répondants peut se limiter à 25 à 75 personnes.

#### 5.2 Sélection des partenaires nationaux

Les partenaires nationaux doivent être choisis au sein de deux groupes :

- les organisations nationales partenaires déjà impliquées dans la riposte et représentées dans ses mécanismes associés (par exemple, l'autorité nationale de coordination sida) ; et

- les organisations actives dans la riposte mais **non** encore représentées à l'autorité nationale de coordination sida ni directement ni indirectement. Voyez l'encadré « Qu'est-ce que l'analyse des manquants ? » à la Section 2.4 pour davantage d'explications.

Pour obtenir la meilleure couverture, il faut interroger **de trois à 10 représentants** de chacun des groupes suivants de partenaires nationaux :

- **Ministères et départements ministériels** : dans les petits pays, on peut interroger tous les ministres représentés à l'autorité nationale de coordination sida. Dans les pays plus grands, on fera une sélection en essayant de cibler à la fois ceux qui sont les plus actifs à l'autorité nationale de coordination sida et ceux qui ne le sont pas encore.
- **Autorités et agences gouvernementales locales** (provinces et districts).
- **Organisations de la société civile** (réseaux nationaux ou groupements et organisations locales ou isolées) notamment les organisations non gouvernementales, organisations à base communautaire, organisations de personnes vivant avec le VIH, organisations confessionnelles, syndicats et organisations représentant les groupes marginalisés (hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, transsexuels, consommateurs de drogues injectables, professionnel(le)s du sexe, détenus, migrants, femmes et jeunes). Voir les directives ci-dessous.
- **Institutions de recherche, privées et publiques** : choisissez les plus éminentes, attachées à des universités, des collèges ou à des agences gouvernementales, qu'elles soient ou non impliquées dans l'autorité nationale de coordination sida.
- **Le secteur privé** : ses représentants à l'autorité nationale de coordination sida devraient être inclus dans l'enquête. Les sociétés privées bien connues qui ne sont pas actives ou incluses dans l'autorité nationale de coordination sida devraient être incluses dans l'enquête afin de déterminer si elles sont engagées dans la riposte et à quel degré.

### Sélection systématique d'organisations de la société civile

Les directives générales qui suivent peuvent être appliquées à la sélection systématique dans ce groupe de répondants :

- Identifiez les principaux groupements nationaux/les réseaux qui regroupent les organisations à base communautaire, les associations et autres. Dans les petits pays, on peut tous les inclure. Dans les grands pays, il faut faire une sélection de groupements représentatifs des différents auditoires, points de vue et intérêts. Certains devraient avoir une longue histoire de participation et d'engagement et d'autres, moins d'engagement ou de visibilité.
- Identifiez d'autres organisations non gouvernementales nationales qui font partie des acteurs principaux de la riposte sans être représentés par les groupements et procédez à des entretiens séparés.
- Il est recommandé de soumettre les questionnaires à des représentants locaux de plusieurs organisations membres de façon à vérifier que les points de vue exprimés par le groupement reflètent bien les perspectives des organisations membres. Ces représentants locaux devraient venir de diverses régions du pays.

En plus des principaux groupements, il faut également inclure dans l'enquête des organisations isolées représentant des populations affectées, vulnérables ou à risque (personnes vivant avec le VIH, professionnel(le)s du sexe, migrants, hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, détenus, consommateurs de drogues injectables). Ces populations sont celles qui sont « manquantes » dans les mécanismes mis en place. Il est crucial de ne pas compromettre la confidentialité des entretiens et donc la sécurité des populations marginalisées ou vulnérables dans les pays où ces activités sont illégales. On peut solliciter le soutien des réseaux faitiers nationaux pour identifier des représentants ou des porte-parole appropriés de ces populations.

Dans le cadre d'une sélection systématique, il n'y a pas de nombre optimal ou de pourcentage de répondants dans chaque catégorie de population. La sélection doit être basée sur le bon sens : où pouvons-nous obtenir une large gamme de points de vue relatifs au degré d'inclusion, d'harmonisation et d'alignement dans la riposte nationale ? Où pouvons-nous découvrir les exemples de « meilleurs cas » et de « pires cas » qui contribueront à l'identification des domaines susceptibles d'être modifiés ?

### 5.3 Sélection des partenaires internationaux

Sélectionnez les partenaires internationaux à partir de deux groupes :

- des agences **déjà actives** dans la riposte et l'autorité nationale de coordination sida ; et
- des agences **moins directement impliquées** dans l'autorité nationale de coordination sida.

Pour obtenir la meilleure couverture possible, il est recommandé d'inclure au moins **trois à cinq représentants de chacun des groupes suivants** :

- des agences bilatérales représentant des pays donateurs individuels (AusAID, ASDI, des fondations et agences financées par les Etats-Unis comme le PEPFAR) ;
- des agences multilatérales (Banque mondiale, autres banques de développement, Union européenne) ;
- des organismes des Nations Unies (ONUSIDA et ses Coparrainants, autres organismes des Nations Unies) ;
- le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (y compris des membres du mécanisme de coordination du pays) ;
- des fondations privées (Fondation Bill et Melinda Gates, Fondation Clinton) ;
- des institutions de recherche internationales ; et
- des organisations non gouvernementales internationales (PSI, OXFAM, CARE, World Vision, etc.) ainsi que des grandes organisations non gouvernementales nationales qui reçoivent des fonds substantiels des donateurs pour mettre en œuvre des programmes nationaux ou régionaux ou offrent des subventions au nom de partenaires internationaux.

#### Résumé des méthodes de sélection de répondants au CHAT

- **Méthode recommandée : la sélection systématique** permet de dévoiler des points de vue et de rechercher des solutions directement parmi les personnes impliquées. Le problème des biais de recherche n'est pas très important en cas de recherche-action car l'obtention d'une large gamme de perspectives et leur représentation objective et exacte dans l'analyse finale laisse toujours la place de corriger des idées fausses, de trianguler les données grâce à de nombreux points de vue et d'ajouter des informations nouvelles. La sélection systématique est très proche d'autres formes d'échantillonnage non aléatoire qui sont couramment utilisées en enquête sociale qualitative (voir la description ci-dessous).
- La **sélection de commodité** permet d'obtenir à moindre coût une approximation de la vérité. Elle permet souvent d'obtenir une estimation sans engager les ressources et le temps requis par un échantillonnage aléatoire. Dans le cas du CHAT, cela peut consister à choisir des répondants qui sont plus faciles d'accès (résidents dans la capitale) ou plus enclins à participer à une période donnée.
- La **sélection à dire d'expert** consiste à demander à un expert de choisir un groupe représentatif qui doit alors représenter toute la population. Si par exemple, toutes les agences internationales ne sont pas disponibles pour un entretien, il faut déterminer lesquelles sont les plus susceptibles de représenter les points de vue des autres.
- La **sélection par quota** est l'équivalent non aléatoire de l'échantillonnage stratifié. Le chercheur identifie en premier les strates et leurs proportions dans la population globale. Ensuite, il a recours à une sélection de commodité ou à dire d'expert pour choisir le nombre de personnes dans chaque strate.

## Chapitre 6 :

### Recueil de données

#### 6.1 Recrutement et formation de l'équipe de recueil de données

Il est recommandé que l'autorité nationale de coordination sida recrute un ou plusieurs consultants locaux à court terme sous la supervision du point focal pour le recueil de données et l'analyse. Vous trouverez ci-dessous un exemple de mandat. La deuxième option consiste à demander à l'équipe chargée du recueil d'informations pour l'examen conjoint du programme d'intégrer quelques aspects du CHAT dans sa propre recherche.

Les consultants doivent être familiarisés avec les composants du CHAT et les instructions relatives à son utilisation ainsi qu'avec le contexte de chacun des domaines d'évaluation. Ils doivent également comprendre le lien entre les domaines d'évaluation et les questions de base et la manière dont les informations obtenues seront analysées et utilisées.

D'une manière générale, il est recommandé au point focal d'organiser un rapide atelier de méthodologie pour les consultants afin de passer en revue les étapes, la méthode et les instruments et techniques à utiliser. Cet atelier devrait mettre l'accent sur l'orientation recherche-action du CHAT de façon que les consultants adaptent leur méthode de recueil de données.

#### 6.2 Adapter le recueil de données au contexte

Avant l'étape du recueil de données proprement dite, le point focal et les consultants devront adapter la méthode de travail en termes de focalisation et d'organisation et en fonction des décisions prises par le groupe de surveillance (utiliser tout ou partie du CHAT, se focaliser sur le niveau national ou sous-national, etc.).

Comme cela a déjà été dit, le CHAT ne doit pas nécessairement constituer un processus isolé ; il est préférable de le mettre en œuvre dans le cadre d'un examen conjoint de programme afin de réduire les coûts et les doubles emplois. Mais comme le CHAT veut surtout recueillir des informations qualitatives détaillées relatives aux comportements en termes de partenariat, il faut absolument privilégier les entretiens face à face.

Chaque entretien doit couvrir tous les domaines d'évaluation de manière à obtenir une enquête approfondie sur les partenariats dans la riposte nationale. Cela permettra également une analyse des progrès de l'harmonisation et des domaines préoccupants au niveau mondial comme au niveau national.

Les enquêtes peuvent également être adaptées en ajoutant des questions au formulaire électronique fourni dans le CD-ROM, voire des questions nouvelles non encore incluses dans le CHAT. Parallèlement, le langage et les noms des institutions ou des processus peuvent être adaptés aux besoins locaux. Une traduction peut également être nécessaire.

## Mandat pour les consultants du CHAT

(en-têtes et exemples de texte)

### Contexte

Contexte du pays – quelques détails sur l'épidémiologie et la structure de la riposte

Motif d'utilisation du CHAT

Relation avec l'examen conjoint de programme ou tout autre processus en cours

### Objectifs

Pour l'utilisation du CHAT et le recrutement d'un consultant

### Méthodologie du CHAT

Se référer aux directives et expliquer les décisions prises par rapport à l'adaptation du processus et des questionnaires

### Responsabilités du consultant

Travailler en étroite collaboration avec le point focal pour :

- finaliser la sélection des participants à l'enquête ;
- finaliser les modifications des instruments de l'enquête ;
- planifier l'organisation des entretiens ;
- prévoir la logistique requise pour les entretiens ;
- réaliser les entretiens ;
- planifier l'analyse des données avec l'aide du groupe de travail du CHAT ou un autre comité de surveillance et préparer les rapports ; et
- présenter les résultats à l'atelier des partenaires organisés par le point focal et le groupe de travail du CHAT et discuter leurs implications.

(S'il y a plusieurs consultants, leurs responsabilités respectives doivent être clarifiées.)

### Produits

- questionnaires finalisés
- documentation transparente relative à l'analyse
- projet de rapport
- présentation à l'atelier

### Echéances

#### Qualifications et compétences

- expérience et niveau d'études minimaux requis
- expérience solide en matière de recueil et d'analyse de données, de recherche sociale, notamment d'approche participative et de recherche-action
- familiarité avec les entretiens non directifs et l'analyse rapide des informations qualitatives/descriptives obtenues
- familiarité avec le contexte du sida dans le pays, notamment les mécanismes de coordination existants
- capacité d'adapter les instruments et techniques aux besoins et de travailler avec les logiciels requis (Word, Excel, autres)
- souplesse
- compétences en communication

#### Budget ou niveau de salaire/calendrier

## 6.3 Réalisation de l'enquête

Les options et stratégies varient d'un pays à l'autre.

Deux à quatre semaines au moins avant le début du recueil de données proprement dit, le point focal devra, au nom de l'autorité nationale de coordination sida, envoyer des invitations à tous les participants sollicités. Il faut donc identifier dans chaque agence au moins une personne qui soit la mieux placée pour représenter le point de vue de l'agence. Les consultants peuvent mener un entretien de groupe ou un groupe focal avec deux à quatre personnes clés d'une agence et ensuite rassembler leurs réponses sur un seul questionnaire qui représentera donc le point de vue de cette agence. Un entretien dure de 30 minutes à deux heures selon la profondeur et l'étendue des commentaires sollicités.

Ces entretiens sont basés sur un dialogue entre les consultants et les répondants qui suit généralement les étapes suivantes :

1. Déterminer la date et le lieu de l'entretien à l'avance (sachant que l'introduction au CHAT et les invitations formelles auront été faites auparavant par l'autorité nationale de coordination sida).
2. Au début de l'entretien, passer rapidement en revue les domaines d'évaluation et les principales questions à couvrir et expliquer à nouveau le but du CHAT. Répondre à toutes les questions ou préoccupations soulevées par le répondant et l'inviter à commenter le processus du CHAT.
3. Il est parfois nécessaire de fournir quelques informations de contexte pour clarifier une question. Ceci peut être fait en se référant à la description de chacun des domaines d'évaluation figurant à la Section III.
4. Les consultants peuvent prendre des notes rapides pendant l'entretien sur le questionnaire de la Section III ou un questionnaire créé par le groupe de travail du CHAT. Ils doivent reprendre mot à mot les termes du répondant pour obtenir une meilleure analyse qualitative.
5. Les consultants doivent s'engager dans un dialogue actif et un partage d'informations avec les répondants pour mieux comprendre leurs réponses.
6. Les enquêtes font également partie d'un processus de renforcement des capacités et de plaidoyer visant à sensibiliser à l'amélioration de la riposte nationale au sida. C'est pourquoi les chercheurs sont encouragés à se comporter avec les répondants comme co-apprenants.

### **Exemple : Equipes de consultants pour le recueil de données du CHAT en République démocratique du Congo**

En République démocratique du Congo, les consultants ont d'abord participé à un atelier de méthodologie organisé par le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida. Ensuite, des équipes de recueil de données de deux personnes ont été formées aux entretiens. Pendant que l'une conduisait l'entretien, la deuxième pouvait noter le niveau d'intérêt et de réceptivité du répondant ainsi que d'autres points pertinents extérieurs à l'enquête qui avaient été soulevés. Après chaque entretien, l'équipe discutait et arrivait à un accord sur ce qui avait été entendu et sur la manière d'améliorer les entretiens à venir, y compris en termes de logistique. C'est là une façon très utile de vérifier la validité et l'exactitude des informations recueillies tandis que l'enquête est en cours.

## Chapitre 7 :

### Analyse

#### 7.1 Etape 1 : Analyse rapide des données individuelles émanant des enquêtes

Le CHAT a recours à une technique d'analyse qualitative rapide pour identifier les tendances, révéler les véritables problèmes sous-jacents et attribuer un score de bon sens à chacun des domaines d'évaluation à partir des informations qualitatives émanant de chaque entretien.

Après chaque entretien, les consultants doivent rapidement évaluer les réponses individuelles à chaque question de base et supplémentaire ainsi que les principaux thèmes soulevés par les répondants pour attribuer un score qualitatif (« très médiocre », « médiocre », « bon », « très bon ») à chaque domaine pour chaque répondant.

- Notez qu'il n'est pas nécessaire de quantifier le nombre de réponses « oui » et « non » ; cette analyse peut cependant être réalisée par les consultants s'ils la jugent utile.
- De même, il n'est **pas** utile d'attribuer un score à chaque question et de calculer une moyenne pour attribuer ensuite un score au domaine d'évaluation ; en effet, cette méthode prend beaucoup de temps et n'est pas très utile.
- Résumer en trois à cinq points clés la justification du score attribué.
- Si ce domaine n'a pu être évalué pour une raison quelconque ou s'il n'a pas été possible de lui attribuer un score, expliquez brièvement.

Les consultants peuvent également discuter avec le répondant et s'accorder sur le score à la fin de l'entretien. Le consultant et le répondant peuvent énumérer ensemble les éléments qui justifient ce score.

Il est également possible aux consultants de travailler avec le point focal et le groupe de travail du CHAT au stade de la planification afin de créer des critères de score spécifiques au pays pour chaque domaine d'évaluation. En effet, il n'existe pas de critères internationaux standardisés du CHAT en raison de la grande variabilité de ce que chaque pays considère comme « très médiocres », « médiocres », « bonnes » et « très bonnes » pratiques.

La validation du score attribué à chaque domaine d'évaluation peut se faire de deux façons :

- si les consultants travaillent en équipe pour les entretiens et l'analyse rapide, ils peuvent vérifier mutuellement leurs analyses et leurs scores ;
- le point focal du CHAT peut également faire une vérification sur un échantillon aléatoire de notes d'enquête individuelles et de l'analyse réalisée par le consultant pour vérifier l'exactitude et la validité des scores.

#### 7.2 Etape 2 : Consolidation des résultats à l'intérieur des groupes et catégories et entre eux

Après l'analyse rapide de chaque enquête individuelle et l'attribution d'un score à chaque domaine d'évaluation, accompagné des justificatifs qualitatifs, les données peuvent être consolidées. C'est la deuxième phase de l'analyse.

Tous les scores et leurs justifications doivent être résumés et analysés à la fois **entre** les partenaires nationaux et internationaux ainsi qu'**à l'intérieur** de chaque groupe de partenaires nationaux (par exemple, la société civile, les agences gouvernementales, le secteur privé, etc.) et internationaux (ce qui est moins pertinent car ils sont moins nombreux). On peut par exemple constater que les membres de la société civile ont eu tendance à répondre d'une manière différente des autres partenaires nationaux.

L'analyse qualitative des scores individuels visant à déterminer un score général peut se faire de différentes façons :

- Si par exemple les scores de 10 répondants comprennent 5 « bon », 2 « très bon » et 2 « médiocre », le score consolidé serait intuitivement « bon ».
- On peut également utiliser des scores numériques (1 à 4 par exemple) et calculer une moyenne brute que l'on retranscrira en score qualitatif. Il faut cependant se souvenir que le nombre n'a pas de valeur en soi et ne doit jamais être utilisé dans la présentation des résultats du CHAT.
- Enfin, on peut utiliser la proportion de réponses de chaque score : si moins de 25% sont dans la catégorie « bon » ou « très bon », le score final serait « très médiocre », entre 25% et 50%, il serait « médiocre ».

La présentation sous forme de graphiques peut se faire en histogrammes ou en camembert par domaine d'évaluation. Pour avoir une vue d'ensemble de tous les domaines, on peut recourir à un tableau en plusieurs couleurs avec un codage (par exemple, vert équivaut à « très bon », jaune à « bon », orange à « médiocre » et rouge à « très médiocre ») comme dans la Figure 6.

Figure 5

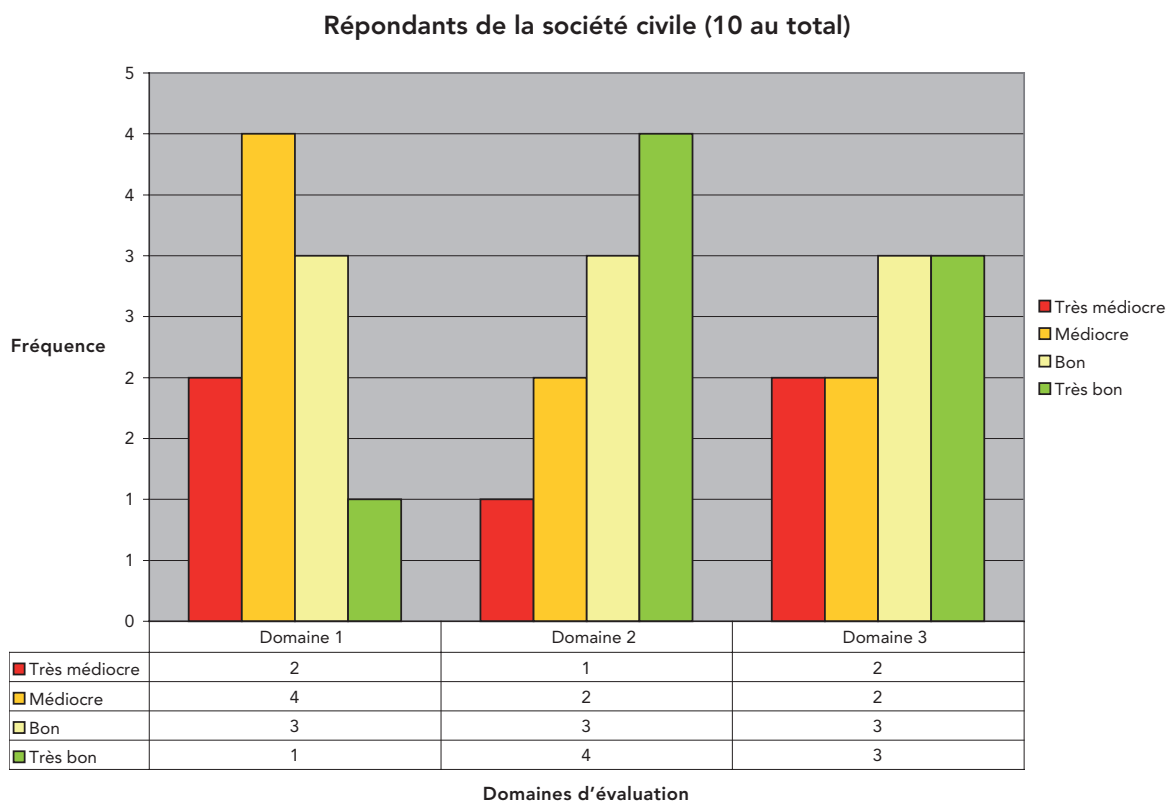




Figure 6

		Groupes de répondants – total					
		Société civile (10)	Gouvernement national (6)	Gouvernement local (6)	Recherche (3)	Secteur privé (5)	Autres (7)
Score moyen de chaque domaine	Domaine A1	Médiocre	Bon	Médiocre	Très médiocre	Médiocre	Bon
	Domaine A2	Bon	Bon	Très bon	Très bon	Médiocre	Bon
	Domaine A3	Bon	Médiocre	Très bon	Bon	Bon	Très bon
	Domaine A4	Médiocre	Très médiocre	Bon	Médiocre	Médiocre	Bon
	Domaine A5	Très médiocre	Très médiocre	Bon	Bon	Médiocre	Médiocre
	Domaine A6	Très médiocre	Médiocre	Médiocre	Très médiocre	Médiocre	Médiocre
	Domaine A7	Très médiocre	Médiocre	Très médiocre	Bon	Médiocre	Bon
	Domaine A8	Bon	Bon	Médiocre	Bon	Très bon	Très bon

L'agrégation des scores au sein de chaque domaine d'évaluation pour les répondants nationaux et internationaux donne une vue d'ensemble des perspectives du pays dans le domaine considéré. Ce score consolidé est utile mais il est essentiel de fournir en parallèle suffisamment de détails descriptifs pour faire apparaître les différences entre catégories de répondants. Le score final peut par exemple être « bon » pour tous les répondants de la société civile et « médiocre » pour ceux du gouvernement mais il est crucial de décrire clairement les perspectives sous-jacentes dans chaque groupe. Le score consolidé – dans ou entre les catégories – est finalement moins important que la description des principaux problèmes évoqués par les répondants en réponse aux questions de base et supplémentaires et que la présentation de la variation de l'ensemble des scores.

### Résumé des résultats analytiques potentiels pour chacune des enquêtes sur les partenaires nationaux et internationaux

- Analyse de **chaque domaine d'évaluation dans les groupes de répondants**. (50% des 50 répondants des partenaires nationaux disent que la participation à l'examen conjoint de programme sida est « bonne » ou « très bonne ».)
- Analyse de **chaque domaine d'évaluation par chaque groupe de répondants**. (La majorité des répondants de la société civile affirment que la participation à l'examen conjoint du programme sida est « bonne ».)
- Analyse de **chaque grande catégorie d'évaluation à travers les groupes de répondants**. (L'évaluation montre que l'ensemble des procédures de gestion financière étaient non satisfaisantes. Ceci correspond à une majorité de scores « médiocre » ou « très médiocre » dans les domaines d'évaluation A5, A6, B5, B6.)
- Analyse de **chaque grande catégorie d'évaluation au sein des groupes de répondants**. (Dans l'ensemble, les répondants de la société civile affirment que leur participation, leur harmonisation et leur alignement avec l'autorité nationale de coordination sida et le cadre stratégique national est « bonne » alors que les organisations bilatérales la qualifient de « très médiocre ». Ce résultat combine les scores des domaines d'évaluation A1, A2, B1, B3.)

### 7.3 Etape 3 : Analyse des résultats du CHAT dans le contexte national

Une fois les données compilées à partir des enquêtes individuelles (scores de chaque domaine d'évaluation accompagnés de descriptions qualitatives des problèmes sous-jacents), une deuxième phase d'analyse permet de donner davantage de sens aux informations obtenues et d'en déduire des recommandations et des actions spécifiques. Cette analyse doit développer à la fois le consensus et les divergences des points de vue et extraire le consensus en matière d'harmonisation et d'alignement ainsi que les questions qui requièrent davantage de travail et de dialogue.

Les niveaux préliminaires de l'analyse peuvent facilement être menés par les consultants (grâce à des tableurs comme Excel et le format fourni dans le CD-ROM), mais cette deuxième phase devrait idéalement impliquer le point focal et le groupe de travail du CHAT.

Cette deuxième analyse repose également sur la cartographie et sur des données quantitatives émanant d'autres sources ou obtenues lors de la cartographie ou de l'examen de documents. Les informations relatives au budget national sida et aux montants et types de contributions financières reçus de différentes sources et dépensés peuvent par exemple être reliées aux données des domaines d'évaluation.

On peut organiser un atelier participatif impliquant les consultants, le point focal et les membres du groupe de travail pour présenter et valider les résultats préliminaires et discuter de leurs implications. Ce atelier peut soit inclure d'autres aspects d'un examen conjoint ou d'un processus équivalent ou se focaliser seulement sur les données du CHAT notamment :

- résumé et discussion relatifs à la cartographie initiale réalisée avant l'enquête CHAT en termes de relations, données statistiques et problèmes principaux identifiés ;
- résumé et discussion relatifs à la méthode de recueil de données et d'analyse ;
- résumé et discussion relatifs aux résultats principaux dans chaque domaine d'évaluation des partenaires nationaux et internationaux, notamment des détails concernant les résultats au sein des groupes de répondants et entre eux, les tendances principales et les problèmes les plus cruciaux ;
- présentation et discussion des données d'évaluation des partenaires nationaux et internationaux en relation avec la cartographie originale (Que pourrait-on ajouter ? Comment la cartographie pourrait-elle être modifiée à partir de ce qui a été appris ?) ;
- accord sur le format du rapport aux niveaux national et mondial ;
- résultats clés relatifs à la société civile – catégorie importante de répondants – notamment en ce qui concerne le degré d'inclusion des groupes marginalisés (hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, professionnel(le)s du sexe, consommateurs de drogues injectables, femmes, jeunes) ou toute autre lacune flagrante ou groupe manquant ; et
- présentation et discussion des conclusions préliminaires (préparées à l'avance par le point focal avec l'aide des consultants) notamment en termes de réflexion sur les implications, d'actions à prévoir et d'activités concrètes de planification et de suivi conformes à ce qui avait été décidé.

Les détails relatifs à l'établissement des rapports CHAT ont été présentés à la Section I mais vous trouverez ci-dessous un exemple de rapport.

## Format suggéré de rapport CHAT

### Résumé

1. Résumé du processus (dates d'exécution, régions couvertes, etc.)
2. Résumé des résultats factuels :
  - A. Carte
  - B. Principaux résultats de l'évaluation des partenaires internationaux et description qualitative des problèmes principaux
  - C. Principaux résultats de l'évaluation des partenaires nationaux et description qualitative des problèmes principaux
3. Principales conclusions (interprétation des résultats/pertinence, analyse dans les différentes catégories)
4. Suivi et actions

### Introduction

Notez par qui et pour qui le rapport a été élaboré, la date, le nombre total de partenaires comptés dans l'analyse, les dates couvertes par l'analyse, etc. Par exemple : « Ce rapport a été préparé pour l'autorité nationale de coordination sida (date). Il évalue la performance de (nombre) partenaires nationaux et internationaux en matière de riposte nationale au sida dans (pays) en (année). L'analyse se fonde sur des données recueillies dans (nombre) questionnaires administrés entre (date) et (date). »

Ajoutez d'autres détails relatifs au type et au nombre de partenaires soumis à l'enquête ainsi que sur le contexte du pays et enfin, les méthodes de recueil de données, d'analyse et de rédaction du rapport.

### Cartographie

Présentez l'exercice de cartographie : modélisation graphique de la riposte nationale, données statistiques et autres données essentielles, description, etc.

### Résultats principaux et analyse

Présentez l'analyse par catégorie des principaux résultats de l'enquête sur les partenaires nationaux et internationaux : scores des domaines d'évaluation, descriptions qualitatives significatives, tendances et problèmes identifiés ; et résultats en fonction des groupes de répondants dans chacune des évaluations de partenaires nationaux et internationaux.

### Résumé et recommandations

Fournissez un résumé des données et une vue d'ensemble de la situation du pays en termes d'inclusion, de participation, d'harmonisation et d'alignement des partenaires dans chaque catégorie : le degré d'efficacité des processus utilisés, leur contribution à la riposte nationale, les lacunes et les faiblesses qui requièrent davantage d'attention, les recommandations pour l'amélioration de la performance des partenaires et/ou des méthodes utilisées par l'autorité nationale de coordination sida pour assurer l'inclusion, la participation, l'harmonisation et l'alignement de la riposte nationale, etc.

### Suivi et actions

Décrivez les prochaines actions/étapes découlant des résultats du CHAT : dates limites et responsabilités spécifiques avec suivi.

### Annexes

- Mandat pour le CHAT ou l'examen conjoint
- Mandat des consultants le cas échéant
- Liste exhaustive des organisations/personnes ayant participé à l'enquête
- Membres du groupe de travail du CHAT
- Eventuellement analyse détaillée par domaine d'évaluation ou par grande catégorie de domaines
- Procédure de suivi agréée si ce document a été approuvé avant l'exercice ; dans le cas contraire, il fera partie des recommandations.

## SECTION III :

---

### Enquêtes CHAT

Cette section contient les instruments d'enquête qui seront utilisés pour recueillir des informations relatives au degré d'harmonisation et d'alignement de divers partenaires. Les enquêtes reposent sur des domaines d'évaluation avec des questions de base et des questions supplémentaires facultatives destinées à des groupes particuliers. Chaque domaine d'évaluation est décrit afin d'aider le chercheur à situer les questions dans le contexte du pays. Vous trouverez également un exemplaire vierge de formulaire de recueil de données qui peut servir à noter les réponses à chaque question de base lors des entretiens ainsi qu'à noter le score d'ensemble.

## Chapitre 8 :

---

### Introduction aux enquêtes

Les composants « évaluation des partenaires nationaux » et « évaluation des partenaires internationaux » sont destinés à recueillir des informations émanant des partenaires nationaux et internationaux (voir la définition ci-dessous) et relatives à leur degré de participation, d'alignement et d'harmonisation dans la riposte nationale au sida. Ce n'est **pas** une évaluation de la qualité et de l'étendue de la riposte. Dix-huit domaines d'évaluation (huit pour les partenaires nationaux et 10 pour les partenaires internationaux) se répartissent dans les grandes catégories suivantes :

- autorité nationale de coordination sida et cadre stratégique national
- suivi et évaluation
- finances
- administration, soutien, coordination et communication.

Grâce à des entretiens qualitatifs, l'équipe de recherche pourra attribuer un score (« très médiocre », « médiocre », « bon », « très bon ») à chaque domaine d'évaluation et ensuite analyser les scores et les réponses dans les catégories et entre elles. Pour les partenaires nationaux et internationaux, il y a un ensemble de questions de base qui constituent le minimum nécessaire pour attribuer un score à chaque domaine d'évaluation ; cependant, on peut ajouter d'autres questions, notamment les questions supplémentaires qui sont suggérées dans les chapitres suivants. On peut répondre à chaque question de base par oui ou non, mais il faut également recueillir des informations détaillées en fonction de la réponse. Voyez à la Section II tous les détails relatifs aux méthodes de recueil et d'analyse de données pour ces enquêtes.

#### *Comment utiliser cette section*

Au Chapitre 9, vous trouverez une description détaillée de chaque domaine d'évaluation ainsi que les questions, de base et supplémentaires, permettant d'attribuer un score d'ensemble. L'Annexe 1 contient un formulaire de recueil de données vierge qui peut être photocopié pour y noter les réponses lors des entretiens. L'équipe peut d'ailleurs souhaiter l'emporter sur les lieux d'entretien pour se référer aux descriptions des questions. Il est recommandé à l'équipe de consultants de se préparer aux entretiens en discutant des interprétations potentielles des questions, des réponses qu'elle peut recevoir et des informations supplémentaires qu'ils pourraient susciter ou fournir aux répondants. L'équipe devrait également adapter les questions au contexte local (par exemple, s'il n'y a pas d'autorité nationale de coordination sida ou si elle porte un nom

différent, adapter la terminologie). L'équipe devrait également s'entraîner aux entretiens grâce à des jeux de rôle au cours desquels elle anticiperait les malentendus potentiels et la manière de noter les réponses sur le formulaire de l'Annexe 1 (ou sur un formulaire élaboré localement). Vous trouverez, dans le CD-ROM, qui accompagne ce manuel, une version électronique de ces formulaires comprenant toutes les questions que vous pourrez adapter aux circonstances et aux préférences de l'équipe.

Les quatre grandes catégories listées ci-dessus sont les mêmes pour l'évaluation des partenaires nationaux et internationaux. Les liens entre ces catégories et les domaines spécifiques d'évaluation figurent au Tableau 1, page 7. Les deux tableaux ci-dessous montrent quelles sont les questions de base pour chaque domaine d'évaluation.

Tableau 4 : Domaines d'évaluation et questions de base aux partenaires nationaux	
Domaines d'évaluation	Questions de base
A1. Degré de participation et d'alignement des partenaires nationaux sur le cadre stratégique national sida	<p>1.1 Votre organisation a-t-elle participé à la conception et/ou à la validation du dernier cadre stratégique national ou d'un document équivalent ?</p> <p>1.2 Votre organisation a-t-elle une stratégie de programmation en matière de sida (objectifs, stratégies et activités) ?</p> <p>1.3 Votre organisation a-t-elle un plan de programmation sida revu et validé par l'autorité nationale de coordination sida ?</p> <p>1.4 A votre avis, toutes les organisations nationales/internationales concernées ont-elles participé à la conception et/ou à la validation du dernier cadre stratégique national ou d'un document équivalent ?</p> <p>1.5 A votre avis, les plans et stratégies de programmation sida des partenaires internationaux sont-ils alignés sur les plans stratégiques nationaux ou sous-nationaux ?</p>
A2. Degré de représentation des partenaires nationaux à l'autorité nationale de coordination sida ou organisme équivalent	<p>2.1 Votre organisation est-elle représentée à l'autorité nationale de coordination sida aux niveaux national et sous-national ?</p> <p>2.2 Votre organisation participe-t-elle à des mécanismes de coordination technique spécifiques, à des groupes thématiques et/ou à des groupes de travail liés à la riposte au sida (par exemple le mécanisme de coordination dans le pays ou le groupe de travail technique sous l'autorité nationale, etc.) ?</p>
A3. Degré d'utilisation du cadre/système national de suivi et d'évaluation sida par les partenaires nationaux	<p>3.1 Votre organisation a-t-elle un plan de suivi et d'évaluation qui décrit la manière de mesurer l'impact de votre travail en matière de sida (par exemple, résultats et progression vers les indicateurs clés) ?</p> <p>3.2 Votre organisation participe-t-elle aux groupes techniques ou aux groupes de travail de suivi et d'évaluation ?</p>
A4. Degré de participation des partenaires nationaux à l'examen national conjoint du programme sida ou un processus équivalent	<p>4.1 Votre organisation a-t-elle participé au dernier examen national conjoint de programme sida (ou à un processus équivalent s'il en existe un) ?</p>
A5. Degré d'équité de l'attribution de fonds du budget national sida aux partenaires nationaux	<p>5.1 Votre organisation reçoit-elle un financement du budget national sida (s'il en existe un) ?</p> <p>5.2 A votre avis, votre organisation reçoit-elle une part juste du budget sida national ?</p>

A6. Degré d'intégration par les partenaires nationaux dans la prise de décisions et les rapports relatifs à l'attribution des ressources financières	<p>6.1 Votre organisation participe-t-elle à la prise de décisions relatives à l'attribution des ressources au sein du budget national sida ?</p> <p>6.2 Votre organisation envoie-t-elle régulièrement des rapports sur les dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues dans la programmation du sida ?</p>
A7. Degré de participation des partenaires nationaux à la conception et à l'évaluation des systèmes administratifs pour la riposte nationale	<p>7.1 Votre organisation a-t-elle participé à la conception ou à l'évaluation des procédures administratives de la riposte nationale au sida ?</p> <p>7.2 A-t-on demandé à votre organisation de fournir un duplicata de ses rapports pour l'autorité nationale de coordination sida et les donateurs internationaux ?</p>
A8. Degré d'ouverture et de transparence parmi les partenaires nationaux et avec l'autorité nationale de coordination sida	<p>8.1A Y a-t-il un flux d'informations exactes et en temps utile entre le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida et votre organisation ?</p> <p>8.1B Y a-t-il un flux d'informations exactes et en temps utile entre votre organisation et les autres partenaires nationaux ?</p> <p>8.2A L'information relative au budget et à la programmation circule-t-elle de manière transparente entre l'autorité nationale de coordination sida et votre organisation ?</p> <p>8.2B L'information relative au budget et à la programmation circule-t-elle de manière transparente entre votre organisation et les autres partenaires nationaux ?</p>
AO. Autres	Quelles sont à votre avis les trois problèmes principaux à prendre en compte pour contribuer à une riposte nationale plus harmonisée et plus inclusive ?

**Tableau 5 : Domaines d'évaluation et questions de base aux partenaires internationaux**

Domaines d'évaluation	Questions de base
B1. Degré d'alignement entre les stratégies sida des partenaires internationaux et les cadres stratégiques sida nationaux ou sous-nationaux	<p>1.1 Votre organisation a-t-elle participé à la conception et/ou à la validation du dernier cadre stratégique national ou document équivalent ?</p> <p>1.2 Votre organisation a-t-elle une stratégie de programmation en matière de sida (objectifs, cibles, plans, dépenses et activités) ?</p> <p>1.3 Votre organisation a-t-elle modifié ses stratégies de programmation pour mieux soutenir le cadre stratégique national ?</p> <p>1.4 Votre organisation a-t-elle un plan de programmation sida revu et validé par l'autorité nationale de coordination sida ?</p> <p>1.5 A votre avis, toutes les organisations nationales/internationales concernées ont-elles participé à la conception et/ou à la validation du dernier cadre stratégique national ou d'un document équivalent ?</p> <p>1.6 D'une manière générale, les plans et stratégies de programmation sida des partenaires internationaux sont-ils alignés sur les plans stratégiques nationaux ou sous-nationaux ?</p>
B2. Degré de soutien et de coopération des partenaires internationaux avec l'autorité nationale de coordination sida	<p>2.1 Votre organisation est-elle représentée, directement ou indirectement, à l'autorité nationale de coordination sida au niveau national et sous-national ?</p>
B3. Degré d'alignement des partenaires internationaux sur le système ou cadre national de suivi et d'évaluation en matière de sida	<p>3.1 Votre organisation a-t-elle un plan de suivi et d'évaluation ?</p> <p>3.2 Votre organisation se base-t-elle sur les informations obtenues à partir du système de suivi et d'évaluation de l'autorité nationale de coordination sida (s'il existe) en matière de prise de décisions programmatiques ?</p> <p>3.3 Votre organisation soutient-elle l'élaboration de mécanismes de coordination du système national de suivi et d'évaluation ainsi que le développement de ses capacités techniques ?</p>
B4. Degré de participation des partenaires internationaux à l'examen conjoint du programme national sida ou à un processus équivalent	<p>4.1 Votre organisation a-t-elle participé au dernier examen conjoint du programme national sida (ou un processus équivalent s'il en existe un) ou l'a-t-elle soutenu ?</p>
B5. Degré d'engagement indicatif des partenaires internationaux à la riposte nationale sur plusieurs années (au moins trois ans)	<p>5.1 Votre organisation a-t-elle un engagement financier de plusieurs années (au moins trois ans) vis-à-vis du cadre stratégique national sida ?</p>
B6. Degré de soutien des partenaires internationaux aux arrangements de financement commun pour la riposte nationale	<p>6.1A Votre organisation est-elle impliquée dans des arrangements de financement commun de la riposte nationale ?</p> <p>6.1B Veuillez indiquer le montant annuel consacré par votre organisation à la riposte nationale et la proportion de ce montant qui est destinée aux arrangements communs ?</p> <p>6.2 Votre organisation fournit-elle des fonds à des organisations intermédiaires ou à travers des modalités de financement hors du budget national sida actuel (s'il existe) ?</p>

B7. Degré d'harmonisation des partenaires internationaux avec les mécanismes d'approvisionnement	7.1 Votre organisation utilise-t-elle les politiques/procédures nationales d'approvisionnement et les mécanismes de coordination interinstitutions (là où ils existent) ?
B8. Degré de renforcement des capacités et d'harmonisation de leurs stratégies d'assistance technique des partenaires internationaux	8.1 Votre organisation renforce-t-elle les capacités techniques et organisationnelles, notamment celles du gouvernement et de la société civile ? 8.2 Votre organisation utilise-t-elle la stratégie nationale d'assistance technique (là où elle existe) en matière de fourniture de soutien technique ?
B9. Degré d'harmonisation des partenaires internationaux entre eux et vis-à-vis de la riposte nationale en matière d'administration, de rapports techniques et financiers et de ressources humaines	9.1 Votre organisation harmonise-t-elle les exigences relatives aux rapports techniques et financiers ? 9.2 Votre organisation essaie-t-elle de renforcer la base de ressources humaines en matière de riposte nationale ? 9.3 Combien de missions liées au sida votre organisation a-t-elle effectuées au cours des 12 derniers mois (à partir du siège ou du bureau de pays) ?
B10. Degré de communication transparente, en temps utile et exacte, entre les organisations internationales et avec les membres de l'autorité nationale de coordination sida	10.1A Y a-t-il un flux d'informations précises et en temps utile entre le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida et votre organisation ? 10.1B Y a-t-il un flux d'informations précises et en temps utile entre votre organisation et les autres partenaires nationaux ? 10.2A L'information relative au budget et à la programmation circule-t-elle de manière transparente entre le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida et votre organisation ? 10.2B Les informations relatives au budget et à la programmation circulent-t-elle de manière transparente entre votre organisation et les autres partenaires nationaux ?
BO. Autres	Quelles sont à votre avis les trois problèmes principaux à prendre en compte pour contribuer à une riposte nationale plus harmonisée et plus inclusive ?



## Chapitre 9 :

### Description des domaines d'évaluation et questions de base

Vous trouverez sur la page suivante une description détaillée de chaque domaine d'évaluation avec les questions de base qui devraient être posées dans chaque domaine et les questions supplémentaires facultatives. Ce chapitre peut servir de guide d'entretien mais les réponses doivent être notées sur une autre page.

Vous pouvez utiliser la version électronique du CD-ROM qui accompagne ce guide pour adapter les questions au contexte local.

En plus des questions listées à partir de la page suivante, la version électronique de chaque questionnaire vierge inclut une question de base d'ordre général pour clore l'entretien.

<b>Question de base</b>	<b>AO Autres</b>	<b>Quels sont à votre avis les trois problèmes principaux à prendre en compte pour contribuer à une riposte nationale plus harmonisée et plus inclusive ?</b>
-------------------------	------------------	---

<b>Question de base</b>	<b>BO Autres</b>	<b>Quels sont à votre avis les trois problèmes principaux à prendre en compte pour contribuer à une riposte nationale plus harmonisée et plus inclusive ?</b>
-------------------------	------------------	---

#### 9.1 Questions aux partenaires nationaux

<i>Catégorie : Autorité nationale de coordination sida et cadre stratégique national</i>	<b>Domaine d'évaluation</b>	<b>A1</b>	<b>Degré de participation et d'alignement des partenaires nationaux sur le cadre stratégique national sida</b>
--	-----------------------------	-----------	--

#### Description

L'implication active des partenaires nationaux à toutes les étapes du processus de planification (conception, planification, budget, évaluation) est en partie déterminée par le type de stratégie de consultation utilisé (du type passif au type habilitant) et par le degré d'engagement du gouvernement envers des pratiques de gestion publique inclusives et transparentes. Il est essentiel d'offrir des opportunités et des incitations à l'implication et à la participation au plan stratégique national à toutes les parties prenantes, notamment aux groupes marginalisés et stigmatisés (femmes, personnes vivant avec le sida, jeunes, minorités et personnes vivant en marge de la société). Ce processus est délicat et peut prendre beaucoup de temps à se mettre en place. Les stratégies varient considérablement d'un pays à l'autre en fonction de l'environnement social et politique. Le niveau d'intérêt et d'engagement des partenaires nationaux varie également en fonction de leurs ressources et de leurs capacités. La situation est idéale quand on a un niveau élevé d'inclusion et de participation active dans la planification stratégique et un dialogue actif autour du plan national d'action sida pour s'assurer que les priorités des partenaires nationaux sont incluses ; ces derniers s'approprient alors la stratégie nationale et lui apporteront tout leur soutien. Les partenaires nationaux peuvent s'assurer que les plans et les stratégies de programmation de leurs secteurs, organisations et agences sont clairement liés à la stratégie nationale

sida – en précisant par exemple quels sont les objectifs du plan national soutenus par leurs activités spécifiques. L'autorité nationale de coordination sida peut, lors du processus de planification participatif, demander à certains partenaires nationaux, notamment à la société civile, d'endosser la responsabilité de certains objectifs et résultats quand ils sont les mieux placés pour le faire. En effet, certains partenaires nationaux peuvent avoir déjà établi des relations étroites avec des groupes à haut risque qui sont importants en matière d'activités de prévention, de soins ou de traitement<sup>3</sup>.

<b>Question de base</b>	<b>A1.1</b>	Votre organisation a-t-elle participé à la conception et/ou à la validation du dernier cadre stratégique national ou d'un document équivalent ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur votre niveau de participation à la conception et/ou à la validation/l'approbation. En avez-vous été satisfait ? Y a-t-il des manières dont votre participation ou votre inclusion auraient pu être améliorées ?
<b>Si NON</b>	✗	Veillez développer les manières dont votre organisation peut contribuer aux futurs processus de planification stratégique nationale et/ou de validation.
<b>Question de base</b>	<b>A1.2</b>	Votre organisation a-t-elle une stratégie de programmation en matière de sida (objectifs, stratégies et activités) ?
<b>Si OUI</b>	✓	Décrivez comment la stratégie de votre organisation est alignée sur le cadre stratégique national ou un document équivalent.
<b>Si NON</b>	✗	Décrivez comment vous envisagez d'élaborer à l'avenir une stratégie de programmation organisationnelle tirée du plan ou du cadre stratégique national sida.
<b>Question de base</b>	<b>A1.3</b>	Votre organisation a-t-elle un plan de programmation sida revu et validé par l'autorité nationale de coordination sida ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur la manière dont cela a été fait et le type de rétro-information reçu. Cette rétro-information vous a-t-elle amené à opérer des changements, et si oui, lesquels ?
<b>Si NON</b>	✗	Votre organisation a-t-elle des plans lui permettant de s'assurer que l'autorité nationale de coordination sida revoit et valide vos stratégies ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
<b>Question de base</b>	<b>A1.4</b>	A votre avis, toutes les organisations nationales/internationales concernées ont-elles participé à la conception et/ou à la validation du dernier cadre stratégique national ou d'un document équivalent ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur le niveau de participation. Avez-vous été satisfait du niveau de participation des autres organisations ? De quelles manières spécifiques aurait-on pu améliorer la participation ?
<b>Si NON</b>	✗	Veillez nous dire qui d'autre devrait selon vous participer à l'avenir.

<sup>3</sup> L'Outil d'auto-évaluation stratégique sida (SAT) élaboré au début de l'année 2006 par l'équipe de la stratégie et plan d'action en matière de lutte contre le sida (ASAP), coordonnée par la Banque mondiale au nom de l'ONUSIDA, est une initiative technique concrète destinée à améliorer la qualité de la planification stratégique nationale afin d'impliquer tous les partenaires et parties prenantes dans le processus.

<b>Question de base</b>	<b>A1.5</b>	A votre avis, les plans et stratégies de programmation sida des partenaires internationaux sont-ils alignés sur les plans stratégiques nationaux ou sous-nationaux ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des exemples de forces et de faiblesses.
<b>Si NON</b>	✗	Veillez indiquer les domaines où vous pensez qu'un meilleur alignement est crucial.

**Questions générales, ouvertes**

- Souhaiteriez-vous faire des commentaires sur d'autres questions relatives à la participation au processus de planification stratégique sida ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Quel devrait selon vous être le rôle des partenaires internationaux ou des donateurs dans la planification du cadre national sida ? Sont-ils suffisamment impliqués ou pas assez ? Comment pourrait-on améliorer leur rôle ou leur participation ?
- Quelle est l'importance selon vous de lier votre programmation avec le cadre national sida ? Ce lien est-il facile ou difficile à créer ?

*Pour les organisations de la société civile*

- Que pourrait-on faire pour accroître la participation de la société civile à la planification stratégique nationale ? Que pourrait-on faire au niveau sous-national pour augmenter l'implication dans les stratégies et plans sous-nationaux ?
- Quelle est votre impression générale de la planification stratégique nationale ?
- Quelle est la qualité du cadre stratégique national actuel ?
- Le processus a-t-il été géré d'une manière sensible et inclusive ?
- Quelles améliorations pourrait-on apporter à la coordination pour augmenter l'implication de la société civile (surtout celles des groupes peu visibles) ?

*Pour l'autorité nationale de coordination sida*

- Quelles sont les principales forces et faiblesses du cadre stratégique national actuel ? Comment pourrait-on le rendre plus clair, plus compréhensible, etc. ? (Cette question peut également être posée au secrétariat de coordination sous-national sous une forme adaptée.)
- Que peut faire l'autorité nationale de coordination sida pour renforcer la planification stratégique nationale ? (Cette question peut également être posée au secrétariat de coordination sous-national sous une forme adaptée.)

*Pour le personnel du gouvernement*

- Pensez-vous que les organismes ou départements du gouvernement ont été suffisamment impliqués ou consultés lors de la planification et de l'approbation des cadres stratégiques nationaux et sous-nationaux ?
- Quelles améliorations pourrait-on apporter à l'ampleur de leur représentation au niveau national ou sous-national ?

Catégorie : Autorité nationale de coordination sida et cadre stratégique national	Domaine d'évaluation	A2	Degré de représentation des partenaires nationaux dans l'autorité nationale de coordination sida ou organisme équivalent
---	----------------------	----	--

## Description

Une riposte nationale efficace implique activement tous les principaux partenaires nationaux en mettant l'accent sur les organisations de la société civile représentant les groupes affectés. L'implication forte de nombreuses parties prenantes dans l'autorité nationale de coordination sida est un aspect essentiel de cette approche inclusive. De nombreux pays sont encore au stade de renforcement des capacités de l'autorité nationale de coordination sida et de son secrétariat en matière de gestion et de leadership ; c'est pourquoi sa capacité à faciliter la pleine participation des partenaires nationaux peut varier considérablement d'un pays à l'autre. On espère qu'à l'avenir les partenaires nationaux vont pleinement s'approprier un mécanisme de coordination centrale solide et démarrer ensemble de nouvelles formes de coopération avec d'autres parties prenantes nationales ce qui renforcerait ces structures en encourageant une participation encore plus large. Un élément important de la riposte est la nécessité de mécanismes de coordination participatifs fonctionnant en permanence, comme des sous-comités ou des groupes de travail de l'autorité nationale de coordination sida. La composition de ces mécanismes est très variable, mais ce sont généralement des équipes de travail, des forums de partenariat ou des sous-comités qui se réunissent à intervalles réguliers pour fournir une orientation technique ou politique, réunis ou présidés par le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida. La participation et l'engagement actif des partenaires nationaux dans ces organismes assure la responsabilisation, améliore le dialogue en matière de politiques et permet de trouver des solutions rapides à des problèmes d'approvisionnement, de goulet d'étranglement, de double emploi/chevauchement des systèmes de suivi et d'évaluation et de défis techniques. Une implication active et régulière des partenaires nationaux, y compris la société civile, est une indication du degré d'engagement solide dans la riposte nationale au sida ainsi que d'un environnement très habilitant pour la coopération multisectorielle.

Question de base	A2.1	Votre organisation est-elle représentée à l'autorité nationale de coordination sida aux niveaux national ou sous-national ?
Si OUI	✓	Veuillez donner des détails sur votre niveau de représentation et de participation ; par exemple, à combien de réunions avez-vous été invité au cours des 12 derniers mois ? A combien de réunions avez-vous assisté au cours des 12 derniers mois ?
Si NON	✗	Veuillez donner des détails sur les manières dont votre organisation pourrait contribuer à l'autorité nationale de coordination sida, directement ou indirectement. Décrivez les obstacles à la participation réelle de votre organisation aux efforts de coordination.
Question de base	A2.2	Votre organisation participe-t-elle à des mécanismes de coordination technique spécifiques, à des groupes thématiques et/ou à des groupes de travail liés à la riposte nationale (mécanisme de coordination dans le pays ou groupe de travail technique sous l'autorité nationale, etc.) ?
Si OUI	✓	Veuillez donner des détails sur votre niveau de participation
Si NON	✗	Que peut-on faire pour améliorer la participation à ces mécanismes spécifiques ?

**Questions générales, ouvertes**

- Souhaiteriez-vous faire des commentaires sur d'autres questions relatives à l'autorité nationale de coordination sida ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Quelles sont selon vous les forces et les faiblesses des partenaires internationaux et des donateurs en matière de coordination de la riposte nationale ? Que pourrait-on faire pour accroître leur rôle ou leur participation ? Les partenaires internationaux font-ils suffisamment d'efforts pour renforcer les capacités de l'autorité nationale de coordination sida ? Si non, que pourraient-ils faire de plus ?

*Pour les organisations de la société civile*

- Pensez-vous qu'une gamme représentative des organisations de la société civile est impliquée dans l'autorité nationale de coordination sida ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Comment pourrait-on améliorer la représentation et la participation des groupes de la société civile ? De quels groupes manquants ou marginalisés faut-il augmenter la participation ? (Note : une variante de cette question peut être posée au niveau sous-national si nécessaire.)
- Pour les groupements : Quels sont les défis spécifiques que doivent affronter les groupements d'organisations de la société civile ? Que faudrait-il faire pour améliorer leurs capacités à bien représenter leurs membres au niveau de la coordination nationale sida ? D'une manière générale, comment améliorer la qualité et l'ampleur de la participation des groupes de la société civile ? Quels groupes manquants ou marginalisés faut-il inclure ?

*Pour l'autorité nationale de coordination sida*

- Que peut faire le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida pour renforcer la représentation et l'inclusion des partenaires nationaux au niveau de l'autorité nationale de coordination sida ? (Cette question peut également être posée aux secrétariats de coordination sous-nationaux sous une forme adaptée.)

*Pour le personnel du gouvernement*

- Pensez-vous que les départements du gouvernement sont suffisamment représentés à l'autorité nationale ou sous-nationale de coordination sida ?
- Quelles améliorations pourrait-on apporter à l'ampleur de leur représentation au niveau national ou sous-national ?

<p>Catégorie : Suivi et évaluation</p>	<p>Domaine d'évaluation</p>	<p><b>A3</b></p>	<p>Degré d'utilisation du cadre/ système national de suivi et d'évaluation par les partenaires nationaux</p>
--	-----------------------------	------------------	--

## Description

De nombreux pays ont investi beaucoup de temps et d'énergie au renforcement des capacités de suivi et d'évaluation et ont sollicité une assistance technique des donateurs extérieurs et des partenaires internationaux pour établir un système cohérent et coordonné de suivi et d'évaluation. Au niveau national, l'un des défis à relever consiste à construire un système de mesure de performance cohérent et unifié qui relie les données émanant de plusieurs sources et niveaux au cadre général des résultats. Il y a également une pression nationale et internationale considérable en faveur de la production de données précises relatives à l'ensemble de la riposte ; ces données vont de la mesure exacte de la prévalence du VIH au suivi permanent des activités du programme et des prestations de services à tous les niveaux. Idéalement, tous les partenaires nationaux devraient être intégrés et alignés sur le système de suivi et d'évaluation à travers leur participation à la conception des indicateurs et des instruments, du recueil de données relatives à ces indicateurs et de leur envoi régulier pour compilation et analyse au niveau national. Il est important que les partenaires soutiennent une stratégie multisectorielle claire de suivi et d'évaluation et s'accordent sur les indicateurs principaux à utiliser. A ce jour, les principaux groupes nationaux, notamment la société civile, n'ont pas toujours été pleinement impliqués dans ces activités. Le défi consiste donc à pleinement intégrer la société civile à toutes les étapes et à renforcer ses capacités à tenir un rôle de premier plan dans ce processus. Les informations émanant d'un système de suivi et d'évaluation fonctionnel peuvent également servir aux partenaires nationaux à adapter et améliorer leurs propres stratégies de programme.

<b>Question de base</b>	<b>A3.1</b>	Votre organisation a-t-elle un plan de suivi et d'évaluation qui décrit la manière de mesurer l'impact de votre travail en matière de sida, par exemple, résultats et progression vers les indicateurs clés ?
<b>Si OUI</b>	✓	Comment ce plan est-il aligné sur le cadre national de suivi et d'évaluation – s'il existe – ou en est-il tiré ? Utilisez-vous par exemple les indicateurs nationaux pour mesurer vos progrès vers les objectifs ? Envoyez-vous les données requises relatives à votre programme au système national de suivi et d'évaluation ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Quelles modifications concrètes pourriez-vous apporter à vos stratégies de suivi et d'évaluation pour mieux soutenir le cadre national de suivi et d'évaluation ?
<b>Si NON</b>	✗	Avez-vous l'intention à l'avenir d'élaborer un plan de suivi et d'évaluation pour votre organisation qui soit lié au cadre national de suivi et d'évaluation ? Quelles modifications concrètes pourriez-vous apporter à vos stratégies de suivi et d'évaluation pour mieux soutenir le cadre national de suivi et d'évaluation ?
<b>Question de base</b>	<b>A3.2</b>	Votre organisation participe-t-elle aux groupes techniques ou aux groupes de travail de suivi et d'évaluation ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur votre niveau de participation. Avez-vous été impliqué dans la conception du cadre national de suivi et d'évaluation et l'élaboration des indicateurs nationaux ? Comment votre participation aux groupes de travail de suivi et d'évaluation a-t-elle contribué à renforcer votre intégration au système national de suivi et d'évaluation ?
<b>Si NON</b>	✗	Veillez suggérer des manières d'améliorer votre participation aux groupes de travail de suivi et d'évaluation.

### Questions générales, ouvertes

- D'autres problèmes relatifs à votre participation au système national de suivi et d'évaluation que vous aimeriez commenter ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Etes-vous familier du cadre ou du système de suivi et d'évaluation national ? Que pensez-vous de sa qualité ? Est-il clair et facile à comprendre ?
- Connaissez-vous des circonstances où le travail de suivi et d'évaluation fait double emploi ?
- Quel est le rôle des partenaires internationaux ou des donateurs dans le suivi et l'évaluation de la riposte nationale ? Comment pourrait-on améliorer leur rôle ou leur implication ?

*Pour les organisations de la société civile*

- Avez-vous l'occasion d'intégrer des données émanant de la société civile dans le système national de suivi et d'évaluation ? Comment pourrait-on améliorer le rôle de la société civile en la matière ? De quelles capacités spécifiques de suivi et d'évaluation la société civile a-t-elle besoin ?

*Pour le personnel du secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida*

- Que peut faire le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida pour renforcer le système ou le cadre de suivi et d'évaluation national ? (Cette question peut également être posée aux secrétariats de coordination sous-nationaux sous une forme adaptée.)

*Pour le personnel du gouvernement*

- Pensez-vous que les agences ou départements du gouvernement sont suffisamment impliqués dans le système national de suivi et d'évaluation ? Quelles améliorations pourrait-on y apporter au niveau national ou sous-national ?

<i>Catégorie : Suivi et évaluation</i>	<b>Domaine d'évaluation</b>	<b>A4</b>	<b>Degré de participation des partenaires nationaux à l'examen national conjoint du programme sida ou un processus équivalent</b>
--	-----------------------------	-----------	---

**Description**

La majorité des pays disposent d'un système d'examen national, annuel ou à intervalles plus longs – où toutes les parties prenantes internes et externes analysent ensemble les progrès réalisés vers les objectifs principaux du plan stratégique national. Cette procédure peut impliquer des consultations, le recueil de données sur le terrain, des ateliers de discussion des résultats et d'analyse critique des lacunes et des recommandations principales en vue d'améliorer les performances futures. Si la manière de procéder et la chronologie varient beaucoup d'un pays à l'autre, l'implication des partenaires nationaux, notamment une large représentation de la société civile, est par contre une exigence commune. Idéalement, le gouvernement et la société civile doivent participer ensemble et sur un pied d'égalité aux équipes de coordination de l'examen, aux sous-comités et/ou aux équipes de terrain et fournir les informations essentielles relatives aux progrès selon leurs propres perspectives. Tout processus d'examen national doit identifier les lacunes ou faiblesses majeures qui entravent les progrès. De même, l'information résultant de l'examen doit être utile aux partenaires nationaux en termes d'ajustement de leurs approches et de programmation de stratégies qui soutiennent mieux la riposte nationale.

<b>Question de base</b>	<b>A4.1</b>	Votre organisation a-t-elle participé au dernier examen national conjoint de programme sida (ou à un processus équivalent s'il en existe un) ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur votre niveau de participation. En avez-vous été satisfait ? Comment pourrait-on l'améliorer ?
<b>Si NON</b>	✗	Comment votre organisation pourrait-elle être impliquée dans cet examen à l'avenir ?

### Questions générales, ouvertes

- D'autres problèmes relatifs à votre participation au processus d'examen conjoint que vous aimeriez commenter ?

### Questions supplémentaires facultatives

- Etes-vous familier du processus d'examen conjoint ? Que pensez-vous de sa qualité ? Est-il clair et facile à comprendre ?
- Quel est le rôle des partenaires internationaux ou des donateurs dans l'examen conjoint de programme ? Comment pourrait-on améliorer leur rôle ou leur implication ?

### Pour les organisations de la société civile

- Comment pourrait-on améliorer le rôle de la société civile dans l'examen conjoint ? De quelles capacités spécifiques la société civile a-t-elle besoin pour participer efficacement à cet examen ?

### Pour le personnel du secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida

- Que peut faire le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida pour renforcer le processus d'examen national ? (Cette question peut également être posée aux secrétariats de coordination sous-nationaux sous une forme adaptée.)

### Pour le personnel du gouvernement

- Pensez-vous que les agences ou départements du gouvernement ont été suffisamment impliqués dans le processus d'examen national ? Quelles améliorations pourrait-on y apporter au niveau national ou sous-national ?

Catégorie : Finances	Domaine d'évaluation	<b>A5</b>	Degré d'équité de l'attribution de fonds du budget national sida aux partenaires nationaux
----------------------	----------------------	-----------	--

## Description

L'exercice participatif de planification stratégique et de budgétisation devrait évaluer le coût de toutes les activités de la riposte nationale ; il devrait également indiquer clairement quels partenaires nationaux sont responsables de la mise en œuvre des activités et avec quel montant du budget du gouvernement. L'autorité



nationale de coordination sida, en étroite collaboration avec les principaux partenaires nationaux, notamment les représentants de la société civile, doit s'assurer qu'une part équitable des ressources nationales en matière de sida est attribuée aux différents partenaires, notamment à la société civile. Elle doit ensuite travailler avec le ministère des finances pour s'assurer que les fonds alloués à la mise en œuvre de chaque élément du plan national sont mis à disposition des partenaires concernés dans les temps. Les décisions de décaissement doivent être basées sur des processus de planification participative où les partenaires principaux évalueront le coût probable des activités et l'adéquation entre le budget assigné et l'atteinte des objectifs. L'autorité nationale de coordination sida peut également travailler avec les partenaires nationaux pour négocier des arrangements de partage des coûts par lesquels certains fonds indépendants sont comptabilisés dans le budget national intégré sida (même s'ils viennent de donateurs extérieurs et sont gérés indépendamment par chaque organisation). Ce processus est encore en voie d'élaboration dans de nombreux pays, mais son but est de s'assurer que tous les partenaires nationaux, gouvernement et société civile, reçoivent suffisamment de fonds (en fonction des attributions du budget unifié) pour entreprendre ce qu'ils ont prévu de faire et que ces fonds arrivent à temps pour mettre en œuvre les activités prévues dans le plan stratégique.

<b>Question de base</b>	<b>A5.1</b>	Votre organisation reçoit-elle un financement du budget national sida (s'il existe) ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner le montant estimé des ressources obtenues lors de la dernière année de programmation du budget national sida. Quelle proportion de vos dépenses totales en matière de sida cela représente-t-il (comparé à ce que vous recevez directement des donateurs externes ou d'autres sources de financement) ? <i>NOTE : Une partie de cette information peut également être obtenue en dehors des entretiens, dans des documents ou lors de l'examen de documents.</i>
<b>Si NON</b>	✗	Veillez suggérer comment vous pourriez obtenir davantage de fonds du budget national sida.
<b>Question de base</b>	<b>A5.2</b>	A votre avis, votre organisation reçoit-elle une part juste du budget national sida ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez expliquer en détail pourquoi vous pensez que cette part est équitable (en fonction du rôle de votre organisation, de ses membres, de son influence, de son efficacité, de son profil, etc.).
<b>Si NON</b>	✗	Veillez nous expliquer ce qui pourrait être fait pour que votre organisation reçoive une part plus équitable du budget national sida.

**Questions générales, ouvertes**

- Quelles sont selon vous les principales forces et faiblesses de l'organisation et de l'attribution de fonds dans le budget national sida (s'il existe) ? Comment pourrait-on améliorer cette situation ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Votre organisation reçoit-elle des fonds d'autres organisations hors du budget national sida ? A-t-elle participé à l'élaboration de programmes ou de projets à financer par les donateurs internationaux hors du budget national ? Existe-t-il un moyen de rendre compte de ces ressources à l'autorité nationale de coordination sida pour faciliter la surveillance du budget total ?
- Votre organisation procure-t-elle des fonds à d'autres organisations ? Si oui, existe-t-il un moyen de rendre compte de ces ressources à l'autorité nationale de coordination sida pour les intégrer au budget national ? Si non, suggérez comment recueillir des informations sur l'attribution et l'utilisation des ressources.

- Pensez-vous qu'un budget national sida intégré est une bonne idée ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Quels en seraient selon vous les avantages et inconvénients ?
- Les fonds reçus du budget national ont-ils été suffisants pour couvrir les besoins prévus de la dernière année de programmation ? Les fonds attribués ont-ils été disponibles à temps pour répondre aux besoins ?

*Pour les organisations de la société civile*

- Où y a-t-il des arrangements de fonds communs (également appelés paniers communs ou partage des coûts) pour soutenir le budget national ?

Catégorie : Finances	Domaine d'évaluation	A6	Degré d'intégration par les partenaires nationaux dans la prise de décisions et les rapports relatifs à l'attribution des ressources financières
----------------------	----------------------	----	--

## Description

Quand il existe un processus unifié de planification et de budgétisation de la riposte nationale, qui est surveillé par l'autorité nationale de coordination sida, il est nécessaire d'avoir une contribution large à la manière dont les budgets nationaux sont conçus et les ressources attribuées. Il est également nécessaire de lier les plans stratégiques et les budgets nationaux sida aux Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) (où ils existent) ainsi qu'aux plans et aux budgets de développement national comme les Cadres de dépenses à moyen terme pour que l'attribution des ressources à la riposte nationale repose sur des justifications claires. Idéalement, le budget sida intégré multisectoriel devrait être élaboré, revu et analysé par différents partenaires nationaux de façon à ce qu'ils participent au processus de prise de décisions sur la manière de dépenser les fonds, fassent des recommandations sur l'organisation du budget et s'assurent que les différentes parties prenantes reçoivent des fonds suffisants pour atteindre les objectifs dont la mise en œuvre est sous leur responsabilité. Le fait de consulter les agences peut contribuer à améliorer leur niveau de participation et d'engagement et assurer davantage de transparence et d'obligation de rendre compte dans les processus budgétaires du gouvernement. Leur participation peut contribuer à identifier les lacunes à prendre en compte pour renforcer l'équité de la répartition des ressources nationales et l'appropriation nationale large du plan et du budget stratégiques sida.

Chaque budget de partenaire national, qui présente les ressources spécifiques destinées au programme et à la prestation de services sida, devrait être considéré dans le processus national de planification et de budgétisation. Ces ressources peuvent émaner des sources de financement propres de l'organisation ou passer par le budget sida centralisé. A la fin de chaque année de programmation, les partenaires nationaux devraient idéalement, pour analyser l'étendue et la portée de la riposte, fournir à l'autorité nationale de coordination sida des informations résumées sur les sommes réellement dépensées par rapport aux prévisions et sur la manière dont ces ressources ont été utilisées pour soutenir les objectifs et résultats du plan stratégique sida. Ceci permet d'analyser le montant réel des ressources utilisées pour le sida dans les différents pays (par rapport au montant prévu dans le budget national et en dehors de ce budget) ainsi que d'estimer si ces ressources ont été suffisantes pour obtenir les résultats voulus. Ceci accroît également la transparence du partage d'informations en général parmi les parties prenantes nationales de la riposte.

<b>Question de base</b>	<b>A6.1</b>	Votre organisation participe-t-elle à la prise de décisions relatives à l'attribution des ressources au sein du budget national sida ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur la manière dont vous avez participé. Comment cela a-t-il renforcé votre participation à la riposte ?
<b>Si NON</b>	✗	Veillez expliquer comment votre participation à l'attribution des ressources pourrait être améliorée.
<b>Question de base</b>	<b>A6.2</b>	Votre organisation envoie-t-elle régulièrement des rapports sur les dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues dans la programmation du sida ?
<b>Si OUI</b>	✓	Dites à qui vous rendez compte et à quelle fréquence.
<b>Si NON</b>	✗	Décrivez comment vos rapports financiers pourraient être améliorés, surtout vis-à-vis de l'autorité nationale de coordination sida. Jusqu'à quel point vos rapports financiers sont-ils liés aux niveaux de référence et dates limites du plan stratégique national ?

**Questions générales, ouvertes**

- Quels sont, selon vous, les plus grands défis relatifs aux attributions de fonds, à la prise de décisions et aux rapports financiers ou toute autre question que vous aimeriez commenter ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Votre organisation a-t-elle préparé un budget à soumettre au gouvernement pour obtenir des fonds du budget national sida (s'il en existe un) ? Votre propre budget organisationnel relatif au sida a-t-il été pris en compte dans l'élaboration du budget national ?

*Pour les organisations de la société civile*

- Pensez-vous que les membres de la société civile en général ont suffisamment d'opportunités de participer à la prise de décisions relatives à l'attribution des ressources à différents niveaux ? Quels groupes sont, le cas échéant, exclus de ce processus ?

*Pour le personnel du secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida*

- Que peut faire le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida pour contribuer à améliorer la coordination, l'harmonisation et le partage d'informations relatives à la prise de décisions et à l'attribution des ressources ? Comment peut-on renforcer le processus de budget national ?

*Pour le personnel du gouvernement*

- Pensez-vous que les agences du gouvernement ont été suffisamment consultées et impliquées dans la prise de décisions relatives aux ressources ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Comment peut-on l'améliorer ?

Catégorie : Administration, soutien, coordination et communication	Domaine d'évaluation	A7	Degré de participation des partenaires nationaux à la conception et à l'évaluation des systèmes administratifs pour la riposte nationale
---	-------------------------	----	--

## Description

Beaucoup de pays font face au même défi en matière de riposte au sida, la nécessité de renforcer leurs capacités d'administration publique et de coordination. L'introduction de méthodes de gestion et de coordination améliorées est à différents stades dans différents pays, en fonction du contexte spécifique, institutionnel, politique et économique et du statut de la réforme du secteur public. Cependant, pour que ces systèmes fonctionnent, ils doivent être reconnus et soutenus par les partenaires nationaux, notamment par une large gamme d'organisations de la société civile. Les partenaires nationaux :

- doivent être consultés à propos de la conception des processus utilisés par l'autorité nationale de coordination sida (généralement à travers son secrétariat géré par le gouvernement) en matière de planification, d'administration et d'évaluation ;
- ont besoin d'opportunités de faire des recommandations sur la révision et l'amélioration de la transparence, sur l'exactitude et l'obligation de rendre des comptes relatifs aux systèmes utilisés pour la planification, le suivi et les rapports ; et
- ont besoin d'opportunités de suggérer une meilleure approche de la gestion et de la coordination à l'autorité nationale de coordination sida qui pourra mieux faciliter et soutenir leur travail.

Question de base	A7.1	Votre organisation a-t-elle participé à la conception ou à l'évaluation des procédures administratives de la riposte nationale au sida ?
Si OUI	✓	Veuillez donner des détails sur votre niveau de participation. Etes-vous bien informé des conditions administratives des demandes de subventions, des plans de travail, des rapports, des données financières etc. ? Comment pourrait-on, selon vous, améliorer ces systèmes ?
Si NON	✗	Veuillez expliquer comment votre organisation pourrait contribuer à la conception et à l'évaluation des procédures et systèmes administratifs utilisés par le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida ou une autre organisation de financement et de coordination.
Question de base	A7.2	A-t-on demandé à votre organisation de fournir un duplicata de ses rapports pour l'autorité nationale de coordination sida et les donateurs internationaux ?
Si OUI	✓	Veuillez donner des détails/des exemples du nombre et du type de rapports que vous envoyez à différents financeurs.
Si NON	✗	Décrivez comment les procédures de rapports financiers et narratifs pourraient être améliorées.

### Questions générales, ouvertes

- D'autres questions relatives au système financier ou aux rapports que vous aimeriez commenter ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Les partenaires internationaux respectent-ils, selon vous, le besoin d’harmonisation des exigences administratives et en matière de rapports ? Avez-vous des exemples spécifiques de chevauchement, de double emploi, ou de rapports écrits à la demande ? Jusqu’à quel point les partenaires internationaux consolident-ils leurs exigences de surveillance et de suivi ? Que pourrait-on faire de plus pour améliorer cela ?
- A votre avis, que peut faire de plus le secrétariat de l’autorité nationale de coordination sida pour améliorer et harmoniser les exigences administratives, relatives notamment aux demandes de financement, aux rapports et autres activités de surveillance ?

*Pour les organisations de la société civile*

- Existe-t-il des directives claires pour la préparation des propositions, des demandes de financement, des plans, des documents et des rapports par les groupes de la société civile ? Ces systèmes sont-ils bien compris ? Que pourrait-on faire de plus pour s’assurer que les exigences administratives vis-à-vis de la société civile restent raisonnables et réalistes ?

*Pour le personnel du secrétariat de l’autorité nationale de coordination sida*

- Que peut faire le secrétariat de l’autorité nationale de coordination sida pour améliorer l’harmonisation et l’intégration des différentes procédures administratives de la riposte nationale ? Que pourrait-on par exemple faire pour diminuer le nombre de missions isolées de partenaires internationaux ainsi que les exigences de rapports à la demande ou parallèles ?

<p><i>Catégorie :</i> Administration, soutien, coordination et communication</p>	<p><b>Domaine d’évaluation</b></p>	<p><b>A8</b></p>	<p><b>Degré d’ouverture et de transparence parmi les partenaires nationaux et avec l’autorité nationale de coordination sida</b></p>
--	--	------------------	--

**Description**

La riposte nationale au sida nécessite un plan de communication solide pour soutenir un partage d’informations transparent et en temps voulu à tous les niveaux. Les informations relatives à la situation du sida dans le pays doivent être largement mises en commun, de façon continue et sous différentes formes (imprimées, électroniques et autres) pour fonder sur des preuves tangibles les activités et les services. L’autorité nationale de coordination sida doit être soutenue par les partenaires nationaux dans l’élaboration de tous les protocoles d’information nationaux qui contribuent à l’exactitude et à la ponctualité du flux d’informations. Parallèlement, les partenaires nationaux peuvent offrir des conseils sur la manière d’améliorer les processus de communication nationaux tout en restant eux-mêmes toujours informés et en élaborant leurs propres plans de communication liés au système national. Les groupements de la société civile peuvent jouer un rôle majeur en recueillant et en consolidant les informations émanant des prestations de services communautaires par exemple et en s’assurant que cette information est régulièrement partagée au niveau national et sous-national avec les agences du gouvernement à travers leur adhésion à l’autorité nationale de coordination sida. La transparence dépend largement du degré auquel les informations importantes relatives au budget et à la programmation sont largement à la disposition des partenaires nationaux, notamment de la société civile, et des autres parties prenantes (voir le domaine d’évaluation A6). Dans certains pays, il persiste des défis relatifs à la transparence et à l’obligation de rendre des comptes parmi les membres de l’autorité nationale de coordi-

nation sida et d'autres parties prenantes importantes. Il en va de même pour s'assurer que tous les partenaires nationaux sont tenus au courant des informations cruciales susceptibles d'affecter leur travail en matière de budget, de politique et de stratégie. Ceci va bien au-delà de simples processus de communication : il s'agit de s'assurer qu'il existe un engagement fort parmi toutes les parties prenantes nationales envers le maintien de pratiques institutionnelles inclusives et transparentes. Non seulement, l'autorité nationale de coordination sida doit être ouverte mais il est incombé aux partenaires nationaux d'assurer la transparence et l'obligation de rendre des comptes dans leurs approches programmatiques sans compromettre leur autonomie. Dans le cas de la société civile, il est important de tenir l'autorité nationale de coordination sida informée des principales directions du programme ou d'attributions budgétaires spéciales reçues de sources internationales qui peuvent avoir des implications dans la riposte nationale. Il est également essentiel pour tous les partenaires nationaux d'être transparents et de rendre des comptes vis-à-vis de leurs membres ou de leurs bénéficiaires en ce qui concerne la riposte au niveau communautaire.

<b>Question de base</b>	<b>A8.1A</b>	Y a-t-il un flux d'informations exactes et en temps utile entre le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida et votre organisation ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur la qualité de ce flux d'informations. Veillez dire si vous recevez suffisamment d'information et si elle arrive à temps pour faciliter votre travail.
<b>Si NON</b>	✗	Veillez expliquer comment l'exactitude et la ponctualité de l'information pourraient être améliorées.
<b>Question de base</b>	<b>A8.1B</b>	Y a-t-il un flux d'informations exactes et en temps utile entre le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida et les autres partenaires nationaux ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur la qualité de ce flux d'informations. Veillez dire si vous recevez suffisamment d'information et si elle arrive à temps pour faciliter votre travail. Comment votre organisation partage-t-elle généralement les informations avec d'autres ?
<b>Si NON</b>	✗	Veillez expliquer comment l'exactitude et la ponctualité de l'information pourraient être améliorées.
<b>Question de base</b>	<b>A8.2A</b>	L'information relative au budget et à la programmation circule-t-elle de manière transparente entre l'autorité nationale de coordination sida et votre organisation ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur le niveau de transparence du partage d'informations. Veillez décrire si vous recevez suffisamment d'information à jour et détaillée pour vous aider dans vos processus de prise de décisions et de planification.
<b>Si NON</b>	✗	Veillez expliquer comment la transparence peut être améliorée. Que peut-on faire de plus pour que tous les participants à la riposte nationale soient bien informés ?
<b>Question de base</b>	<b>A8.2B</b>	L'information relative au budget et à la programmation circule-t-elle de manière transparente entre votre organisation et les autres partenaires nationaux ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur le niveau de transparence du partage d'informations. Veillez décrire si vous recevez suffisamment d'information à jour et détaillée pour vous aider dans vos processus de prise de décisions et de planification.
<b>Si NON</b>	✗	Veillez expliquer comment la transparence peut être améliorée. Que peut-on faire de plus pour que tous les participants à la riposte nationale soient bien informés ?

**Questions générales, ouvertes**

- D'autres questions relatives à l'ouverture et à la transparence des flux d'informations que vous aimeriez commenter ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Que pourrait faire de plus le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida pour coordonner le flux d'informations et assurer la transparence ?
- Y a-t-il des défis particuliers avec les partenaires internationaux et les grandes organisations de donateurs en ce qui concerne le partage des informations et la transparence ? Y a-t-il des exemples spécifiques où les partenaires internationaux n'ont pas partagé des informations importantes relatives au programme ou au budget avec l'autorité nationale de coordination sida ou avec les partenaires nationaux ?

*Pour les organisations de la société civile*

- Que pourrait-on faire de plus pour s'assurer que tous les groupes clés de la société civile (à différents niveaux) reçoivent des informations exactes et ponctuelles sur la riposte nationale ? Quels sont les principaux obstacles au flux d'informations et les goulets d'étranglement, en particulier pour les groupes marginalisés ?

*Pour le personnel du secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida*

- Que peut faire de plus le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida pour améliorer le flux d'informations parmi les partenaires nationaux et internationaux ? Existe-t-il un plan de communication sida ou un protocole de partage d'informations ? Si non, devrait-on en élaborer un ? Quelles sont les capacités ou les processus requis pour améliorer le partage d'informations ?

**9.2 Questions aux partenaires internationaux**

<p><i>Catégorie : Autorité nationale de coordination sida et cadre stratégique national</i></p>	<p><b>Domaine d'évaluation</b></p>	<p><b>B1</b></p>	<p><b>Degré d'alignement entre les stratégies sida des partenaires internationaux et les cadres stratégiques sida nationaux ou sous-nationaux</b></p>
---	------------------------------------	------------------	---

**Description**

Les « Trois Principes » demandent à tous les partenaires internationaux (et nationaux) d'aligner leur travail sur un cadre stratégique national sida convenu. Ceci inclut le fait de reconnaître le cycle programmatique et budgétaire propre au pays et de soigneusement harmoniser la planification des partenaires internationaux et les processus de décaissement avec ce cycle. Les partenaires internationaux doivent évidemment soutenir la mise en œuvre du cadre stratégique national et, dans certains cas, ils sont étroitement impliqués dans son élaboration. Si leurs stratégies de programmation ne sont pas alignées sur le plan stratégique national, ou s'ils financent des initiatives en dehors du plan stratégique national sida, il y a un risque de contrecarrer ou de saper son efficacité et de détourner des ressources des priorités nationales. Il peut également y avoir de nombreux doubles emplois ou des chevauchements des investissements des partenaires internationaux dans certains domaines clés. Les partenaires internationaux peuvent s'assurer que leurs plans et leurs stratégies de programmation sont explicitement liées à la stratégie nationale sida en précisant clairement, par exemple,



quels résultats ou objectifs du plan d'action national sont soutenus par leur programmation ou leurs activités de prestation de services. Ils peuvent également ajuster leurs approches programmatiques propres pour soutenir pleinement le cadre stratégique national sida, ce qui peut signifier un retrait ou un changement de direction stratégique de certaines initiatives qui ne sont pas clairement liées au cadre national ou la suspension d'activités en cas de double emploi majeur entre différentes agences.

Si les capacités varient considérablement, l'autorité nationale de coordination sida doit avoir l'opportunité de passer en revue et de commenter la documentation produite par les partenaires internationaux pour guider leur programme dans le pays (que ce soient des cadres programmatiques, des documents de projet, des plans nationaux, et/ou des stratégies de programme). Ceci permet de vérifier qu'ils sont bien alignés sur le plan et le cadre stratégiques du pays. De même, il incombe aux partenaires internationaux de s'assurer que tous les documents et plans de programme concernés sont partagés avec l'autorité nationale de coordination sida et revus par cette dernière, de manière qu'il y ait complète cohésion et transparence de leurs buts et stratégies. Si l'autorité nationale de coordination sida examine et valide les plans produits par les partenaires internationaux, elle peut soulever des questions de stratégie et suggérer des modifications qui reflètent mieux les priorités du pays.

<b>Question de base</b>	<b>B1.1</b>	Votre organisation a-t-elle participé à la conception et/ou à la validation du dernier cadre stratégique national ou document équivalent ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur votre niveau de participation à la conception et/ou à la validation. En avez-vous été satisfait ? Y a-t-il des manières dont votre participation ou votre inclusion auraient pu être améliorées ?
<b>Si NON</b>	✗	Veillez développer les manières dont votre organisation peut contribuer aux futurs processus de planification stratégique nationale et/ou de validation.
<b>Question de base</b>	<b>B1.2</b>	Votre organisation a-t-elle une stratégie de programmation en matière de sida (objectifs, cibles, plans, dépenses et activités) ?
<b>Si OUI</b>	✓	Décrivez comment la stratégie de votre organisation est alignée sur le cadre stratégique national ou un document équivalent.
<b>Si NON</b>	✗	Décrivez comment vous envisagez d'élaborer à l'avenir une stratégie de programmation organisationnelle tirée du plan ou cadre stratégique national sida.
<b>Question de base</b>	<b>B1.3</b>	Votre organisation a-t-elle modifié ses stratégies de programmation pour mieux soutenir le cadre stratégique national ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez expliquer en détail le type de modifications réalisées. Comment avez-vous adapté vos ressources, objectifs et domaines de travail pour assurer un soutien optimal au cadre stratégique national ?
<b>Si NON</b>	✗	Dites-nous comment votre organisation pourrait opérer des changements pour mieux vous aligner sur le cadre national.
<b>Question de base</b>	<b>B1.4</b>	Votre organisation a-t-elle un plan de programmation sida revu et validé par l'autorité nationale de coordination sida ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur la manière dont cela a été fait et le type de rétro-information reçu. Cette rétro-information vous a-t-elle amené à opérer des changements, et si oui, lesquels ?
<b>Si NON</b>	✗	Votre organisation a-t-elle des plans lui permettant de s'assurer que l'autorité nationale de coordination sida revoit et valide vos stratégies ? Pourquoi ou pourquoi pas ?



<b>Question de base</b>	<b>B1.5</b>	A votre avis, toutes les organisations nationales/internationales concernées ont-elles participé à la conception et/ou à la validation du dernier cadre stratégique national ou d'un document équivalent ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur le niveau de participation. Avez-vous été satisfait du niveau de participation des autres organisations ? De quelle manière spécifiques aurait-on pu améliorer la participation ?
<b>Si NON</b>	✗	Veillez nous dire qui d'autre devrait selon vous participer à l'avenir.
<b>Question de base</b>	<b>B1.6</b>	D'une manière générale, les plans et stratégies de programmation sida des partenaires internationaux sont-ils alignés sur les plans stratégiques nationaux ou sous-nationaux ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des exemples de forces et de faiblesses.
<b>Si NON</b>	✗	Veillez indiquer les domaines où vous pensez qu'un meilleur alignement est crucial.

**Questions générales, ouvertes**

- Quels sont selon vous les principaux succès et défis en matière d'alignement des stratégies des partenaires internationaux sur l'autorité nationale de coordination sida et/ou le cadre stratégique national ? D'autres questions que vous aimeriez commenter ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Quelle est votre situation en matière d'alignement sur les cadres/plans stratégiques sous-nationaux ?
- Comment votre organisation s'assure-t-elle que tous les arrangements financiers sont alignés sur le cadre stratégique national ? Quels sont les principaux problèmes que cela pose selon vous ?

*Pour les organisations multilatérales*

- Quels sont les principaux problèmes en matière d'alignement selon vous ? Quelles initiatives spécifiques prenez-vous pour assurer cet alignement (par exemple, plan de travail consolidé des Nations Unies au niveau des pays, groupes de coordination des Nations Unies) ?

*Pour les organisations bilatérales*

- Quels sont les principaux problèmes en matière d'alignement pour les organisations bilatérales ? Quelle politique applique votre organisation pour permettre l'alignement ? A quelles restrictions spécifiques vous heurtez-vous, le cas échéant, à cause de la politique ou de l'approche de votre gouvernement en matière d'alignement ?

*Pour les organisations non gouvernementales internationales*

- Quel est le degré d'autonomie de votre organisation pour s'aligner sur le cadre stratégique national ? Y a-t-il des restrictions à l'alignement par une organisation parente ou par ses donateurs ?

*Pour le Fonds mondial (membres du mécanisme de coordination dans les pays)*

- Comment fonctionne le mécanisme CCM (mécanisme de coordination dans les pays) pour assurer l'alignement sur le cadre stratégique national ?

Catégorie : <i>Autorité nationale de coordination sida et cadre stratégique national</i>	Domaine d'évaluation	<b>B2</b>	Degré de soutien et de coopération des partenaires internationaux avec l'autorité nationale de coordination sida
--	----------------------	-----------	--

## Description

Les partenaires internationaux peuvent contribuer à assurer un maillage et une représentation efficaces, coordonnés et collégiaux entre eux et avec l'autorité nationale de coordination sida grâce à un soutien vigoureux et cohérent à la coordination nationale. Les partenaires internationaux devraient par exemple participer au forum national de partenariat (où il existe) et ils peuvent contribuer à soutenir le fonctionnement efficace des groupes de travail ou des groupes techniques sida grâce à diverses prestations (présence régulière, représentation cohérente, aide à la préparation de plans de comités et de stratégies d'action clairs (y compris les budgets), de soutien financier, de fourniture de secrétariat) ainsi qu'en s'assurant que la dynamique de groupe est démocratique et inclusive. Même si les méthodes varient, le soutien aux mécanismes de coordination nationale est également basé sur le besoin d'un dialogue inclusif en matière de politique, et d'opportunités régulières pour les partenaires internationaux et les parties prenantes nationales de partager leur analyse politique. Les partenaires internationaux doivent se coordonner entre eux pour offrir un soutien harmonisé aux mécanismes de coordination nationale et de dialogue politique et trouver des stratégies destinées à éviter les redondances et les chevauchements entre comités, éventuellement grâce à des accords de coopération délégués.

Question de base	<b>B2.1</b>	Votre organisation est-elle représentée, directement ou indirectement, à l'autorité nationale de coordination sida au niveau national et sous-national ?
Si OUI	✓	Veuillez donner des détails sur votre niveau de représentation.
Si NON	✗	Veuillez donner des détails sur la manière dont votre organisation peut contribuer aux efforts de coordination.

### *Questions générales, ouvertes*

- Quels sont selon vous les principaux succès et défis en matière de soutien de l'autorité nationale de coordination sida et de coopération avec elle ? D'autres questions que vous aimeriez commenter ?

### *Questions supplémentaires facultatives*

- Comment votre organisation soutient-elle le renforcement des capacités de l'autorité nationale de coordination sida pour qu'elle puisse revoir et valider les plans de programmation des partenaires internationaux ? Comment contribuez-vous à accroître leur leadership, leur appropriation et leur contrôle de la riposte nationale ?

- Que fait-on pour assurer la pérennité à long terme des systèmes et processus pour la riposte nationale au sida ?

<p><i>Catégorie : Suivi et évaluation</i></p>	<p><b>Domaine d'évaluation</b></p>	<p><b>B3</b></p>	<p><b>Degré d'alignement des partenaires internationaux sur le système ou cadre national de suivi et d'évaluation en matière de sida</b></p>
---	------------------------------------	------------------	--

## Description

C'est à l'autorité nationale de coordination sida que revient la responsabilité ultime de coordonner, mais ceci peut exiger un processus graduel de création de capacités, de soutien logistique et d'apport technique. Des conseils peuvent être nécessaires pour créer des plans opérationnels efficaces de suivi et d'évaluation et permettre l'établissement de relations de travail solides. Dans de nombreux pays par exemple, les partenaires internationaux offrent un soutien continu grâce à leur implication dans le groupe de travail technique de suivi et d'évaluation ou dans une initiative similaire de façon à renforcer les capacités nationales. Ces mécanismes de coordination et d'engagement des partenaires sont utiles s'ils ont un mandat clair, des plans d'activités budgétisés et des évaluations annuelles des domaines où la collaboration s'est exercée. Il est également important pour les partenaires internationaux de participer de manière cohérente et diligente à ces mécanismes de coordination pour obtenir le plein bénéfice de la coopération et du renforcement des capacités.

De nombreux pays ont investi beaucoup de temps et d'énergie dans le renforcement des capacités de suivi et d'évaluation de la riposte nationale et ont sollicité une expertise technique extérieure des donateurs et des partenaires internationaux pour mettre en place un système national unifié de suivi et d'évaluation. Les informations émanant de ce système de suivi et d'évaluation devraient être faciles à utiliser à tous les niveaux pour la prise de décisions, à la fois pour les partenaires nationaux et internationaux. Si ces informations ne servent qu'à répondre à des demandes de rapports externes (par exemple l'UNGASS) et pas à la prise de décisions relatives au programme national, et/ou si les partenaires internationaux continuent à utiliser leur système de suivi et d'évaluation parallèle, des opportunités majeures peuvent être perdues en termes d'amélioration de la performance d'ensemble du programme sida. Les données relatives à la surveillance, à la prestation de services ou les indicateurs de couverture les plus importants peuvent par exemple contribuer à identifier les succès et les lacunes de la riposte et suggérer des actions concrètes à mettre en œuvre. Les partenaires internationaux peuvent démontrer l'efficacité de prises de décisions basées sur des éléments tangibles obtenus grâce aux système de suivi et d'évaluation en utilisant de façon cohérente les données de performance pour leurs propres prises de décisions programmatiques et en encourageant l'autorité nationale de coordination sida à faire de même. Idéalement, tous les partenaires internationaux doivent être intégrés au cadre et au système de suivi et d'évaluation en réduisant ou en éliminant les requêtes particulières de suivi et d'évaluation en dehors du cadre commun agréé et en utilisant le système national comme première source de données de performance. Les partenaires internationaux devraient progressivement mettre fin au système parallèle de suivi et d'évaluation spécifique de leur agence car ce dernier peut saper la crédibilité et le fonctionnement du système national unifié.

Question de base	<b>B3.1</b>	Votre organisation a-t-elle un plan/système de suivi et d'évaluation ?
Si OUI	✓	Comment ce plan est-il aligné sur le cadre national de suivi et d'évaluation ?
Si NON	✗	Comment votre organisation mesure-t-elle les progrès de vos activités ?
Question de base	<b>B3.2</b>	Votre organisation se base-t-elle sur les informations obtenues à partir du système de suivi et d'évaluation de l'autorité nationale de coordination sida (s'il existe) en matière de prise de décisions programmatiques ?
Si OUI	✓	Veillez décrire quelles informations vous utilisez. Obtenez-vous les données dont vous avez besoin ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
Si NON	✗	Veillez indiquer comment votre organisation pourrait améliorer son alignement sur le cadre stratégique national. Que pourrait-on faire pour améliorer l'alignement entre le système de suivi et d'évaluation de votre organisation et le système national ?
Question de base	<b>B3.3</b>	Votre organisation soutient-elle l'élaboration de mécanismes de coordination du système national de suivi et d'évaluation ainsi que le développement de ses capacités techniques ?
Si OUI	✓	Veillez décrire comment. Qu'apporte votre organisation en termes de renforcement des capacités et à quel niveau (formation, ressources humaines, soutien à la gestion, ressources techniques, etc.) ?
Si NON	✗	Veillez suggérer des façons dont votre organisation pourrait faire partie du réseau de soutien ou de renforcement des capacités du cadre/système national de suivi et d'évaluation.

### *Questions générales, ouvertes*

- Quelles sont selon vous les principaux succès et défis en matière d'alignement des stratégies de suivi et d'évaluation des partenaires internationaux sur le cadre ou le système national de suivi et d'évaluation ? Que pourrait-on faire d'autre pour renforcer les capacités de l'autorité nationale de coordination sida à votre avis ? D'autres questions que vous aimeriez commenter ?

### *Questions supplémentaires facultatives*

- Quelle est votre situation en matière d'alignement sur les cadres ou systèmes sous-nationaux de suivi et d'évaluation ?
- Comment fait votre organisation pour assurer la création d'un cadre ou système national de suivi et d'évaluation et son alignement sur ce cadre ? Quels sont les principaux problèmes que cela pose selon vous ?

### *Pour les organisations multilatérales*

- Quels sont les principaux problèmes en matière d'alignement du suivi et de l'évaluation selon vous ? Si votre organisation a toujours un système parallèle de suivi et d'évaluation, quelles en sont les forces et les faiblesses ? Que pourrait-on faire de plus pour renforcer la capacité nationale de suivi et d'évaluation de façon que les systèmes parallèles soient inutiles ?

*Pour les organisations bilatérales*

- Quels sont les principaux problèmes en matière d’alignement du suivi et de l’évaluation pour les organisations bilatérales ? Si votre organisation a toujours un système parallèle de suivi et d’évaluation, quelles en sont les forces et les faiblesses ? Que pourrait-on faire de plus pour renforcer la capacité nationale de suivi et d’évaluation de façon à rendre inutiles les systèmes parallèles ?



*Pour les organisations non gouvernementales internationales*

- Quel est le degré d’autonomie de votre organisation pour s’aligner sur le cadre ou système national de suivi et d’évaluation ? Y a-t-il des restrictions à l’alignement par une organisation parente ou par vos donateurs ?

<i>Catégorie : Suivi et évaluation</i>	<b>Domaine d’évaluation</b>	<b>B4</b>	<b>Degré de participation des partenaires internationaux à l’examen conjoint du programme national sida ou à un processus équivalent</b>
--	-----------------------------	-----------	--

## Description

Il est important pour les partenaires internationaux de s’aligner sur les systèmes dirigés par les pays pour le suivi continu des performances et de renforcer ces systèmes. Ces processus soutiennent la mise en œuvre réelle du plan/cadre stratégique national en offrant à toutes les parties prenantes, nationales et internationales, des opportunités d’évaluer à tout moment les progrès réalisés par rapport aux objectifs et résultats visés, d’analyser les forces et les faiblesses des systèmes de coordination et de suivi, d’estimer le besoin d’ajustements grâce à un processus complet d’examen par les pairs et de s’accorder sur la poursuite des activités. Dans la majorité des pays, l’examen annuel conjoint est organisé par l’autorité nationale de coordination sida, en étroite coopération avec les partenaires internationaux, sous la supervision d’un groupe de travail ou d’un groupe de référence. Une équipe multisectorielle indépendante (parfois avec la participation des membres du groupe de travail) effectue des visites sur le terrain et recueille des informations afin de préparer un rapport qualitatif sur les progrès réalisés vis-à-vis des résultats et des budgets, estimer les tendances et l’efficacité des ripostes programmatiques et faire des recommandations hiérarchisées pour la période suivante. Une réunion ou un atelier peuvent alors être organisés avec toutes les parties prenantes clés aux niveaux national et international afin de discuter et d’approuver ces recommandations et d’attribuer les responsabilités pour le suivi. Le rôle des partenaires internationaux est essentiel pour le processus d’examen du programme national sida, en termes de participation et d’engagement actifs ainsi que pour faire en sorte que le leadership et les capacités techniques de l’autorité nationale de coordination sida soient pleinement renforcés.

<b>Question de base</b>	<b>B4.1</b>	Votre organisation a-t-elle participé au dernier examen conjoint du programme national sida (ou un processus équivalent s’il en existe un) ou l’a-t-elle soutenu ?
<b>Si OUI</b>		Décrivez comment vous soutenez ce processus et/ou y participez. Etes-vous satisfait de votre niveau de participation ? Comment aurait-il pu être amélioré ?
<b>Si NON</b>		Veillez suggérer des façons dont votre organisation pourrait participer à l’examen conjoint du programme national ?

**Questions générales, ouvertes**

- Quels sont selon vous les principaux succès et défis en matière d'examen conjoint du programme national ? Que pourrait-on faire de plus pour soutenir ce processus selon vous ? D'autres questions que vous aimeriez commenter ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Que pensez-vous de la qualité, de l'étendue et de l'efficacité du processus d'examen conjoint annuel à ce jour (s'il en existe un) ? Que pourrait-on faire de plus pour le renforcer en termes de développement des capacités, de compétences en leadership et en coordination, de financement etc. ? Que peut-on faire pour assurer son appropriation par l'autorité nationale de coordination sida ?

Catégorie : Finances	Domaine d'évaluation	<b>B5</b>	Degré d'engagement indicatif des partenaires internationaux à la riposte nationale sur plusieurs années (au moins trois ans)
----------------------	----------------------	-----------	--

**Description**

Il est important d'assurer un maximum de prévisibilité (à court et à moyen terme) du financement externe de la riposte nationale. Les plans stratégiques nationaux sont généralement conçus pour des périodes allant jusqu'à six ans. Il serait donc logique que les engagements des partenaires internationaux soient alignés sur ces échéances. Des engagements de courte durée de la part des donateurs peuvent contribuer à un environnement instable de la programmation et à une diminution de l'efficacité du programme national sida. On estime généralement qu'un engagement de plusieurs années – au moins trois ans – est un objectif à viser pour établir des budgets réalistes qui soutiennent les priorités reflétées dans le plan national sida. Les partenaires internationaux peuvent augmenter l'efficacité de leur engagement financier dans la riposte en accroissant la stabilité et la durée de ces engagements ainsi qu'en adoptant une attitude ouverte et transparente vis-à-vis de l'autorité nationale de coordination sida sur ces prévisions. De même, la chronologie des décaissements dans le cadre des arrangements de financement de plusieurs années ou communs doivent être alignés sur les cycles de programmation et de budgétisation du pays. Ceci peut également contribuer à renforcer les capacités de planification et de financement de l'autorité nationale de coordination sida et de ses partenaires /membres multisectoriels.

<b>Question de base</b>	<b>B5.1</b>	Votre organisation a-t-elle un engagement financier de plusieurs années (au moins trois ans) vis-à-vis du cadre stratégique national sida ?
<b>Si OUI</b>	✓	Quelle est la durée exacte de votre engagement et quelle en est l'ampleur approximative (dans quels domaines programmatiques, etc.) ?
<b>Si NON</b>	✗	Serait-il possible d'augmenter la durée de votre engagement financier ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

**Questions générales, ouvertes**

- Quels sont selon vous les principaux succès et défis en matière de financement assuré et continu de la riposte nationale ? Que pourrait-on faire de plus pour créer un soutien financier à long terme selon vous ? D’autres questions que vous aimeriez commenter ?



**Questions supplémentaires facultatives**

- A votre avis, un financement de plusieurs années est-il souhaitable dans ce contexte? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Y a-t-il des contraintes organisationnelles internes qui pèsent sur votre capacité à vous engager financièrement sur plusieurs années (de la part de vos donateurs, etc.) ? Si oui, quelles sont-elles et comment y remédier ?

Catégorie : Finances	<b>Domaine d'évaluation</b>	<b>B6</b>	<b>Degré de soutien des partenaires internationaux aux arrangements de financement commun pour la riposte nationale</b>
----------------------	-----------------------------	-----------	---

**Description**

Des approches basées sur un programme ou des mécanismes de financement commun sont élaborés dans de nombreux domaines de développement ou sont déjà en place pour améliorer l’efficacité de l’aide sur le plan mondial. Les partenaires internationaux dans le domaine du sida commencent à témoigner d’un engagement accru vis-à-vis des arrangements financiers où l’autorité nationale de coordination sida exerce un contrôle direct plus marqué et s’approprie les ressources pour le sida. Dans certains pays, les arrangements communs existent là où les donateurs offrent un soutien consolidé au budget national intégré concernant le sida ainsi qu’à la stratégie nationale et enfin, participent activement à la riposte nationale à d’autres niveaux de financement. Dans d’autres pays, où cela ne se produit pas encore, des efforts progressifs visent à élaborer des mécanismes de financement adaptés, appropriés et gérés par le pays, et à renforcer les capacités de l’autorité nationale de coordination sida à gérer ces arrangements. Des fonds communs pour une riposte nationale unifiée contribuent à augmenter la stabilité et à favoriser le leadership de l’autorité nationale de coordination sida. Cependant, cette évolution peut être progressive en plusieurs étapes, où les partenaires internationaux peuvent par exemple à la fois contribuer aux fonds communs et au soutien de projets. Une fois que les fonds communs sont en place, il est important de vérifier la ponctualité des décaissements par les partenaires internationaux selon le calendrier approuvé conformément à un protocole d’accord ainsi que le montant réel des décaissements comparé aux engagements.

<b>Question de base</b>	<b>B6.1A</b>	Votre organisation est-elle impliquée dans des arrangements de financement commun de la riposte nationale au sida ?
<b>Si OUI</b>		Veuillez donner des détails et un calendrier de votre participation actuelle aux arrangements communs (par exemple paniers communs).
<b>Si NON</b>		Veuillez expliquer en détail comment votre organisation pourrait augmenter sa participation aux arrangements communs.

<b>Question de base</b>	<b>B6.1B</b>	Veillez indiquer le montant annuel consacré par votre organisation à la riposte nationale et la proportion de ce montant qui est destinée aux arrangements communs ?
<b>Question de base</b>	<b>B6.2</b>	Votre organisation fournit-elle des fonds à des organisations intermédiaires ou à travers des modalités de financement hors du budget national sida actuel (s'il existe) ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez décrire les mécanismes permettant de rapporter ces résultats à l'autorité nationale de coordination sida pour faciliter la surveillance des ressources nationales consacrées au sida. Votre organisation informe-t-elle en détail l'autorité nationale de coordination sida sur toutes les dépenses faites en faveur du sida ?
<b>Si NON</b>	✗	Veillez suggérer comment mieux obtenir les informations financières relatives à la riposte nationale.

### *Questions générales, ouvertes*

- Quels sont selon vous les principaux succès et défis relatifs aux arrangements de fonds communs ou paniers communs ? Que pourrait-on faire de plus pour renforcer cette approche selon vous ? D'autres questions que vous aimeriez commenter ?

### *Questions supplémentaires facultatives*

- A votre avis, le financement commun est-il une option viable pour le renforcement de la riposte nationale ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Là où le financement commun existe ou est en voie d'élaboration, votre organisation est-elle impliquée dans l'assistance à l'autorité nationale de coordination sida afin d'élaborer des systèmes qui permettent à la société civile d'avoir accès aux fonds communs ?
- Quelles sont les principales contraintes internes (politique du gouvernement ou des donateurs, obligation de rendre des comptes/problèmes de contrôle, etc.) auxquelles votre organisation doit faire face en allant vers le financement commun ?

### *Pour les organisations non gouvernementales internationales*

- Avez-vous accès au financement commun et/ou aux fonds du budget national (s'il existe) ? Quels sont les obstacles majeurs à cet accès ?
- Votre organisation fait-elle fonction d'intermédiaire ou d'agence de mise en œuvre pour des donateurs externes ? Si oui, dans quelle mesure ceci influence-t-il votre capacité à participer aux arrangements de fonds communs, à être en harmonie avec le budget national, etc. ? Rapportez-vous ce financement à l'autorité nationale de coordination sida de façon à l'intégrer au budget national sida ?

<i>Catégorie : Administration, soutien, coordination et communication</i>	<b>Domaine d'évaluation</b>	<b>B7</b>	<b>Degré d'harmonisation des partenaires internationaux avec les mécanismes d'approvisionnement</b>
---	---------------------------------	-----------	---



## Description

Conformément aux principes de la Déclaration de Paris, les partenaires internationaux devraient autant que possible se fonder sur les politiques et systèmes d’approvisionnement nationaux quand ils existent et les soutenir activement dans le temps. L’approvisionnement en biens et services pour la riposte nationale à travers les systèmes propres du pays est une démonstration concrète d’appropriation nationale. L’harmonisation des conditions d’approvisionnement des partenaires internationaux avec le système national d’approvisionnement et la disponibilité des biens et services en temps utiles et à un coût raisonnable diminuent la dépendance par rapport aux organisations de financement pour la fourniture de produits essentiels comme les médicaments et les préservatifs. Le renforcement des capacités en matière de politiques et systèmes d’approvisionnement peut consommer beaucoup de temps et de ressources. C’est pourquoi les partenaires internationaux doivent s’engager à aider l’autorité nationale de coordination sida à créer une structure participative très large qui s’approprierait l’assistance technique et à renforcer les compétences et infrastructures nécessaires pour que les mécanismes d’approvisionnement répondent aux normes internationales. Comme il existe de nombreux modèles et exemples de politiques d’approvisionnement, les partenaires internationaux peuvent également jouer un rôle en proposant les bonnes pratiques ou les approches qui ont bien fonctionné ailleurs et ensuite offrir des conseils sur la manière de les adapter au contexte du pays.

Une meilleure harmonisation de l’approvisionnement pour les partenaires internationaux inclut un processus continu d’auto-évaluation et d’ajustement de leurs systèmes internes d’approvisionnement à harmoniser avec le système du pays et à le soutenir. Ceci peut consister à participer activement aux comités de coordination ou aux groupes de travail (que ce soit au niveau national ou sous-national) réunis par l’autorité nationale de coordination sida et impliquant d’autres partenaires multisectoriels majeurs pour discuter la formulation de politiques et de normes appropriées d’approvisionnement, faire face aux goulets d’étranglement et agir au besoin pour améliorer les processus d’approvisionnement relatifs au sida. Au besoin, les comités d’approvisionnement peuvent se réunir régulièrement et fréquemment pour créer un environnement de travail qui incite les partenaires internationaux à soutenir les capacités et systèmes nationaux. Dans le domaine pharmaceutique par exemple, les politiques et procédures liées aux appels d’offre compétitifs, à l’assurance qualité et à la gestion des risques devraient faire l’objet de discussions grâce à un mécanisme de coordination multi-agences où les partenaires internationaux pourraient partager leur expertise et aider les agences nationales à mettre en place des systèmes de gestion efficaces. Si l’autorité nationale de coordination sida et d’autres partenaires estiment qu’il y a des problèmes relatifs à la manière dont les partenaires internationaux gèrent leur propre approvisionnement, ces types de mécanismes de coordination peuvent promouvoir un dialogue constructif et contribuer à faire surgir des solutions réalisables.

<b>Question de base</b>	<b>B7.1</b>	Votre organisation utilise-t-elle les politiques/procédures nationales d’approvisionnement et les mécanismes de coordination interinstitutions (là où ils existent) ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez donner des détails sur le niveau de soutien et d’implication de votre organisation dans l’harmonisation de l’approvisionnement (en biens ou en services).
<b>Si NON</b>	✗	Veillez expliquer en détail comment votre organisation pourrait augmenter son implication dans l’harmonisation de l’approvisionnement.

### Questions générales, ouvertes

- Quels sont selon vous les principaux succès et défis en matière d’harmonisation de l’approvisionnement ? Que pourrait-on faire de plus pour renforcer cette approche dans le temps selon vous ? D’autres questions que vous aimeriez commenter ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- A votre avis, le système d'approvisionnement national standardisé est-il une option réaliste dans votre pays ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Quels sont les principaux défis et contraintes de ce système ?
- Que fait votre organisation pour renforcer les capacités des partenaires nationaux dans le cadre de la riposte ? Quels succès avez-vous obtenus ?
- Comment fonctionnent les mécanismes de coordination de l'approvisionnement interinstitutions ? Les organisations internationales ont-elles réussi à harmoniser entre elles les normes, les conditions et les processus d'approvisionnement ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Catégorie : <i>Administration, soutien, coordination et communication</i>	Domaine d'évaluation	<b>B8</b>	Degré de renforcement des capacités techniques et d'harmonisation de leurs stratégies d'assistance technique des partenaires internationaux
--	-------------------------	-----------	--

**Description**

L'appropriation nationale de l'assistance technique est un composant essentiel d'une riposte nationale améliorée et durable. Ceci comprend l'élaboration par les pays de plans d'assistance technique et leur coordination à travers l'autorité nationale de coordination sida et/ou à travers d'autres mécanismes de coordination multi-partenaires (comme les comités ou les groupes de travail d'assistance technique). S'il n'y a pas encore de stratégie nationale d'assistance technique sida, les partenaires internationaux peuvent aider l'autorité nationale de coordination sida à évaluer les besoins techniques et à élaborer des plans budgétaires complets basés sur des engagements financiers appropriés. Ils peuvent également s'assurer que l'appropriation nationale et le contrôle de l'assistance technique pour la riposte nationale sont reflétés dans le degré de responsabilité fiduciaire directe et juridique des principaux contrats d'assistance technique. Les partenaires internationaux devraient alors harmoniser leurs propres approches d'assistance technique avec ces plans nationaux. Cette stratégie peut progressivement réduire la tendance des partenaires internationaux à proposer, voire suggérer, une assistance technique plutôt que de répondre aux requêtes de l'autorité nationale de coordination sida ou d'autres parties prenantes clés. De même, le fait que l'autorité nationale de coordination sida et ses partenaires de mise en œuvre gèrent la majorité des appels d'offre d'assistance technique (la rédaction du mandat, la sélection des candidats, les démarches administratives liées aux contrats et le décaissement des fonds) ne peut qu'accroître les capacités du pays en gestion de l'assistance technique. Les partenaires internationaux peuvent également participer régulièrement aux comités d'examen ou aux groupes de travail avec leurs homologues nationaux pour évaluer et aborder activement les problèmes de coordination de l'assistance technique et les goulets d'étranglement éventuels, et trouver des moyens d'améliorer l'appropriation nationale et la gestion de la fourniture et des contrats d'assistance technique.

<b>Question de base</b>	<b>B8.1</b>	Votre organisation renforce-t-elle les capacités techniques et organisationnelles, notamment celles du gouvernement et de la société civile ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veuillez décrire comment votre organisation procède et à quel niveau. Comment assure-t-elle la pérennité de la riposte nationale ?
<b>Si NON</b>	✗	Comment votre organisation pourrait-elle augmenter encore son approche de renforcement des capacités ?

<b>Question de base</b>	<b>B8.2</b>	Votre organisation utilise-t-elle la stratégie nationale d'assistance technique (là où elle existe) en matière de fourniture de soutien technique ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez décrire comment votre organisation assure la cohérence avec la stratégie de l'autorité nationale de coordination sida (là où elle existe).
<b>Si NON</b>	✗	Que pourrait-on faire de plus pour améliorer l'harmonisation et la coordination de l'assistance technique ?

**Questions générales, ouvertes**

- Quels sont selon vous les principaux succès et défis en matière d'harmonisation de l'assistance technique ? Que pourrait-on faire de plus pour renforcer cette approche dans le temps selon vous ? D'autres questions que vous aimeriez commenter ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Le renforcement des capacités techniques offert par votre organisation à la riposte nationale est-il induit par la demande, c'est-à-dire basé sur les besoins spécifiques exprimés par les partenaires nationaux ? Peut-on améliorer la prise de décisions sur l'ampleur de l'assistance technique induite par la demande ?
- Les contrats et la fourniture d'assistance techniques sont-ils gérés par votre organisation ou par les partenaires nationaux ?
- Votre organisation soutient-elle des initiatives spécifiques destinées à renforcer les capacités de la société civile (surtout des groupes marginalisés) à participer à la riposte nationale ? Si oui, comment cela est-il organisé et comment savez-vous que ces efforts aboutissent ?
- Jusqu'à quel point est-il possible d'élaborer une stratégie harmonisée d'assistance technique parmi les partenaires internationaux et avec leurs homologues nationaux dans ce contexte ? Les Nations Unies et autres partenaires font-ils des efforts particuliers pour créer une stratégie d'assistance technique harmonisée ? Quels sont le statut et la qualité de la stratégie nationale actuelle d'assistance technique (si elle existe) et comment est-il possible de faire en sorte que l'autorité nationale de coordination sida se l'approprie ?

<i>Catégorie : Administration, soutien, coordination et communication</i>	<b>Domaine d'évaluation</b>	<b>B9</b>	<b>Degré d'harmonisation des partenaires internationaux entre eux et vis-à-vis de la riposte nationale en matière d'administration, de rapports techniques et financiers et de ressources humaines</b>
---	---------------------------------	-----------	--

**Description**

**Administration.** Il y a de nombreuses manières pour les partenaires internationaux de simplifier ou d'intégrer les procédures et exigences afin de réduire les coûts de transaction et les doubles emplois par l'autorité nationale de coordination sida et d'autres partenaires clés. Le principe général est que l'autorité nationale de coordination sida devrait fixer ses propres règles et procédures administratives, y compris le type et le nombre de transactions réalisées avec les partenaires internationaux. Dans de nombreux pays, les partenaires internationaux ont fait de gros efforts pour réduire le nombre de réunions ou de consultations bilatérales

demandées à l'autorité nationale de coordination sida, participer aux réunions et missions conjointes chaque fois que c'est approprié et d'adhérer au concept de « période de calme » c'est-à-dire qu'à certains moments de l'année, les partenaires internationaux ne demandent aucune consultation ni réunion. Une autre stratégie consiste en arrangements de coopération délégués c'est-à-dire qu'un ou plusieurs partenaires internationaux autorisent une agence paire à participer à toute réunion, négociation ou tout examen en leur nom avec l'autorité nationale de coordination sida et de faire ensuite un rapport au partenaire international. Ces arrangements sont utiles pour réduire le fardeau imposé à l'autorité nationale de coordination sida en élaborant une approche coordonnée par les partenaires internationaux.

**Rapports.** Il est également important d'assurer une cohérence entre les exigences des partenaires internationaux en matière de rapports et d'harmoniser les rapports externes avec ceux qui sont produits dans le pays. Il doit également exister un accord qui permette d'éviter les demandes d'information spécialisées ou ad hoc pour les produits administratifs des partenaires internationaux. C'est la responsabilité des partenaires internationaux de réduire – et même finalement d'éliminer – les rapports spécifiques d'une agence demandés pour des raisons d'obligation de rendre des comptes tandis qu'en même temps, l'autorité nationale de coordination sida doit élaborer une approche unifiée des rapports externes et internes. Par exemple, les rapports relatifs au cadre stratégique national sida doivent être régulés par un plan et un programme appartenant au pays. Dans ce plan, l'autorité nationale de coordination sida accepte de produire un nombre prédéterminé de produits administratifs tels que les plans et les rapports qui contiennent suffisamment d'informations pour être utilisés par tous les partenaires internationaux.

**Ressources humaines.** Une pénurie de personnel formé pour remplir les postes clés médicaux, techniques et d'encadrement et de supervision, au sein de l'autorité nationale de coordination sida ou des autres agences importantes, constitue un défi pour de nombreux pays, surtout au niveau national. En effet, l'autorité nationale de coordination sida a besoin d'un ensemble de ressources humaines très compétentes pour assurer la coordination centrale. Les partenaires internationaux fournissent souvent un soutien vital au renforcement des capacités à différents niveaux, surtout à travers la formation et les incitations. Mais dans d'autres cas, ils aggravent la pénurie en recrutant le personnel le plus compétent pour leurs propres agences. Les organisations nationales font donc face à une pénurie de capacités dans certains domaines et ne sont plus capables d'attirer et de retenir du personnel qualifié dans des postes clés. Les partenaires internationaux devaient s'assurer que l'autorité nationale de coordination sida, les ministères stratégiques et les organisations non gouvernementales nationales sont capables de retenir leur personnel compétent en étant sensibles à la nécessité d'offrir des incitations équitables pour les rôles les plus importants et en évitant que le personnel qualifié ne soit soustrait aux organisations clés du pays pour gérer les programmes sida au nom des donateurs. Ils doivent également s'accorder sur une approche commune de soutien à la stabilité des ressources humaines dans les principales organisations nationales et revoir leur politique de recrutement le cas échéant.

<b>Question de base</b>	<b>B9.1</b>	Votre organisation harmonise-t-elle les exigences relatives aux rapports techniques et financiers ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez décrire en détail comment votre organisation harmonise ses rapports avec l'autorité nationale de coordination sida et d'autres organisations internationales.
<b>Si NON</b>	✗	Comment votre organisation pourrait-elle contribuer à une harmonisation encore meilleure des rapports ?
<b>Question de base</b>	<b>B9.2</b>	Votre organisation essaie-t-elle de renforcer la base de ressources humaines en matière de riposte nationale ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez décrire en détail comment vous procédez.

<b>Si NON</b>	<b>X</b>	Veuillez expliquer comment votre organisation pourrait s'assurer que ses ressources humaines ne quittent pas les organisations nationales pour rejoindre les partenaires internationaux.
<b>Question de base</b>	<b>B9.3</b>	Combien de missions liées au sida votre organisation a-t-elle effectuées au cours des 12 derniers mois (à partir du siège ou du bureau de pays) ?
		Nombre : _____

**Questions générales, ouvertes**

- Quels sont selon vous les principaux succès et défis en matière d'harmonisation des exigences administratives et des ressources humaines ? Que pourrait-on faire de plus pour renforcer cette approche dans le temps selon vous ? D'autres questions que vous aimeriez commenter ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- Les missions liées au sida sont-elles souvent un effort conjoint de plusieurs agences ? Que faites-vous précisément pour coordonner les missions externes des différents donateurs et respecter une « période de calme » ? Avez-vous des exemples de missions conjointes qui ont été un succès ? Des exemples de missions séparées ou multiples des donateurs qui ont créé une surcharge de travail pour les partenaires nationaux ?
- Que fait votre organisation pour éliminer les rapports techniques et financiers à la demande ou les doubles emplois de la part de l'autorité nationale de coordination sida ou de partenaires nationaux ? Y a-t-il des contraintes ou des obstacles à la pleine harmonisation des exigences en matière de rapports de la part des partenaires internationaux ? Comment peut-on les surmonter ?
- Avez-vous des exemples, au cours de l'année écoulée, de personnes clés qualifiées recrutées par les partenaires internationaux parmi le personnel du secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida ou d'autres organisations nationales majeures ? Votre organisation ressent-elle ceci comme un problème et, si oui, que fait-elle pour que les organisations nationales préservent leurs capacités en ressources humaines ?

*Pour les organisations non gouvernementales internationales*

- Faites-vous face à des limites ou des contraintes en termes de rapports à vos organisations centrales ou à vos donateurs en matière d'initiatives spécifiques relatives à la riposte au sida ? Vos rapports vont-ils en premier lieu aux donateurs externes ou à l'autorité nationale de coordination sida ?

<i>Catégorie : Administration, soutien, coordination et communication</i>	<b>Domaine d'évaluation</b>	<b>B10</b>	<b>Degré de communication transparente, en temps utile et exacte, entre les organisations internationales et avec les membres de l'autorité nationale de coordination sida</b>
---	---------------------------------	------------	--

## Description

Les flux de communication et d'informations sont indispensables au bon fonctionnement de la riposte nationale. Une communication transparente et ouverte et une information financière et programmatique disponible en temps utile à la demande des partenaires nationaux et internationaux clés sont cruciales. Dans certains cas, les partenaires internationaux sont davantage habitués à partager l'information au sein de leurs agences ou à travers des réseaux spécialisés de donateurs qu'avec les partenaires nationaux. L'information relative aux prises de décisions en matière de programme ou d'attribution de fonds n'est pas toujours à la disposition des partenaires nationaux ; ou encore, les agences internationales peuvent retenir délibérément des informations vitales. Les informations financières sont particulièrement importantes en termes de transparence, de confiance et de partenariat. Quand il existe une stratégie de communication en matière de riposte au sida, il est particulièrement important que les partenaires internationaux reconnaissent le rôle de l'autorité nationale de coordination sida dans la coordination des flux d'informations ainsi que dans le soutien au renforcement des capacités dans ce domaine. Les partenaires internationaux peuvent contribuer à faire en sorte que l'autorité nationale de coordination sida et ses partenaires, notamment le gouvernement et la société civile, reçoivent à temps les informations qu'ils demandent et puissent régulièrement revoir leurs pratiques de mise en commun de l'information et de communication afin de maximiser efficacité et transparence.

<b>Question de base</b>	<b>B10.1A</b>	Y a-t-il un flux d'informations précises et en temps utile entre le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida et votre organisation ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez décrire en détail comment le flux d'informations fonctionne. Dites si vous recevez suffisamment d'informations en temps utile pour favoriser votre travail.
<b>Si NON</b>	✗	Comment votre organisation pourrait-elle améliorer la précision et la ponctualité du partage d'informations ?
<b>Question de base</b>	<b>B10.1B</b>	Y a-t-il un flux d'informations précises et en temps utile entre votre organisation et les autres partenaires nationaux ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez décrire en détail comment ce flux d'informations fonctionne. Dites si vous recevez suffisamment d'informations en temps utile pour favoriser votre travail. Comment votre organisation partage-t-elle généralement les informations avec les autres ?
<b>Si NON</b>	✗	Comment votre organisation pourrait-elle améliorer la précision et la ponctualité du partage d'informations.
<b>Question de base</b>	<b>B10.2A</b>	L'information relative au budget et à la programmation circule-t-elle de manière transparente entre le secrétariat de l'autorité nationale de coordination sida et votre organisation ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez décrire en détail le niveau de transparence en matière de partage d'informations. Dites si vous recevez suffisamment d'informations à jour et détaillées pour favoriser la prise de décisions et la planification.
<b>Si NON</b>	✗	Dites comment votre organisation pourrait améliorer la transparence. Que pourrait-on faire de plus pour informer chaque participant à la riposte nationale ?

<b>Question de base</b>	<b>B10.2B</b>	Les informations relatives au budget et à la programmation circulent-t-elle de manière transparente entre votre organisation et les autres partenaires nationaux ?
<b>Si OUI</b>	✓	Veillez décrire en détail le niveau de transparence en matière de partage d'informations. Dites si vous recevez suffisamment d'informations à jour et détaillées pour favoriser la prise de décisions et la planification.
<b>Si NON</b>	✗	Dites comment votre organisation pourrait améliorer la transparence. Que pourrait-on faire de plus pour informer chaque participant à la riposte nationale ?

**Questions générales, ouvertes**

- Quels sont selon vous les principaux succès et défis en matière de partage d'informations et de transparence? Que pourrait-on faire de plus pour renforcer cette approche dans le temps selon vous ? D'autres questions que vous aimeriez commenter ?

**Questions supplémentaires facultatives**

- A quelle fréquence votre organisation partage-t-elle ses informations avec d'autres ? Quelle rétro-information recevez-vous ?
- Avez-vous des limites internes aux types d'informations relatives à votre programme ou à votre financement que vous pouvez partager ? Si oui, quelles sont-elles et comment peut-on y remédier ?
- Comment vous assurez-vous que les partenaires nationaux sont bien informés des politiques et des programmes de votre organisation ? Votre organisation partage-t-elle des informations à jour et détaillées pour contribuer à la planification et à la prise de décisions des autres ?

## Annexe 1 :

### Quelques pages du questionnaire vierge

Vous trouverez l'intégralité du questionnaire, au format MS-Word, avec tous les domaines d'évaluation et toutes les questions de base, sur le CD-ROM qui accompagne ce guide ainsi que sur le site de l'ONUSIDA ([www.unaids.org](http://www.unaids.org)). L'adaptation du questionnaire peut se faire à partir du CD-ROM.

<i>Catégories : Autorité nationale de coordination sida et cadre stratégique national</i>		Score de ce répondant :
<b>A1</b>	<b>Degré de participation et d'alignement des partenaires nationaux sur le cadre stratégique national sida</b>	
Commentaires résumés sur le domaine d'évaluation		Questions : mots clés 1. 2. 3. 4.
<b>A1.1 Votre organisation a-t-elle participé à la conception et/ou à la validation du dernier cadre stratégique national (ou document équivalent) ?</b>		
<i>(Entourer une réponse)</i>		
OUI : Veuillez donner des détails sur votre niveau de participation au processus de conception/de validation/d'approbation. En avez-vous été satisfait ? Y a-t-il des manières dont votre participation ou inclusion auraient pu être améliorées ?		
NON : Veuillez développer les manières dont votre organisation peut contribuer aux futurs processus de planification stratégique nationale et/ou de validation.		
Commentaires :		



**A1.2 Votre organisation a-t-elle une stratégie de programmation en matière de sida (objectifs, stratégies et activités) ?**

*(Entourer une réponse)*

OUI : Décrivez comment la stratégie de votre organisation est alignée sur le cadre stratégique national ou un document équivalent.

NON : Décrivez comment vous envisagez d'élaborer à l'avenir une stratégie de programmation organisationnelle tirée du plan ou cadre stratégique national sida.

Commentaires :

**A1.3 Votre organisation a-t-elle un plan de programmation sida revu et validé par l'autorité nationale de coordination sida ?**

*(Entourer une réponse)*

OUI : Veuillez donner des détails sur la manière dont cela a été fait et le type de rétro-information reçu. Cette rétro-information vous a-t-elle amené à opérer des changements, et si oui, lesquels ?

NON : Votre organisation a-t-elle des plans lui permettant de s'assurer que l'autorité nationale de coordination sida revoit et valide vos stratégies ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Commentaires :

**A1.4 A votre avis, toutes les organisations nationales/internationales concernées ont-elles participé à la conception et/ou à la validation du dernier cadre stratégique national ou d'un document équivalent ?**

*(Entourer une réponse)*

OUI : Veuillez donner des détails sur le niveau de participation. Avez-vous été satisfait du niveau de participation des autres organisations ? De quelles manières spécifiques aurait-on pu améliorer la participation ?

NON : Veuillez nous dire qui d'autre devrait selon vous participer à l'avenir.

Commentaires :

**A1.5 A votre avis, les plans et stratégies de programmation sida des partenaires internationaux sont-ils alignés sur les plans stratégiques nationaux ou sous-nationaux ?**

*(Entourer une réponse)*

OUI : Veuillez donner des exemples de forces et de faiblesses.

NON : Veuillez indiquer les domaines où vous pensez qu'un meilleur alignement est crucial.

Commentaires :

**D'autres questions relatives à la participation au processus de planification stratégique en matière de sida que vous aimeriez commenter ?**

---

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) unit dans un même effort les activités de lutte contre l'épidémie de dix organismes des Nations Unies. Les organismes coparrainants sont les suivants : le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'ONUDC, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Basé à Genève, le Secrétariat de l'ONUSIDA est présent sur le terrain dans plus de 80 pays à travers le monde.

---

L'Outil d'harmonisation et d'alignement national (CHAT) a été conçu pour aider les autorités nationales sida et leurs partenaires à évaluer le niveau de participation et d'engagement de la riposte nationale au sida et le degré d'harmonisation et d'alignement des partenaires internationaux. Le CHAT permettra d'estimer l'adhésion des partenaires aux « Trois Principes » et l'adhésion des partenaires internationaux aux engagements figurant dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005). Grâce à sa fonction de « baromètre » de la situation en matière d'harmonisation et d'alignement au niveau des pays et en identifiant où se situent les obstacles réels ou perçus comme tels, le CHAT peut servir d'outil de plaidoyer pour instaurer un dialogue et entraîner une amélioration de la riposte au sida.

Pour de plus amples informations, veuillez adresser un courriel à [CHAT@unaids.org](mailto:CHAT@unaids.org).

**ONUSIDA**  
20 AVENUE APPIA  
CH-1211 GENÈVE 27  
SUISSE

Téléphone : (+41) 22 791 36 66  
Fax : (+41) 22 791 48 35  
Courrier électronique : [distribution@unaids.org](mailto:distribution@unaids.org)

[www.unaids.org](http://www.unaids.org)